



Investing in rural people

République démocratique de São Tomé-et-Principe

Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale (PAPAFPA)

Supervision report

Main report and appendices

Mission Dates: 15 mai-6 juin 2014
Document Date: 13-Jun 2014
Project No. Id 1027
Report No: 3463-ST

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Contents

Abbreviations and acronyms	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	4
C. Produits et effets	5
D. État d'avancement de l'exécution du programme	29
E. Aspects fiduciaires	40
F. Durabilité	50
G. Autres	51
H. Conclusion	51

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	53
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	57
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	63
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	69
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	73
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	79
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	81

Abbreviations and acronyms

AEP	Alimentation en Eau Potable
AFD	Agence Française de Développement
AGRISUD	Partenaire technique filière poivre (France)
CE	Commerce Equitable
CECAB	Coopérative d'Exportation de Cacao Biologique
CECAFEB	Coopérative d'Exportation de Café Biologique
CEPIBA	Coopérative d'Exportation de Poivre et Vanille
CIAT	Centre de Recherche en Agronomie Tropicale (STP)
CLUSA	Ligue des Coopératives des Etats Unis d'Amérique
COPAFRESCO	Coopérative d'Approvisionnement en Poisson Frais
DCP	Dispositifs de Concentration de Poisson
CTH	Centre de Traitement Humide
DPD	Demandes de Paiements Directs
DRF	Demandes de Retrait de Fonds
FAC	Fonds d'Aide et de Coopération (France)
FENAPA	Fédération Nationale des Petits Agriculteurs
FENU	Fonds d'Equipement des Nations Unies
FIC	Fonds d'Infrastructures Communautaires
GEF	UN Global Environment Facility
GEPA	Entreprise de Commerce Equitable (Allemagne)
GIEPPA	Groupement d'Intérêt Economique Pêche Artisanale
KAOKA	Entreprise Chocolatière, partenaire de la CECAB
MAPDR	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Développement Rural
MFF	Mécanisme Flexible de Financement
PAPAFPA	Programme Participatif d'Appui à l'Agriculture Familiale et à la Pêche Artisanale
PNAPAF	Programme National d'Appui à l'Agriculture Familiale
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRIASA (BAD)	Projet de Réhabilitation des Infrastructures d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable Administratif et Financier
STP	São Tomé e Principe
TOMPRO	Progiciel comptable et de gestion de Projets
UCP	Unité de Coordination de Programme

A. Introduction¹

Généralités

1. Une mission du FIDA a séjourné à São Tomé-et-Principe du 15 mai au 6 juin 2014, dans le cadre de la supervision du Programme d'Appui Participatif à l'Agriculture Familiale et à la Pêche Artisanale (PAPAFPA). Cette mission avait pour objectif : i) d'évaluer la performance globale du programme, et de ses composantes en termes de mise en œuvre et de progrès réalisés, ainsi que l'impact obtenu, au niveau global et au niveau de chaque composante ; ii) de passer en revue les recommandations de la dernière mission de supervision de mars 2013², et de faire le suivi de leur mise en œuvre ; iii) de faire le point sur l'état d'avancement des activités menées au cours de la période sous examen ; iv) d'analyser, avec l'ensemble de l'équipe du programme et les principaux partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et contraintes rencontrées dans l'exécution des activités, et de proposer des solutions et recommandations appropriées ; vi) de vérifier l'état d'avancement du Plan de Travail et Budget Annuels (PTBA) et du Plan de Passation des Marchés (PPM) pour la deuxième partie de l'année 2013 (juillet-décembre) et pour 2014 ; et vii) de discuter, conjointement avec le personnel du PAPAFPA, les chefs des filières, les prestataires de services et les autres membres de la mission, des premières orientations sur les contenus du PTBA et PPM pour le premier trimestre de l'année 2015.
2. D'une manière plus spécifique, la mission devait : i) se prononcer sur l'efficacité des outils de gestion du programme et sur le respect des clauses de l'accord de prêt ; ii) évaluer la performance d'exécution de chaque composante et sous-composante ; iii) examiner, dans la mesure du possible, les approches et méthodologies mises en place pour l'exécution du programme ; iv) évaluer l'impact du programme en mettant en relief la qualité du ciblage, et notamment la prise en compte des femmes, des jeunes et des couches vulnérables en milieu rural ; v) identifier une stratégie de désengagement du programme qui assure la pérennité de ses acquis.
3. Suite à l'arrivée décalée des différents experts qui composaient la mission dans le pays, les séances avec la coordinatrice du programme et les cadres de l'UCP (chefs de filière, responsable financier et responsable du Suivi-Evaluation), le fonds de développement d'infrastructures communautaires (FIC), les différents prestataires de services (MARAPA, ADAPA et FENAPA) et les deux assistants techniques internationaux ont été organisées de façon disjointe. Des visites de terrain ont été aussi organisées tout au long de la mission.
4. Depuis le dernier réaménagement du Gouvernement élu en août 2010, à partir de décembre 2012, le programme a eu comme interlocuteur officiel le Ministère de l'Agriculture, des Pêches et du Développement Rural (MARDP).
5. La mission s'est rendue dans plusieurs communautés rurales à São Tomé et à Principe et a pu s'entretenir avec les quatre coopératives d'exportation ainsi qu'avec quelques représentants d'associations au niveau de chaque filière productive. La mission a également pu s'entretenir avec l'ONG MARAPA, avec certains de ses partenaires impliqués dans la mise en œuvre de la filière pêche et avec de nombreux bénéficiaires de cette filière, avec ZATONA-ADIL et la FENAPA. Des chantiers supervisés par le FIC ont été visités afin de mesurer l'avancement des travaux, ainsi que la qualité et l'efficacité de leur exécution.
6. Une réunion de restitution avec l'équipe de gestion du programme s'est tenue le 4 juin 2014. Le présent aide-mémoire fait le point sur les constats et recommandations de la mission et intègre les

¹ La mission était composée de M. Andrea Serpagli, Chargé du Programme Pays du FIDA pour Sao Tomé-et-Principe, WCA (Chef de mission), Mme Sara Lili, Consultante, Chargée de la gestion financière, WCA ; M. Bernard Adrien, Consultant, spécialiste en pêche et chargé additionnellement de la supervision des filières d'exportation, et de Mme Maëlle Peltier, Consultante, spécialiste en Suivi-Evaluation. M. Pierre Yves Legal, Consultant, Spécialiste en filières agricoles, WCA a lui aussi appuyé la mission à partir du Burkina Faso.

² Il s'agissait en réalité de la mission de revue du troisième et dernier cycle du PAPAFPA.

commentaires des cadres du programme ainsi que des différents opérateurs techniques. Il a été présenté à son Excellence le Ministre de l'Agriculture, des Pêches et du Développement Rural.

7. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités de São Tomé et Principe, au personnel de l'UCP, du GEF et du FIC pour leur accueil chaleureux, ainsi qu'aux partenaires du programme pour leur entière disponibilité et collaboration qui ont permis le bon déroulement des travaux.

Description du programme

8. Le Programme d'Appui Participatif à l'Agriculture Familiale et à la Pêche Artisanale (PAPAFPA) a pour but de poursuivre l'amélioration des conditions de vie des groupes-cibles se trouvant aujourd'hui encore sous le seuil de pauvreté. Les objectifs spécifiques du programme sont : i) aider à la structuration du monde rural en renforçant les associations rurales de base et les représentations de type professionnel ; ii) de contribuer à la création et au bon fonctionnement d'une offre de services capable de répondre dans les domaines sociaux, techniques, économiques et financiers, aux attentes des populations rurales ; et iii) renforcer les capacités des populations rurales les plus pauvres à entreprendre des activités économiques.

9. Le PAPAFPA, approuvé par le FIDA le 26 avril 2001 et effectif depuis le 25 février 2003, cible des petits agriculteurs, des pêcheurs artisanaux et des femmes qui vivent du commerce de la pêche artisanale. Il s'agit d'un programme d'une durée de 12 ans initialement financé par un prêt du FIDA de 9,97 millions d'USD. L'achèvement des activités est prévu le 31 mars 2015 et la clôture administrative du prêt le 30 septembre 2015.

10. À l'initiative de l'ancien MARDP, un financement supplémentaire (« top-up ») sous forme de don, d'un montant d'environ 3 millions d'USD a été accordé par le FIDA en septembre 2010. Ce financement vise : i) à étendre la couverture actuelle du programme afin d'englober neuf communautés supplémentaires de producteurs de cacao bio-équitable (du centre-ouest du pays) et six communautés de producteurs de café bio-équitable vivant dans la plantation de Monte Café ; et ii) à renforcer les actions actuellement conduites dans les filières déjà ciblées pour les cultures assurant la sécurité alimentaire, le poivre biologique et les produits halieutiques. Ce don est devenu effectif au cours du mois de janvier 2011.

11. Depuis décembre 2012 et pour une durée de 3 ans, le PAPAFPA met en œuvre un financement additionnel (don GEF pour 2,42 millions de \$EU) qui vise de l'appui institutionnel au secteur de l'environnement et la promotion d'une exploitation des écosystèmes compatible avec la préservation des ressources naturelles. Une unité de gestion de cette composante a été mise en place à partir de mars 2013 et comprend : un coordonnateur de la composante GEF (M. Victor Bonfim), un assistant technique (M. Horácio Cravid), un expert en bases de données (M. António Sousa) et un responsable de la gestion de la plateforme touristique (M. Eugénio Neves, qui travaille à mi-temps). Après le départ de l'expert administratif/financier de cette composante GEF (M. Fernando Sousa Pontes) qui avait été recruté en 2013, le PAPAFPA est en train de lancer un concours national pour le remplacer.

12. Sur la période examinée (avril 2013 – avril 2014), de nombreuses missions de consultation ponctuelles ont également été appuyées par le FIDA, le PAPAFPA et ses partenaires, dans une optique d'amélioration constante de la performance du programme. En particulier : i) M. Sébastien Balmissé a conduit en octobre 2013 la première mission d'appui itératif aux activités financées par l'AFD dans le contexte du PAPAFPA, suivie d'une seconde mission de M. Jean Zawslavsky du 28 février au 14 mars 2014 ; ii) deux experts financés sur le don FIDA « RCPMI » (M. Karan Sehgal, expert FIDA et Dominic Wanjihia, Directeur de Biogas International Ltd Kenya) se sont rendus dans le pays en décembre 2013 pour mettre en place un premier pilote de production de biogaz dans la région de Monte Café, en appui aux activités menées par le programme dans le contexte de la filière café ; iii) une experte locale (Madame Antónia dos Santos Neto) a été recrutée sur des fonds du don FIDA « RCPMI » pour appuyer, pendant la période de janvier-juin 2014, les experts de l'ICEA (M.

Michele Maccari et Madame Ester Cáceres) responsables du don FIDA appelé "SAMCERT", dans la mise en place d'une certification d'origine pour certains produits agricoles du pays (café, cacao et poivre). Les mêmes experts de l'ICEA se sont rendus à São Tomé en septembre 2013 pour animer un atelier national sur les indications d'origine géographiques ; iv) un membre du personnel de la division technique du FIDA (M. Antonio Rota) s'est rendu à São Tomé en octobre 2013 et en février 2014 (cette fois-ci dans le contexte de la deuxième mission de conception du PAPAC) pour appuyer le PAPAFPA à mettre en place des unités pilotes –dans la région de Monte Café toujours – de production de viande porcine et de volaille, ainsi que d'œufs et de poussins ; et v) une experte de la Division de Communication du FIDA (Madame Joanne Levitan) s'est aussi rendue à São Tomé (en avril 2014) pour filmer deux vidéos sur les activités du programme en termes de protection de l'environnement et de création de PPP. Au cours de la première mission d'identification du PAPAC (12 septembre-4 octobre 2013), des experts recrutés par le FIDA, accompagnés du CPM ont aussi travaillé avec le PAPAFPA et l'ont appuyé pour plusieurs activités tout au long de sa mission. Pendant la même période, d'autres missions avec des partenaires privés pour la filière poivre (Agrisud International et Hom&Terre), la filière café (Malongo) et la filière cacao-bio (KAOKA) ont aussi été régulièrement conduites. En avril 2014, deux experts de Slow Food (M. Enrico Meschini et M. Emanuele Dighera) se sont rendus à São Tomé pour démarrer le travail sur la filière Café Robusta en conformité avec les accords pris avec le FIDA et le PAPAFPA au cours de la première visite de la représentante-pays (Madame Velia Lucidi) de cette organisation en septembre 2013. Cette deuxième visite du pays par Slow Food officialise le début d'une nouvelle PPP dans le contexte du PAPAFPA. De même, plusieurs experts locaux et internationaux (M. Ard Lengkeek, M. Carlos Albuquerque) ont travaillé en appui aux interventions du GEF dans le pays depuis mars 2013. Enfin, une mission d'appui technique de Bernard Adrien à la filière pêche a été effectuée en novembre 2013 (une semaine).

13. De son côté, le PAPAFPA (avec une équipe composée de la coordinatrice, du chef de la filière café, des cadres de deux coopératives – CECAFEB et CECAQ-11, et de l'assistant technique international junior) a conduit une mission en Allemagne (en février 2014) pour participer à Bio-Fach 2014, la principale foire de produits agricoles organiques et naturels du monde. Cette visite, qui s'est déroulée dans le contexte des activités menées par le don FIDA « SAMCERT » et qui a été aussi soutenue par le CPM et le personnel de SAMCERT, avait pour but de : i) permettre au programme de d'échanger avec d'autres producteurs internationaux de produits issus de l'agriculture biologique et ii) rencontrer de nouveaux acheteurs potentiels pour les produits des coopératives du PAPAFPA. De même, deux cadres de la CECAFEB ont participé à un business-tour en Italie (décembre 2013), organisé dans le contexte des activités menées avec le don FIDA « SAMCERT » pour promouvoir, auprès des entreprises italiennes de transformation/commercialisation de café, les cafés produits par des groupements d'agriculteurs assistés par le FIDA. Le chef de la filière cacao équitable (Adalberto Ferreira Luis) a par ailleurs participé à un atelier organisé par le FIDA en Italie (avril 2014) sur des thèmes soulignant les liens entre le foncier et le développement économique local, et le coordonnateur du FIC (Elisio Vaz et Ursangila Triste) a participé à un voyage d'étude au Dubaï sur la micro-irrigation (sur des fonds BAD-PRIASA).

14. La gestion du PAPAFPA a été attribuée, faisant suite à quelques changements introduits par la dernière revue inter-cycles d'avril 2009 et les activités de monitoring successives, à l'Unité de Coordination du Programme (UCP). Le PAPAFPA est depuis la dernière revue inter-cycles d'avril 2009 structuré autour de trois composantes :

- **Composante 1 : Appui au développement d'activités économiques et filières** comprenant six sous-composantes: cacao bio-équitable, cacao conventionnel de qualité, poivre/épices bio, café bio-équitable, pêche artisanale/poisson frais sous glace, et diversification des cultures vivrières en association aux cultures de rente ;
- **Composante 2 : Renforcement de l'offre de services au monde rural/Fonds de développement des infrastructures communautaires (FIC)** comprenant deux sous-

composantes : i) le guichet pour les infrastructures productives financées par le PAPAFPA dans sa zone cible ; et ii) le second guichet concernant le financement d'infrastructures sociales et novatrices par d'autres donateurs dans ou en dehors de la zone PAPAFPA ; et

- **Composante 3 : Accompagnement et gestion du programme** incluant les deux sous-composantes suivantes : i) l'appui à la Fédération nationale des petits agriculteurs (FENAPA) ; et ii) la gestion du programme (gestion, information/communication, administration et finances, et suivi-évaluation). La sous-composante « Appui à l'alphabétisation fonctionnelle des adultes » a été interrompue fin 2010.

15. Comme prévu par la dernière revue inter-cycles d'avril 2009, une revue à mi-parcours du troisième et dernier cycle (avril 2009-mars 2015) du PAPAFPA a été conduite en mars 2013. Avec la revue, une « stratégie de sortie » a été élaborée pour orienter les activités du programme jusqu'à sa clôture, et une réallocation des ressources (prêt et don) encore disponibles a été proposée (un nouveau COSTAB a été élaboré).

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

16. De manière générale, la mission relève qu'après plus de onze ans de mise en œuvre, les activités du PAPAFPA continuent à progresser de manière structurée et performante grâce : i) à la mise en œuvre progressive par le programme de l'ensemble des changements et recommandations préconisés par la revue inter-cycle d'avril 2009, ainsi que les missions de supervision suivantes et la mission de revue à mi-parcours du cycle-III de mars 2013 ; ii) à la bonne conduite du programme ; et iii) au support continu fourni à travers des différents partenariats et assistances techniques (y compris de l'assistance technique financée par l'AFD).

17. Les principales réalisations du PAPAFPA depuis avril 2013 portent essentiellement sur : i) l'indépendance totale de la CECAB (filère cacao bio) sur les aspects administratifs et de gestion depuis janvier 2012, et la poursuite de plus en plus satisfaisante des activités dans les autres filières agricoles (en particulier, dans le cas du cacao de qualité) ; ii) la performance satisfaisante des partenariats commerciaux passés avec des opérateurs privés européens : plus de 900 tonnes de produit (cacao certifié) ont été exportées en 2013 par les deux coopératives concernées (contre moins de 500 T en 2012), et il est prévu que plus de 1 200 tonnes pourront être exportées en 2014, ainsi que 12 à 14 tonnes de café biologique par la CECAFEB (moins de 2 tonnes en 2013) et une prévision d'achat de 5 Tonnes par le partenaire de la CEPIBA (poivre biologique ; 2,3 T exportées en 2013) ; iii) l'impact positif des activités du FIC, qui continue à se montrer actif dans l'utilisation des fonds aussi bien du PAPAFPA que d'autres bailleurs (BAD), et à obtenir de bons résultats du point de vue de la qualité du travail réalisé ; iv) les premiers résultats, encore partiels mais qui s'annoncent positifs, de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie en matière de diversification productive/sécurité alimentaire ; et v) la bonne poursuite des activités de la filière pêche qui continuent à suivre les grandes lignes de la stratégie élaborée en 2010. En ce qui concerne cette filière, en effet, des avancées significatives ont été faites depuis 2013, essentiellement en ce qui concerne l'augmentation de la capacité de production dans la zone sud de São Tomé et à Principe (programme de construction de praos et de remise de praos motorisés à crédit) ; le programme DCP demande encore à être finalisé et assorti d'une réflexion sur les conditions pratiques de sa mise en application. La question de la gestion associative n'est plus vraiment d'actualité en ce qui concerne la COPAFRESCO, qui de fait fonctionne comme une micro-entreprise ; la question de la viabilité des ateliers de construction et réparation navale d'Angolares et de Principe doit être résolue de façon urgente. Globalement, il est nécessaire de faire en sorte que cette composante améliore encore sa performance d'ici la fin du programme, et de préparer au mieux « l'après-projet » de façon à en viabiliser les acquis.

18. La finalisation du processus de restructuration de la FENAPA n'a pas encore produit les résultats attendus : la fédération reste encore une institution faible en matière de gestion, planification et vision stratégique.

19. La mission note avec satisfaction que le transfert des responsabilités aux coopératives se poursuit : l'exécution directe par ces dernières (3 sur 4) d'une partie du PTBA 2014-2015 du PAPAFPA depuis janvier 2014 (2012 dans le cas de la CECAB), constitue une épreuve-clé pour juger de leurs capacités effectives à prendre en charge l'intégralité d'un plan de travail annuel complexe.

20. Finalement, la mission souligne, une fois de plus, la contribution très conséquente de l'actuelle coordinatrice, ainsi que celle des deux Assistants Techniques Internationaux Junior (ATIJ), de l'équipe administrative et de Suivi-Evaluation dans l'amélioration de l'impact global du programme. Par ailleurs, la pérennité des coopératives (et des filières qu'elles visent) reste une priorité pour toute l'équipe. A cet égard, la première expérience d'autonomisation totale de la CECAB depuis janvier 2012 doit être capitalisée en tant que référence essentielle pour les autres filières, en termes de bonnes pratiques à revaloriser pour leur pérennisation future.

C. Produits et effets

21. De manière plus détaillée, les réalisations du PAPAFPA par composante au cours de la période concernée (avril 2013 – avril 2014) se présentent comme suit :

Composante 1: Appui au développement d'activités économiques et filières

Filière cacao bio-équitable

22. **En termes généraux, la situation peut être considérée comme très satisfaisante en 2014.** La plantation de cacao dans la zone de la CECAB s'améliore, le nombre d'agriculteurs et la superficie augmente (nouvelles communautés), la production augmente (dû en partie aux résultats de la taille opérée il y a deux ans sur les plants âgés et qui rentrent en production). La catégorie C diminue, alors que la catégorie A est nettement en augmentation (l'actualisation de la catégorisation est faite tous les 6 mois et sera finalisée fin juin 2014).

23. Les axes d'intervention à court, moyen et/ou long terme pour la filière cacao équitable, tels que définis lors de la mission de revue à mi-parcours de 2013, sont les suivants en ce qui concerne les aspects directement liés à la plantation : a) poursuivre l'appui à la redensification et à la rénovation de la cacaoyère (en prenant en charge les appuis aux communautés membres de la CECAB et situées dans la zone d'intervention du volet GEF ; et aux ménages les plus vulnérables) ; b) permettre à la CECAB de répondre à la demande de nouvelles communautés qui ont formellement manifesté leur intérêt à rejoindre la coopérative ; c) appuyer la CECAB dans sa démarche d'évaluation et de sélection de matériel végétal et partager la méthode et les leçons tirées avec les autres coopératives.

24. **En ce qui concerne les point a) et b),** Suite à un accord de partenariat signé en 2011 entre la CECAB et KAOKA, portant sur un plan global de modernisation des plantations organisé en deux tranches (2012-2016 et 2017-2020), un premier contrat d'objectif a été signé entre le PAPFPA et la CECAB pour la période 2012-2013 (montant de 130 430 en 2012 et 138 164 en 2013), et un second pour 2014 (montant de 82.720 \$EU) ; ces contrats portent essentiellement sur la rénovation des plantations de cacao biologique y compris un appui à la mise en œuvre par la CECAB de ce plan. Le contrat d'objectif pour la période 2012-2013 concerne les 14 communautés initiales, celui de 2014 concerne spécifiquement les 4 nouvelles communautés ayant rejoint la CECAB cette année (Caldeira, Monte Macaco, Benfica et Vista Alegre). Il n'y a pas de plan de replantation prévu pour Principe.

25. Par souci d'homogénéité avec les autres filières, il est nécessaire que le PTBA présenté par la CECAB reprenne les indicateurs définis dans le cadre des contrats d'objectif, et que par ailleurs, le contrat d'objectif (et le PTBA, qui le reprend) comporte un chronogramme de mise en œuvre, selon le modèle général du PAPAFPA. Enfin, le rapport annuel d'activités 2013 devrait donner des indications plus précises quant aux réalisations en particulier un suivi des appuis (quantité et type) fournis à

chaque bénéficiaire³. Ces données permettront également à la CECAB de progresser dans ses prévisions de production.

26. Les contrats d'objectif définissent cinq actions relatives à la rénovation des plantations : Action 1 : taille de régénération ; Action 2 : mise en place de parcelles de démonstration (une surface de 0,5 ha étant l'idéal) ; Action 3 : production de plants greffés ; Action 4 : formation au greffage (à raison de 3 séances par communauté, pour 8 personnes pendant 8 jours) ; Action 5 : audit de production des ha taillés.

27. Pour 2013, les actions réalisées sont les suivantes :

- Action 1 : taille de régénération de 650 ha de cacaoyères réalisée à 100% ;
- Action 2 : mise en place de 14 parcelles de démonstration ;
- Action 3 : production d'un total de 40 937 plants greffés (dans les 13 pépinières couvrant les 14 communautés⁴), soit nettement plus que les 30 000 prévus⁵ ; de bons résultats ont été obtenus dans l'ensemble des pépinières (10% de mortalité) ; il y a eu un léger retard dans la distribution des plantes (dû au manque de matériel de greffe durant la « *gravana* »), qui n'a cependant pas eu de conséquence) ;
- Action 4 : formation au greffage réalisée à 100% ;
- Action 5 : l'audit de production prévu sur les 750 ha taillés a été réalisé, avec des résultats positifs.

28. A fin mai 2014, la situation est la suivante :

- Action 1 : taille de régénération de 330 ha de cacaoyères, prévue entre mi-février à fin mars ; la taille a été intégralement réalisée (entre mi-février à mi-avril) ;
- Action 2 : mise en place de 40 parcelles de démonstration⁶ ; les 40 parcelles sont déjà identifiées. Il est nécessaire de recevoir plus de plantes (36.000, en provenance des communautés anciennes) ; elles sont en phase de croissance, quelques-unes sont en train d'être greffées, pour être distribuées en octobre 2014.
- Action 3 : production d'un total de 24 000 plants greffés (dans les quatre pépinières créées, à raison d'une par communauté, 5 à 7 000 plantes par pépinière) ; la prévision de mise en place des porte-greffes est janvier ; du greffage, mai à août) ; et de la plantation, octobre 2014). La majorité des 24 000 plants sont en cours de croissance⁷, quelques-uns déjà greffés. Il est prévu un léger retard dans la finalisation des plantes (novembre au lieu d'octobre), sans conséquence sur la production car les 4 communautés n'ont pas de problème d'eau.
- Action 4 : formation au greffage (à raison de trois séances par communauté, pour huit personnes pendant huit jours) : la prévision était pour début mars, mais la formation aurait coïncidé avec une période de grande production, d'où réajustement pour mi-mai (réalisé) et mi-septembre.
- Action 5 : audit de production des 330 ha taillés : la prévision de réalisation est mi-décembre 2014.

29. Ce programme de replantation, initié en 2010 est donc monté en puissance depuis 2012 et se déroule de manière satisfaisante. L'apport technique de KAOKA continue à jouer un rôle-clé.

30. En 2013, 721 tonnes de cacao sec ont été exportées par la CECAB par l'intermédiaire de son partenaire KAOKA (la 1^{ère} récolte, normalement la plus faible, a été de 193 T, et la 2^{nde} de 528 T). A fin-juin 2014, la 1^{ère} récolte devrait atteindre environ 450 T, ce qui laisse présager une production totale pour 2014 largement supérieure à celle de l'an dernier (rappelons que l'objectif commun à KAOKA et la CECAB est d'atteindre une production de 1 000 T à l'horizon 2017).

³ Et ne pas se contenter de donner des pourcentages de réalisation, par ailleurs non reliés à des quantités prévues.

⁴ Les six prévues dans le contrat d'objectif sont : Laranjeira, Queluz, Maria Luiza, Vila Braga, Ribeira Palma Sede et Maianço.

Sept pépinières complémentaires ont été créées à l'initiative des sociétaires techniciens de leurs zones respectives.

⁵ A souligner qu'un nombre supérieur de plantes (environ +10% est préparé dans les pépinières, de façon à « *colmater* » la mortalité et obtenir le nombre de pieds désiré.

⁶ Soit 10 parcelles par communauté, ce qui est en augmentation par rapport aux communautés initiales, du fait d'une plus grande motivation des agriculteurs et d'un nombre plus élevé d'agriculteurs formés.

⁷ A Maianço, se pose la question de la qualité de la terre utilisée.

31. **En ce qui concerne le point c)**, un système de traçabilité (basé sur des fiches qui sont en possession des sociétaires-techniciens) a été initié en 2013 ; KAOKA fait des missions « de dégustation » à intervalle régulier de façon à identifier et sélectionner les meilleurs producteurs en termes de qualité. La CECAFEB a déjà bénéficié de formation de la part de la CECAB (trois jours en 2011) ; CECQA-11 a récemment manifesté son intérêt pour de tels échanges, qui restent à organiser.

32. **En termes d'infrastructures**, la construction de séchoirs, initiée dans les quatre nouvelles communautés dans le cadre du PTBA 2013, a été suspendue par le PAPAFPA en raison de la mauvaise qualité du bois utilisé par l'entrepreneur et des délais d'exécution de ce dernier. Il s'agit d'une situation à résoudre d'urgence car elle oblige à transporter la « goma » jusqu'au siège de la CECAB, avec les surcoûts correspondants et la surcharge de travail occasionnée pour les sociétaires-techniciens. Le programme doit lancer un nouveau concours dans les plus brefs délais. Le Gouvernement a attribué un terrain à la coopérative à Água Casada pour la construction d'un entrepôt et de séchoirs. Les travaux sont en cours.

Filière cacao de qualité

33. La coopérative continue son rythme de croissance de façon satisfaisante, ce qui se traduit par l'augmentation de la productivité des parcelles, une meilleure participation des agriculteurs dans la vie de la coopérative et des demandes d'adhésion de la part de nouvelles communautés.

34. Les axes d'intervention à court, moyen et/ou long terme pour la filière cacao de qualité, tels que définis lors de la mission de revue à mi-parcours de 2013, sont les suivants en ce qui concerne les aspects directement liés à la plantation : a) développer les informations de base sur l'état des vergers et le sociétariat de la coopérative ; b) poursuivre et intensifier la mise en œuvre du programme de replantation, redensification et greffage ; c) se doter d'une équipe technique structurée à partir de 2013 ; d) obtenir la certification bio pour l'ensemble de la zone.

35. **En ce qui concerne le point a)**, Le recensement de la cacaoyère a été entrepris début 2013 et est actuellement achevé (recensement rigoureux du nombre et du type de plants par parcelle). Ce recensement est un outil indispensable pour définir ou affiner la stratégie d'intervention, permettre de vérifier la progression et les impacts des actions réalisées en matière de taille ou de plantation/redensification et fonder sur des bases objectives un système fiable de prévision sur la production de cacao collectée.

36. Les données sont en cours de traitement avec le programme EPIFO (en attente d'un programme commun pour toutes les filières) et il est prévu que ce travail soit finalisé d'ici mi-juin 2014.

37. Le défi majeur est de faire en sorte que les plants produits soient plantés, c'est-à-dire éviter le problème rencontré en 2013 (distribution de 106 000 plantes dont 10% n'ont pas été plantées par les bénéficiaires) ; la remise de plantes va être désormais réalisée en fonction de la situation individuelle réelle de chaque planteur telle qu'indiquée par ce recensement. A souligner que le processus de classification des producteurs (par catégories, A, B et C) a été initié, et doit encore être soumis à l'Assemblée de la Coopérative. Il est prévu que cette classification soit finalisée d'ici mi-août 2014⁸.

38. **En ce qui concerne le point b)**, le programme de replantation est monté rapidement en puissance depuis 2012, avec la création de six pépinières qui sont utilisées ou non en fonction des besoins de chaque zone : 120 000 plants ont été produits en 2012 et n'ont pu être plantés en raison du manque de pluies ; 106 000 ont finalement été distribués en 2013, dont 98 000 ont effectivement plantés⁹.

⁸ La mission de revue à mi-parcours notait que : « (...) la faiblesse des tailles moyennes des plantations (1,8 ha environ) laisse à penser que la plupart des planteurs de « type C » pourrait être assez importante. Ce n'est qu'une fois l'inventaire achevé que ce point pourra être clarifié, les perspectives mieux cernées et la stratégie révisée ».

⁹ A Abade, il a été indiqué à la mission que 10 000 plantes produites en 2012 ont été reçues et toutes plantées en 2013, par 18 agriculteurs (sur les 36 que compte la communauté) ; 600 plantes n'ont pas bien grandi, 600 sont mortes (ce qui

39. En 2013, 30 000 plantes seulement ont initiées (en fin d'année), en raison de l'arrivée tardive des sacs plastiques pour les pépinières, si bien que les plantations réalisées en 2013 ne correspondent qu'aux plantes produites l'année précédente.

40. En 2014, les 30 000 plantes initiées en 2013 seront plantées après la « gravana » (soit en septembre), et 90 000 actuellement en cours de préparation (20 000 à Abade et 70 000 à Monte Belo) le seront d'ici fin 2014. Ce sont donc 120 000 plants qui devraient être plantés au total durant 2014, soit, en tenant compte d'une mortalité estimée à 5 à 7%, 110 000 pieds vivants environ.

41. Les arbres pour la production de greffes (à raison de 20 à 50 greffes par arbre, il faut environ 2 500 à 3 000 arbres pour produire 50 000 greffes) ont déjà été sélectionnés, pour les 50 000 plantes en cours de production à Mestre António, Pedroma et Abade. Les greffes ont déjà été commencées (500 déjà faites à Pedroma) et devraient être achevées pour Pedroma et Mestre António au cours du troisième trimestre 2014. Les 70 000 plantes devant être produites à Monte Belo à partir de juin 2014 seront greffées courant 2015, après plantation dans les parcelles fin 2014. Rappelons que contrairement au cas du poivre et du café, les plantes sont reçues gratuitement par les bénéficiaires (sans coparticipation de leur part).

42. La production de compost organique est prévue dans le cadre du contrat d'objectifs 2014, d'avril à septembre (contractualisation de personnel technique, qui fait le travail dans les communautés) ; le travail n'est pas encore initié, en raison du retard de paiement (les fonds ont été libérés début mai 2014). La norme étant de 2 à 3 kg de compost par plante distribuée, le besoin est d'environ 300 T pour les 110 000 plants à distribuer tels que prévus dans le PTBA 2014. La quantité nécessaire devrait être disponible d'ici septembre-octobre 2014.

43. La campagne de taille (« *drástica* » et « *de formação* » et le contrôle d'ombrage, prévus en 2013 sur 300 ha, a été intégralement réalisé (de fait, sur une surface de 370 ha) . En 2014, pour une surface totale prévue de 600 ha, ces travaux ont été réalisés en partie (sur 219 ha, en janvier / février 2014). Ces activités reprendront en octobre / novembre (après la période de production), dans les zones où cela sera possible; il est probable que la prévision 2014 ne soit pas intégralement réalisée.

44. En 2013, 75% des agriculteurs membres de la Coopérative ont été impliqués dans la campagne de sulfatage bio-compatible en prévention contre le mildiou (cela correspond à ceux qui vendent à la Coopérative, soit une surface de 1 148 ha sur le total de 1 592 ha suivis). Il est prévu une campagne de sulfatage sur 1 400 ha (entre juillet/août et octobre 2014) ; le sulfate nécessaire pour traiter la moitié de la surface prévue est déjà acheté; le complément sera acheté si nécessaire.

45. Les visites de terrain ont clairement mis en évidence l'existence de parcelles bien menées, par des agriculteurs déjà en voie de professionnalisation et appliquant assidument les consignes fournies par les techniciens de la filière (ce qui se traduit par une faible mortalité des pieds plantés, un bon état général de la parcelle et une bonne production) ; et de parcelles mal entretenues (ce qui a contrario se traduit par une très forte mortalité des pieds plantés, un mauvais état général de la parcelle et une production très faible). Une meilleure sélection des bénéficiaires et un appui technique rapproché et constant doivent continuer à être une préoccupation majeure de la filière.

46. Les rats sont à l'origine de dégâts qui peuvent être importants dans les plantations. Les pièges sont une solution satisfaisante, mais leur utilisation n'est pas encore suffisamment disséminée. Un moyen complémentaire de lutte consiste en des pratiques culturales adéquates (désherbage de la parcelle, taille des arbres).

47. Le vol de cabosses sur les plantations est également un problème fréquent (baisse de rendement) ; l'organisation des « quebras » à jour donné par la Coopérative permet semble-t-il d'en limiter l'ampleur.

correspond à une mortalité totale de 12%). La question de plantes distribuées mais non plantées s'est posée surtout à Monte Belo.

48. **En ce qui concerne le point c)**, même si les efforts continuent à être faits pour améliorer les capacités techniques des sociétaires techniciens, il est néanmoins clair que la coopérative doit encore faire appel, en cas de besoin, à des techniciens nationaux spécialisés.

49. **En ce qui concerne le point d)**, il est important de souligner que la certification biologique a été obtenue en novembre 2013 pour la zone d'intervention de la CECAQ-11, ce qui représente un atout primordial pour la Coopérative ; la certification FLO CERT (commerce équitable) a quant à elle été validée en 2013.

50. **En termes de produit vendu**, la campagne 2013 a été couronnée de succès, avec une production de 189 T de cacao sec (pour une prévision de 100 T). A fin mai 2014, la production déjà achetée est estimée à 75 T, et il est probable que la production initialement prévue pour 2014 (200 T) sera largement dépassée.

51. **En termes d'infrastructures**, l'augmentation de la capacité de séchage est critique pour les associations concernées, et le PTBA 2014 prévoit la construction de six séchoirs : l'entrepreneur a déjà commencé les travaux, et la finalisation de ceux-ci est prévue pour fin juin 2014. En outre, il est prévu la réhabilitation de neuf séchoirs en 2014 (sur fonds de la CECAQ-11), qui devrait être réalisé d'ici fin 2014.

52. **Contrat d'objectifs**. Pour la première fois a été établi un Contrat d'objectifs entre le PAPAFPA et la CECAQ-11, visant à financer : i) la rénovation et la densification des plantations de cacao et ii) le renforcement des capacités institutionnelles, administratives et financières de la CECAQ-11. Il s'agit de tester pour 2014 le transfert de la responsabilité de l'exécution du PTBA 2014 (concernant les aspects mentionnés ci-dessus), correspondant à un montant total de 105 000 \$ EU (sur un montant total de 298 000 \$EU pour l'ensemble de la filière).

Filière poivre biologique/épices

53. Globalement, la situation s'est sensiblement améliorée en 2013 et 2014, grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : une taille massive réalisée en 2011 et un meilleur état général de la plantation ancienne (48 ha) entraîne une augmentation de la production des plants ; l'apport en compost et l'utilisation de flemingia permettent de « booster » les nouveaux plants ; la mortalité a été réduite dans les nouvelles plantations ; 6 ha ont été nouvellement plantés en 2013, et 5,4 jusqu'à mai 2014, ce qui permet des perspectives d'augmentation de la production dans les prochaines années. Il convient que la filière soit plus « agressive » dans le traitement de la cochenille et continue les démonstrations sur le flemingia auprès des agriculteurs de façon à en améliorer et étendre l'utilisation.

54. Les axes d'intervention à court, moyen et/ou long terme pour la filière poivre, tels que définis lors de la mission de revue à mi-parcours de 2013, sont les suivants en ce qui concerne les aspects directement liés à la plantation et au traitement : a) miser sur le court terme (2013-2015) sur le développement d'un noyau de base de « moyens » producteurs réellement professionnels ; b) poursuivre la mise en œuvre du programme de replantation ; c) ralentir la mise en place des infrastructures de traitement ; d) introduire à titre de pilote, dès la saison sèche 2013, des kits micro-tubes pour l'irrigation des pépinières et des nouvelles plantations ; e) introduire un mécanisme d'incitation aux bonnes pratiques de plantation.

55. **En ce qui concerne le point a)**, l'actualisation du fichier « producteurs » (avec leur classification) a été réalisée ; des résultats préliminaires indiquent que sur les 213 agriculteurs, 18% sont de la catégorie A, 72% de la catégorie B¹⁰ et aucun de la catégorie C¹¹. L'actualisation de ce fichier avait pour objectif de vérifier l'état actuel réel des plantations (notamment suite aux dégâts des sécheresses de 2010 et 2011 et à l'exclusion des petits planteurs inactifs). Il est probable que la recommandation faite en 2011, de mieux sélectionner les planteurs en renforçant notamment leur

¹⁰ Il est à souligner que les nouveaux planteurs sont caractérisés comme faisant partie de la catégorie B, sans référence à leurs capacités techniques (à clarifier).

¹¹ En outre 4% sont de la catégorie D et 6% non déterminés.

contribution financière (les planteurs doivent payer 500 dobras par plant reçu, le programme payant les 9 500 dobras restants) et en abandonnant les nouvelles plantations de moins de 0,25 ha (pour limiter l'extrême dispersion de la production) est en train d'être appliquée et que ce recentrage suscite apparemment une bonne réponse des planteurs.

56. **En ce qui concerne le point b)**, production et suivi des pépinières. Le PTBA du 2^e semestre 2013 indique la prévision de distribuer et planter 45 000 plants en septembre/novembre 2013 ; soutenir la préparation de 30 ha de nouvelles parcelles (20 ha en 2013 et 10 ha en 2014). Le rapport 2013 ne fait pas état de données quantitatives sur la prévision annuelle de production de plants et sur ce qui a été obtenu, et indique une mortalité élevée dans les pépinières et un manque de sacs (due à leur arrivée tardive en raison des procédures d'acquisition). Pour 2014, il était prévu la production, distribution et plantation de 60 000 pieds (45 000 à São Tomé et 15 000 à Príncipe) ; les prévisions ayant par la suite été modifiées en 48 000 pour São Tomé et 12 000 pour Príncipe. A São Tomé, il existe 48 pépiniéristes, et cinq à Príncipe ; les pépiniéristes définissent leur plan de production en fonction de leurs capacités ; il n'est pas établi de contrat-cadre de production. A São Tomé, 27 000 pieds ont déjà été plantés en 2014 ; il reste donc à produire et planter 21 000 d'ici fin 2014. La filière est en train de faire l'inventaire des pieds plantés à São Tomé et à Príncipe ; en première estimation, il semble que la mortalité soit faible pour les plantes plantées en février/mars, mais élevée en avril en raison de l'ensoleillement élevé ; globalement, on s'attend à ce que sur les 27 000 pieds plantés, 25 à 26 000 aient survécu. A Príncipe, aucune plantation n'a été réalisée.

57. Il est à souligner que certains pépiniéristes à São Tomé (dont 5 à Água Sampaio et un à Santa Catarina, à São Tomé) reçoivent du programme des sacs plastique de façon à produire leurs propres plants (production déjà réalisée de cette façon estimée à 4 000 plantes depuis le début de l'année, 10 000 prévus pour l'année) ; il n'est pas fait état par la filière de vente de plants additionnels, en dehors du programme, par des « pépiniéristes ». A Príncipe, les agriculteurs ayant déjà une plantation de poivre sont environ 25, dont une partie produit ses propres plantes (le programme fournit les sacs plastique) pour étendre leur parcelle et/ou faire du « *retancha* » ; chacun produit environ 500 plantes par an, pour son propre usage (pas de vente à l'extérieur).

58. A Príncipe, 2 310 plantes (initiées fin 2013) ont déjà été distribuées et plantées en 2014 ; 2 500 (initiées fin 2013) sont prêtes à être distribuées, mais ne le sont toujours pas par manque de transport ; 4 300 plantes ont été initiées en 2014 et ne sont pas encore prêtes ; elles seront plantées à partir de sept. 2014. A noter que l'acquisition d'un tracteur pour la filière à Príncipe ne s'est pas encore matérialisé (le processus est en cours). Même s'il serait judicieux, avant que ce tracteur n'arrive à poste, de trouver des solutions alternatives qui permettent de mener à bien le programme de plantation (la CECAB dispose d'un tracteur qui peut être mis à disposition), il est cependant recommandé par la filière de ne pas se précipiter pour la plantation en raison de l'imminence de la *gravana* (ce fait devrait être relayé de toute urgence au technicien local).

59. Il est probable que la maîtrise des techniques de bouturage en pépinières et de plantation se soit améliorée depuis 2013, grâce notamment aux acquis de Madagascar ; il est néanmoins encore fait état de mortalités importantes dans certaines pépinières, ce qui traduit une maîtrise encore à améliorer. Il est par exemple symptomatique que de nombreux pépiniéristes aient abandonné le système de production « *d'estacas* » en caisses après avoir essuyé des échecs en utilisant cette technique. Les 2 techniques vont cependant continuer à être utilisées.

60. L'introduction de « *flemingia* » (une légumineuse qui, outre l'apport en azote, permet d'améliorer la rétention de l'humidité au pied du plant) comme culture associée fait suite au voyage d'études à Madagascar en 2012 (au Centre Technique Horticole de Tamatave - CTHT) ; un programme de production et de distribution de « *flemingia* » apparaît ainsi dans le PTBA 2013 ; cinq pépiniéristes à São Tomé ont produit près de 20 000 plants en 2013, à fin mai 2014, neuf pépiniéristes (cinq à São Tomé et quatre à Príncipe) ont produit environ 20 000 plants (le plant est payé 10 000 dobras au pépiniériste par le programme). Les bénéficiaires qui ont déjà reçu des plants

doivent désormais produire leurs propres graines et systématiser l'emploi de cette plante dans leurs parcelles, selon les instructions techniques de la filière. A Principe, quatre pépiniéristes ont produit environ 8 000 plants en 2014 (pour une prévision de 6 000, à répartir entre douze agriculteurs « anciens » à raison de 500 plants chacun), à partir de graines en provenance de São Tomé en 2013. Il est particulièrement inquiétant que par manque de transport, les plants n'aient pas encore été délivrés aux bénéficiaires. Il convient d'insister sur les bienfaits de l'utilisation de cette plante auprès des agriculteurs pour qu'ils en fassent l'utilisation escomptée.

61. A souligner qu'à São Tomé, une partie significative des plants existants sont de la variété « *guajarina* », qui s'est révélée de faible production et de faible résistance ; un effort important de replantation est donc fait pour substituer progressivement ces plants par les variétés « *singapora* » et « *paniúre* ». A Principe, la seule variété présente est « *singapora* ».

62. La filière a entrepris en 2014 la diffusion de nouvelles variétés de tuteurs (glyceridia, plante légumineuse résistante): 3 000 plantes ont déjà produites en 2014, leur distribution est prévue en octobre ; 6 000 plantes supplémentaires devraient être produites d'ici fin 2014.

63. Il a été décidé d'inclure dans le PTBA 2014 une activité de lutte contre la cochenille (pulvérisation de 10 ha à São Tomé) : il est en effet patent que de nombreuses parcelles sont infestées depuis plus d'un an, ce qui représente un problème grave pour la production. Des initiatives ponctuelles pour traiter ont été faites, avec quelque succès ; mais le traitement adéquat n'a pas été réalisé à ce jour en raison du processus lié à l'acquisition des matériels nécessaires (atomiseur et pulvérisateur). Là encore, il serait judicieux de rechercher de toute urgence des solutions alternatives (emprunt du matériel correspondant, disponible auprès d'autres filières¹²).

64. Un programme de production de compost liquide (dont l'utilisation est intéressante pour les plants jeunes dans les pépinières et les plantations) a été conçu en 2013; les onze dépôts ont déjà été construits, dont sept sont en fonctionnement. Les agriculteurs ne se sont pas encore bien approprié cette technique, et il convient que la filière continue à insister sur ce point (en faisant des démonstrations, notamment).

65. **En ce qui concerne le point c)**, le centre de traitement du poivre à Principe a été finalisé en 2013. Il est nécessaire de rectifier la capacité des bacs qui est insuffisante. La construction des deux autres unités prévues a été suspendue suite à la Mission Intercalaire de 2013¹³.

66. **En ce qui concerne le point d)**, le PTBA 2014 prévoit l'installation d'un système d'irrigation goutte-à-goutte sur 5 ha de plantations¹⁴. Celui du 2^e semestre 2013 prévoyait déjà 2 ha de goutte-à-goutte (1,5 ha à ST et 0,5 ha à Principe). Le processus est peu avancé et il est regrettable que le système ne soit pas mis en place à temps pour la période de « *gravana* » qui est sur le point de commencer. La filière n'avait pas la capacité technique nécessaire et le partenaire technique Agrisud est en train de préparer les références techniques pour l'acquisition du matériel.

67. **En ce qui concerne le point e)**, il a été observé au cours des visites de terrain que de façon générale, les améliorations techniques « rapportées » de Madagascar sont connues par les planteurs (2 lianes par tuteur, trous de 40 cm x 40cm x 40cm au minimum, apport de fumure organique, taille au bout de 6 mois, qualité du tuteur notamment) ; elles sont appliquées par certains planteurs « modèles », alors que d'autres, principalement les anciens planteurs, se montrent peu désireux, voire réticents à les mettre en pratique. Il est patent que l'appui et le suivi technique de la part de la

¹² Il a été observé sur le terrain que la CECAB et la CECAQ disposent de ce type de matériel. Il serait donc opportun de voir la possibilité que la CEPIBA en emprunte de façon à mener à bien le traitement nécessaire (pour lequel le produit est déjà disponible).

¹³ La construction de centres de traitement risque d'imposer à la Coopérative de nouvelles charges récurrentes en termes de personnel technique et de gardiennage que les volumes actuels de poivre ne permettent pas de couvrir.

¹⁴ Le principe est de mettre en place pour les bons planteurs et ceux qui livrent le plus de poivre à la Coopérative de projets pilote en micro-irrigation qui permettent de réduire le risque de sécheresse, qui reste décisif pour la survie et la croissance des jeunes plants, en pépinières et en plantations. La Mission Intercalaire mentionnait que le système serait installé dans des pépinières et des plantations ; il n'est désormais plus question que de plantations.

filière doit être intensifié, à São Tomé tout comme à Príncipe. Il est suggéré que des instruments didactiques très simples et visuels (brochures sur les pratiques culturelles notamment) soient mis au point et utilisés pour les séances de formation et de vulgarisation. Rappelons également que la Mission Intercalaire avait suggéré la réalisation d'une mission du CHTT, visant à poursuivre et approfondir les premières formations réalisées en 2013 et l'adaptation d'un guide technico-économique existant sur le poivre. La mission du CHTT a eu lieu fin 2013 et le guide est en cours de finalisation (juin 2014).

68. La production de 2013 achetée aux producteurs a été de 3 T (pour une production totale estimée à 13 à 15 T pour les personnes appuyées par la CEPIBA) ; l'exportation a été de 2,3 T en 2013. Pour 2014, la prévision d'achat est de 5 T.

69. A souligner que la filière poivre n'a pas encore donné lieu à l'élaboration d'un Contrat d'Objectif en 2014 (à l'instar des filières cacao de qualité, cacao biologique et café biologique), la coopérative n'ayant pas encore les capacités nécessaires (cf. la partie financière).

Filière café bio-équitable

70. Globalement, la situation de la filière en 2013-2014 s'est largement améliorée et est considérée comme satisfaisante ; l'implication des agriculteurs est meilleure (se traduisant par une meilleure gestion/un meilleur entretien des parcelles, un plus grand nombre de parcelles remises en état) ; la production a d'ores et déjà fortement augmenté à mi-mai 2014.

71. Les axes d'intervention à court, moyen et/ou long terme pour la filière café bio-équitable, tels que définis lors de la mission de revue à mi-parcours de 2013, sont les suivants en ce qui concerne les aspects directement liés à la plantation : a) un accent particulier doit être mis sur le programme de replantation et b) la lutte biologique contre le scolyte doit être organisée à l'échelle de chaque micro-bassin de production et de manière collective et obligatoire.

72. **En ce qui concerne l'aspect a)**, les opérations de rénovation de la caféière (taille, replantation, greffage) ont démarré en 2011 ; 84 000 plants ont été initiés en 2012 (produits par la pépinière de São José, la seule pépinière ayant fonctionné en 2012), et de fait n'ont été plantées qu'en 2013 (avec une mortalité totale estimée à 20%, soit 10% dans la pépinière et 10% dans les plantations). Ce sont donc environ 80 000 plantes qui ont été plantées en 2013. La production prévue pour l'année 2013 n'a initié que vers la fin de l'année (il n'y avait pas de semences suffisantes en quantité et en qualité, et il a été nécessaire d'importer 100 kg de semences du Mexique, avec des délais d'acheminement importants), et ce sont donc 153 000 plantes qui « transitent » de 2013 vers 2014.

73. En 2014, le PTBA prévoit de produire 230 000 plantes ; considérant les plantes initiées en 2013, la production réelle peut être considérablement réduite : 25 000 plantes actuellement en cours de préparation (à Coimbra), et 32 000 à Bem Posto (qui seront initiées en septembre et plantées en 2015). La filière va prochainement officialiser cette réduction de production en 2014 en présentant un mémorandum au PAPAFPA¹⁵. Une production complémentaire pourra être faite en fonction des demandes des agriculteurs.

74. La filière va sous peu réaliser (sur financement AFD) l'inventaire général des parcelles, la prévision étant que les résultats soient disponibles en août 2014.

75. En 2013, deux expériences ont été menées de façon i) à tester un modèle de pépinière communautaire (à Poiso Alto, une zone historiquement infectée par les nématodes et où les plantations ont disparu) et ii) à Chamisso, de façon à accroître sensiblement la plantation de caféiers d'une ancienne « roça » et, partant, la production acheminée à la CECAFEB.

¹⁵ Au regard du Contrat d'Objectifs entre le PAPAFPA et la CECAFEB pour 2014, qui prévoit la plantation de 210 000 pieds.

76. A Poiso Alto, la pépinière communautaire n'a pas fonctionné (manque de participation des parties prenantes, dégâts par des animaux « vadios ») ; des nématodes y ont été observés (les pieds en question ont été dûment arrachés et brûlés). Aucune des 25 000 pieds initiés n'a pu être planté, et l'expérience a été arrêtée. Un producteur a ainsi dû être sélectionné pour la production de plantes en 2014 par l'intermédiaire d'un contrat (cf. Coimbra ci-après)

77. A Chamisso, la pépinière a produit 10 000 plantes (pas de dissémination de plantes prévue pour d'autres agriculteurs de la zone). Les plantes ont été produites à partir de graines du Mexique (Bourbon améliorée) fournies par le PAPAFPA, et de plantes spontanées récoltées par la pépiniériste-propriétaire, qui étaient infestées de nématodes et ne furent pas convenablement traitées selon les recommandations techniques de la filière (sacs remplis de terre non convenablement traités à l'eau bouillante) ; en outre, des erreurs techniques de plantation ont été commises par les personnes recrutées par l'opératrice (trous trop petits). En définitive, environ 6 500 pieds ont été plantés, provenant essentiellement des graines du Mexique, dont une large partie sur un terrain peu propice à la culture de café, et le restant sur des parcelles de bonne qualité. L'activité de pépiniériste de l'agricultrice a été interrompue ; les recommandations de la filière à celle-ci sont de concentrer les efforts sur les parcelles replantées, de meilleure qualité, en suivant avec attention les normes techniques préconisées.

78. **Lutte contre les nématodes.** A Novo Destino, deux parcelles sont identifiées comme étant infestées de nématodes, à Bem Posto de même ; la zone Poiso Alto/Coimbra a cessé de produire du café en raison de la contamination par des nématodes durant la période coloniale. Les plantes greffées (entre robusta et arabica) sont résistantes aux nématodes. La filière, grâce à l'appui technique fourni par une équipe mexicaine, a mis en place depuis 2013 un programme visant à former des agriculteurs dans la technique de production de plantes greffées et de sélection des semences. Ainsi plus de 50 personnes (dont une vingtaine à Poiso Alto/Coimbra, où il est nécessaire de replanter intégralement) ont déjà été formées en mai 2014.

79. Signalons que des échantillons prélevés à Novo Destino et Bem Posto durant la mission n'ont relevé aucune infestation de nématodes. La filière confirme qu'aucune infestation de nématodes n'a été décelée sur l'ensemble de la production de ces pépinières (le sol ayant été bien traité (avec de l'eau chaude et de la chaux).

80. En 2013, ont été plantées environ 300 plantes greffées, dans différents sites. En 2014, une pépinière est en cours d'installation, à Coimbra, avec l'objectif de produire 25 000 plantes greffées ; les semences doivent être plantées au plus vite (il faut 30 jours pour l'arabica et 40 jours pour le robusta, avant de pouvoir effectuer la greffe, puis 7 à 9 mois de croissance de la plante greffée) ; les plantes devraient être prêtes pour être plantées à partir de janvier 2015. Les semences de Robusta (comme porte-greffe) proviennent de São Nicolau, celles d'arabica (comme greffe) proviennent de Chamisso. Le pépiniériste sélectionné a été formé en technique de greffe. Ces 25 000 plants correspondent à une première phase, visant à approvisionner les vingt agriculteurs de la zone d'expansion (Coimbra/Poiso Alto), membres d'une association qui est en train de s'affilier à la CECAFEB ; à raison de 2 500 plantes par ha et vingt agriculteurs ayant 1 ha chacun en moyenne, le besoin total est de 50 000 plants (dont la 2nde phase est prévue pour début 2015). Les plantes vont être produites « à racines nues ».

81. Les activités en cours sont globalement en concordance avec les recommandations techniques faites par Malongo¹⁶.

82. Il a été noté lors de la visite qu'il reste donc un nombre conséquent de « canteiros » à préparer de façon à mettre en route la production des 25 000 plantes prévues ; par ailleurs, l'approvisionnement en eau n'est pas garanti sur la parcelle de la pépinière et il est donc

¹⁶ Même si la réalité montre que les perspectives du partenaire en termes de production et de distribution de plantes ne semblent pas envisageables.

indispensable d'acquérir une motopompe. Il est crucial de se prémunir contre le risque de retard dans l'acquisition de ce matériel, au vu du début imminent de la période de « *gravana* ».

83. En termes de production, la CECAFEB a acheté en 2013 une quantité de café très en-deça des prévisions : 2 tonnes de produit sec, contre les 12 tonnes prévues. La faiblesse de cette production est essentiellement due au manque de pluies entre août et octobre 2012, au moment de la floraison. Pour l'année 2014, la prévision est de 7 tonnes de produit sec ; à fin mai 2014, la production estimée s'élève à 72 T de cerises (soit l'équivalent de 13 T).

84. **En ce qui concerne l'aspect b)**, un programme de traitement sanitaire contre la broca était prévu en 2013 et a été réalisé à 90% (en raison des difficultés d'acquisition du produit nécessaire (DIPEL)) ; il serait souhaitable d'étudier la possibilité d'utiliser des solutions alternatives à base de plantes locales. Parallèlement, il était prévu en 2013 la fabrication et l'installation de pièges artisanaux, à base de matériel local (la norme étant de 30 à 40 pièces par ha, le besoin total pour une superficie d'environ 300 ha de caféier est d'environ 9 000 pièges). 4 000 pièges ont été construits et installés en 2013. L'acquisition d'une partie du matériel nécessaire (flacons de type médical) se révèle difficile localement ; il est néanmoins prévu que le reste des pièges sera installé d'ici fin 2014 (une partie du matériel est d'ores et déjà disponible). Notons que la CECAFEB doit insister auprès des agriculteurs pour que ceux-ci entretiennent ces pièges de façon qu'ils restent actifs (la solution savonneuse doit être complétée régulièrement).

85. La filière et les agriculteurs indiquent que la présence de scolytes a été considérablement réduite depuis l'an dernier, grâce aux pièges et à une meilleure gestion des parcelles (plus propres/taillées ; les graines sont plus régulièrement récoltées et un nombre moindre est abandonné sur parcelle). La question du non-traitement dans les communautés avoisinantes (concession libyenne attenante non traitée) continue néanmoins à se poser de façon cruciale. Une solution, envisagée par la filière, serait d'établir un « cordon sanitaire » d'une centaine de mètres de largeur autour de cette concession ; les gestionnaires de celle-ci ne se sont pas encore prononcés.

86. En 2013, trente enclos à compost ont été installés dans plusieurs communautés (dans le cadre de la formation des agriculteurs). Il est nécessaire d'insister auprès des communautés pour qu'elles s'approprient cette technique, qui exige beaucoup d'effort physique.

87. **Infrastructures.** Signalons qu'un ensemble important d'infrastructures, prévu en 2013, a été réalisé au cours de l'année 2013 et/ou 2014 (construction du centre de séchage et stockage à Água Casada ; adduction en eau dans le centre de traitement humide de Bem Posta ; construction de deux séchoirs solaires à Novo Destino) ou est actuellement en cours de finalisation (construction de deux séchoirs solaires à Água Casada). La construction de centres de compostage ne s'est pas encore concrétisée (l'espace est insuffisant dans la pépinière CECAFEB ; l'alternative n'a pas encore été définie, la perspective étant de finaliser un centre d'ici fin 2014). En termes de construction d'entrepôts de réception de café des associations, un est déjà construit à Sao Carlos, un est en cours de construction à Mungo, et un dernier est prévu à Poiso Alto. La construction du siège de l'association de Novo Destino est en cours (prévision 3e trimestre).

88. **Contrat d'objectifs.** Pour la première fois a été établi un Contrat d'objectifs entre le PAPAFPA et la CECAFEB-STP, visant à financer i) la rénovation et la densification des plantations de café et ii) le renforcement des capacités institutionnelles, administratives et financières de la CECAFEB. Il s'agit de tester pour 2014 le transfert de la responsabilité de l'exécution du PTBA 2014 (concernant les aspects mentionnés ci-dessus), correspondant à un montant total de 82 900 \$ EU (sur un montant total de 433 000 \$EU pour l'ensemble de la filière). Une première analyse du fonctionnement de ce contrat est en cours et des contraintes ont été observées au niveau des procédures de paiement utilisées par le FIDA et du contrôle interne de la coopérative (cf. la partie relative aux aspects financiers). Des échantillonnages de qualité de café ont été réalisés en 2013 et 2014 par des acheteurs actuels ou potentiels et ont montré que beaucoup reste à faire en termes de qualité du traitement; un ensemble d'activités en ce sens a déjà été réalisée en 2013-2014 : la filière a organisé

des formations avec l'aide de consultants mexicains en mai 2014, réalisé des visites d'études et échanges (visites de centres de transformation en Italie, visites d'acheteurs) et en prévoit d'autres dans les prochains mois. il est globalement impératif et urgent que la coopérative s'organise de façon que le processus de traitement de café permette de garantir la qualité qui est espérée.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Composante 1: Activités économiques/ filières agricoles		
Filières agricoles (général)		
- Produire des rapports d'activités (1 ^{er} semestre 2014 puis annuel 2014) qui reflètent mieux les réalisations en regard du PTBA	Chaque coopérative	Juillet 2014 et janvier 2015
- S'assurer que toutes les pépinières disposent d'un approvisionnement en eau suffisant durant la « gravana »	Chaque coopérative	Immédiat
Filière cacao biologique		
- Finaliser les séchoirs solaires dans les 4 nouvelles communautés	PAPAFPA	Août 2014
- Actualiser de la liste des planteurs par catégorie	CECAB	Juin 2014
Filière cacao de qualité		
- Finaliser la base de données planteurs/production, avec classification	CECAQ-11	mi-juin/mi-août 2014
- Organiser un échange d'expérience avec la CECAB	CECAQ-11	
Filière poivre biologique		
- Assurer la distribution et plantation des plants de flemingia déjà prêts en pépinières à Principe	CEPIBA/PAPAFPA	Immédiat
- Assurer la mise à disposition d'un tracteur à Principe	CEPIBA/PAPAFPA	Août 2014
- Réaliser la campagne de lutte contre la cochenille	CEPIBA	Immédiat
- Accélérer le processus d'installation d'irrigation goutte-à-goutte	CEPIBA/PAPAFPA	Septembre 2014
- Diffuser de nouvelles variétés de tuteurs (glyceridia)	CEPIBA/PAPAFPA	Continu

Diversification des cultures vivrières/sécurité alimentaire

89. Suite aux recommandations de la dernière revue inter-cycles d'avril 2009, à partir de février 2011, le PAPAFPA a cherché à mettre en place des interventions dans le domaine de la diversification des cultures vivrières/sécurité alimentaire, pour renforcer les résultats obtenus avec les filières de rente. Depuis le recrutement du coordonnateur de cette filière en avril 2011, des activités ont été mises en place tout au long de 2011 et 2012 dans le domaine agricole. Toutefois, i) le manque de coordination d'actions étroite entre filières vivrières et cultures de rente ; ii) l'absence d'une vision d'ensemble des problèmes spécifiques touchant les spéculations visées (banane, taro, manioc, etc.) ; iii) ainsi que les résultats décevants des études de marché menées pour les produits-cibles (fruits, légumes et fleurs) par le PAPAFPA dans la sous-région au cours de 2013, ont de plus en plus orienté le programme vers des activités de sécurité alimentaire/diversification productive plutôt liées à l'élevage de porcs et de poulets.

90. Ainsi, suite aussi à deux missions de l'expert en élevage de la Division Technique (PTA) du FIDA (M. Antonio Rota) au cours d'octobre 2013 et de février 2014, une nouvelle stratégie de sécurité alimentaire a été adoptée par le PAPAFPA, adossée plutôt à des activités de production de viande de porc et de volaille ; d'œufs ; de poussins et de porcelets. En suivant les recommandations de M. Rota, quelques (dix) unités pilotes de production de viande de volaille et de porc, et d'œufs ont été mises en place dans la région de Monte Café en appui aux cultures de rente (café en l'occurrence). Des infrastructures productives pilotes ont été bâties selon les indications fournies par le FIDA, des équipements de support (deux incubateurs d'œufs) ont été achetés par le PAPAFPA, et des accords commerciaux ont été établis entre deux opérateurs locaux¹⁷ et les producteurs engagés dans les pilotes appuyés par le PAPAFPA, pour parvenir à une "production intégrée" de viande porcine et de poulet. Les accords d'intégration verticale mis en place par le PAPAFPA prévoient : i) la mise à disposition, par les acheteurs finaux, pour les éleveurs, de poussins/porcelets, d'alimentation pour les

¹⁷ A cet effet, deux entrepreneurs locaux ont été identifiés: M. Texeira pour la viande porcine et M. Viegas pour la viande de poulet.

animaux, etc., à des prix fixés à l'avance, et ii) l'achat de la viande produite par les éleveurs à des prix fixés à l'avance. Dans le même temps, une collaboration a été établie avec une organisation de retraités hollandais (PUM) pour pouvoir disposer de services d'un « maître-boucher » hollandais qui puisse se rendre à São Tomé pour former les opérateurs locaux (ainsi que des jeunes issus des communautés visées par le PAPAFPA) en termes la découpe des carcasses, et de préparation des morceaux de viande porcine et de ses dérivés (saucissons, etc.). La mission de l'expert sélectionné par PUM est planifiée à partir du mois de juillet 2014.

91. Cette approche expérimentale concerne pour l'instant un total de 30 éleveurs de la région de Monte Café dont : i) 20 producteurs de viande porcine dans la communauté de Novo Destino et ii) 10 producteurs de viande de poulet dans la communauté de San José. Ce nombre total d'unités pilotes sera élargi avec le PAPAC à partir de 2015, à un total de 50 producteurs pour chacune des deux nouvelles filières, pour viser ainsi un total de dix communautés au niveau national. La mission a pu relever que les éleveurs sont confrontés à des difficultés de disponibilité de trésorerie pour l'achat de l'aliment pour les animaux (rations alimentaires). Il s'agit là une contrainte forte des systèmes d'élevage, que le PAPAC va devoir anticiper et résoudre.

92. Dans le contexte de cette « *composante diversification* » et toujours dans la région de Monte Café, des pilotes de production de pomme de terre ont été mis en place dans les communautés de San José (deux bénéficiaires) et de Novo Destino (trois bénéficiaires), et à l'intérieur du centre de recherche agricole du CIAT. Le but de ces pilotes est de conduire des essais, dans différents microclimats et à différentes altitudes, de production d'un tubercule très demandé sur le marché national, en prévision du travail qui sera mené dans le cadre du PAPAC. Un total de 150 kilogrammes de semences sélectionnées a été distribué aux six bénéficiaires, dont 10 kg au CIAT. Les premiers résultats sont attendus pour le courant des prochains mois.

93. A Novo Destino, le programme (assisté par un expert du FIDA et un consultant externe) a aussi mis en place une première unité pilote (construite entièrement à partir de matériaux locaux) de production de biogaz à partir des déchets produits par les animaux des éleveurs actifs dans les communautés mentionnées ci-dessus. Une seconde unité a aussi été construite, quasi-exclusivement sur la base de matériaux importés et en suivant le prototype développé par le FIDA dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est. Cette seconde unité remplace la première et est fonctionnelle depuis mai 2014. Des tests sont menés en permanence par le chargé de cette composante du programme dans le but de tester les rendements en biogaz obtenus à partir des différents déchets (animaux et végétaux) disponibles localement (y compris des mélanges).

94. On peut conclure que cette sous-composante a effectué des progrès remarquables depuis la dernière mission de supervision de mars 2013, avec la mise en place d'une nouvelle stratégie centrée sur le petit élevage pour le marché national ; la mise en place d'unités pilotes et de partenariats commerciaux entre éleveurs-cibles et opérateurs privés du marché national. Les communautés bénéficiaires se sont montrées réceptives aux activités proposées, et la mission encourage un suivi plus rapproché de ces expériences novatrices, à la fois sur le plan technique et sur le plan financier, afin de pouvoir tirer dès que possible les leçons à capitaliser pour le programme et le pays, et revaloriser dans le cadre de la prochaine intervention du FIDA (PAPAC) à partir de 2015.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Composante 1: Activités économiques/ filières agricoles		
Filières vivrières		
- Effectuer un suivi rapproché, à la fois technique et financier des résultats et des leçons apprises à l'aide des pilotes mis en place par le PAPAFPA depuis 2013	Filières, coopératives, consultants, S&E/UCP du PAPAFPA	Avant mars 2015

Filière pêche/poisson frais sous glace

95. MARAPA a mis en œuvre un programme de construction et distribution de praos motorisés et a nettement amélioré ses performances au cours de 2013-2014. Le programme DCP a certes avancé, mais doit encore être finalisé.

96. **Consolidation de COPAFRESCO.** Comme indiqué au moment de la RMP, cette structure fonctionne de fait comme une petite poissonnerie de détail, sur la base de l'activité d'un noyau fixe de quatre membres de la coopérative rémunérés à la fin du mois en fonction des résultats de l'exploitation ; depuis que l'appui du programme via MARAPA a cessé, elle se limite essentiellement à la commercialisation de poisson frais dans la capitale (elle a cessé l'achat de poisson frais à partir de sa base sud de Praia Pesqueira, et a récemment commencé à acheter du poisson frais à Santa Catarina), et produit et commercialise du poisson salé-séché. PAPAFPA n'a donc plus d'intervention directe dans le cadre de cette Coopérative qui a de fait évolué vers un modèle de type micro-entreprise.

97. **Exploitation des praos.** Il a été relevé au cours des deux missions précédentes que l'aspect mécanique, concernant les moteurs des praos (maintenance, réparation et approvisionnement en pièces détachées), n'était pas assez pris en compte par MARAPA et devait être amélioré de toute urgence. Une étape importante a finalement été réalisée, grâce à la passation de contrat avec deux mécaniciens, un à Angolares et un à Principe, chargés de garantir un appui régulier aux bénéficiaires en termes de maintenance, sur une période d'un trimestre à partir de janvier 2014. **Il est urgent de faire en sorte que cette assistance soit garantie pour toute l'année 2014** (comme prévu dans le PTBA 2014) ; le contrat devra être revu de façon à être compatible avec cette exigence. Il est à souligner que le mécanicien d'Angolares ne se rend pas dans les communautés de pêche de façon suffisamment régulière, notamment celles les plus éloignées de Malanza et Porto Alegre ; il préfère donner la priorité à la réparation de moteurs dans l'atelier mécanique d'Angolares¹⁸ plutôt qu'à l'aspect maintenance dans les communautés de pêcheurs. MARAPA doit insister pour qu'il élabore et concrétise effectivement un programme hebdomadaire de visites sur le terrain, pour orienter les bénéficiaires en termes de maintenance de moteurs, ce en liaison avec l'animateur local de MARAPA et sous le contrôle des autorités de chaque site (fiche de présence à faire signer).

98. Par ailleurs, le système d'acquisition et de mise à disposition des pièces détachées pour les moteurs acquis par le Projet n'est pas encore mis en place de façon satisfaisante pour l'ensemble des deux marques (Yamaha et Mariner) ; les pièces pour le premier lot (30 moteurs Yamaha de 6 CV) ont finalement été rendues disponibles sur le terrain à partir de janvier 2014. Dans le cas de São Tomé, elles sont placées par MARAPA sous la responsabilité de la Délégation Régionale de l'Agriculture et des Pêches, qui les rend disponibles au mécanicien local en cas de besoin ; à Principe, le stock est sous la responsabilité de l'animateur de MARAPA, en étroite liaison avec le mécanicien local. Dans les deux cas, le système semble bien fonctionner (il est néanmoins nécessaire de procéder à un contrôle de stock à intervalle régulier). En tout état de cause, **la question du renouvellement de ce stock de pièces se pose et doit impérativement être solutionnée à court terme.** Par ailleurs, MARAPA doit finaliser avec le programme la question du prix de vente de certains articles (dépôt de carburant). Les deux mécaniciens ont au cours de la mission été orientés par MARAPA pour élaborer une liste des pièces détachées les plus courantes et qui font défaut sur le terrain.

99. Pour le second lot (40 moteurs Mariner de 6 CV), il était noté en novembre 2013 qu'il était urgent que MARAPA vérifie auprès de la CIEM que celle-ci avait bien procédé à l'importation d'un stock de pièces détachées, pour le compte de la Direction des Pêches. Il est incompréhensible que cette information ne soit toujours pas disponible (il semblerait qu'un stock de pièces ait été réceptionné par la CIEM), alors que les praos équipés de tels moteurs fonctionnent depuis plus de six mois. **MARAPA doit résoudre cette question de toute urgence**, de façon que les pièces (si elles

¹⁸ Il est très positif que cet atelier, qui fait partie d'un ensemble d'ateliers construits et équipés sous l'autorité de la Direction des Pêches, soit effectivement utilisé.

sont effectivement arrivées dans le pays) puissent être mises à disposition sur le terrain¹⁹. Il est peu probable que la CIEM accepte de confier les pièces « à consignment » ; les pièces devraient donc lui être achetées par MARAPA (en utilisant le cas échéant les fonds de remboursement des praos) et mises en dépôt à Angolares et à Principe, selon le système adopté pour les pièces Yamaha.

100. Il a été clairement identifié par les mécaniciens que de nombreuses pannes sérieuses ont été provoquées par la combinaison de la puissance faible des moteurs et de leur mauvaise utilisation. MARAPA doit, avec le relai des mécaniciens locaux, continuer à exiger des opérateurs qu'ils cessent de telles pratiques et utilisent les moteurs comme il se doit. En outre, pour les nouveaux bénéficiaires, MARAPA a introduit une clause contractuelle indiquant l'obligation de n'utiliser le moteur qu'à bord d'un prao (et donc à l'exclusion des pirogues).

101. La situation des moteurs à Principe était catastrophique fin 2013, dans la mesure où la moitié des moteurs (5 sur 10) avaient subi une panne grave et n'étaient plus en exploitation depuis de nombreux mois. Il a finalement été convenu que PAPAFPA (grâce au fonds de remboursement des praos) préfinancerait les réparations dont le montant correspondant serait libéré sous forme de crédit et viendrait donc s'ajouter à l'en-cours des bénéficiaires. Les réparations ont été faites à São Tomé en mars 2014 ; il semble néanmoins que les résultats ne soient guère concluants (trois moteurs ne sont toujours pas fonctionnels, le mécanicien local étant d'avis que les réparations n'ont pas été faites correctement à São Tomé), **une situation que MARAPA doit résoudre d'urgence avec le réparateur.**

102. Il est positif de constater que d'intenses efforts ont été faits par les animateurs locaux de MARAPA, sur insistance du chef de filière, pour le recueil des données auprès des bénéficiaires²⁰ et la saisie de celles-ci. A contrario, la validation et l'analyse des données a certes été faite à fin 2013 par le responsable Suivi-Evaluation de MARAPA mais n'a malheureusement pas été formalisée au niveau de l'équipe de MARAPA ni intégrée dans le rapport annuel 2013 du PAPAFPA. **Il est fondamental de mieux valoriser ce travail**, car il permet de disposer enfin d'éléments quantitatifs précieux sur la viabilité des praos motorisés. **Il convient à cet égard que le chef de filière, de même que les animateurs, soient formés en interne à l'utilisation de cet outil.** Sous réserve de l'accord de sa Direction, le responsable S&E de MARAPA se charge de réaliser une courte session de formation dans les meilleurs délais (une journée).

103. Il a été observé que la présence de MARAPA à Principe (outre l'animateur local) était largement insuffisante en 2013 ; cette situation s'est améliorée en 2014 : une mission par trimestre a été définie comme absolument nécessaire pour garantir la qualité du suivi des activités du programme sur l'île, et le responsable filière a effectivement pu suivre ce rythme depuis le début de l'année.

104. En termes de remboursement, force est de constater que les résultats sont globalement encore loin d'être satisfaisants : à fin mars 2013, le taux de recouvrement (ratio échéances payées sur **échéances dues** ; hors coparticipation initiale de 5 millions de Dobras de chaque bénéficiaire) était globalement de 44 % pour les trente praos en exploitation, pour un montant total remboursé de 153 millions de Dobras ; à fin novembre 2013, le taux de recouvrement est sensiblement le même (43%), pour un montant total remboursé d'environ 360 millions de Dobras et les mêmes 30 praos en exploitation. A fin mai 2014, avec un total de 45 praos en exploitation à São Tomé et 15 à Principe, le taux de recouvrement global est sensiblement de 38 %, pour un montant total remboursé d'environ 874 millions de Dobras. MARAPA doit valider ce montant de toute urgence avec le PAPAFPA (le solde du compte est inférieur d'environ 70 millions de Dobras par rapport à ce montant ; voir la partie G du document consacrée aux aspects fiduciaires du PAPAFPA).

¹⁹ MARAPA indique qu'elle a l'ambition d'établir un magasin de vente de ces pièces Mariner au marché central de São Tomé; il semble peu judicieux d'attendre que tel soit le cas pour mettre à disposition les pièces nécessaires auprès des bénéficiaires du Projet équipés de moteurs Mariner.

²⁰ Il existe un groupe d'environ un tiers des bénéficiaires pêchant de façon satisfaisante et dont il est possible d'obtenir des informations suffisamment fiables, de façon régulière.

105. La RMP insistait fortement sur le fait que « *il est capital et urgent que MARAPA prenne les mesures correctives nécessaires – même si elles sont difficiles à mettre en œuvre -, de façon à conférer au programme une image de rigueur (...)* ». Il est patent que MARAPA a fait au cours de 2013 d'intenses efforts dans ce sens, notamment pour résoudre les cas les plus problématiques en termes d'attitude des bénéficiaires : elle a mis en application le système d'avertissement puis le cas échéant, de saisie de praos (comme il est prévu contractuellement). Il semble que cette « campagne » de coercition (fort désagréable à mettre en œuvre mais, il faut le reconnaître, menée avec constance et courage par le chef de filière et la direction de MARAPA) ait de fait assez peu d'impact sur l'attitude des « mauvais payeurs » ; il n'en reste pas moins que cette pression est indispensable pour responsabiliser les bénéficiaires dans leur ensemble et préserver l'image de sérieux de ce programme.

106. Soulignons le fait qu'il existe de « bons exemples » ; deux bénéficiaires se sont ainsi pratiquement acquittés de leur dette et devraient prochainement devenir propriétaires de leurs praos. Il serait intéressant que le PAPAFPA leur donne la visibilité qu'ils méritent (en organisant une « cérémonie » de remise de titre de propriété).

107. **Ateliers de construction de praos.** MARAPA a organisé et supervisé le fonctionnement de l'atelier d'Angolares entre avril et octobre 2013, en faisant appel à trois des charpentiers formés dans le cadre de la construction du premier lot de praos. La supervision technique de cette opération a été assurée par le charpentier professionnel établi à São Tomé, sélectionné par concours pour assurer ce service. La construction a pris plus de temps qu'initialement prévu (notamment du fait de la qualité insuffisante du bois utilisé pour les membrures, qui a dû être substitué) ; elle s'est déroulée dans de bonnes conditions et a permis la production de dix praos de qualité.

108. **A Principe**, l'atelier vient d'entrer en fonctionnement, dans les mêmes conditions qu'à Angolares, c'est-à-dire que MARAPA i) a fourni les matériels pour la construction de dix praos de même que les équipements professionnels de base ; ii) garantit la supervision générale de l'opération, notamment des trois charpentiers de l'île qui ont été formés lors de la construction du lot de praos en 2012 ; et iii) a contracté les services du charpentier de São Tomé pour la supervision technique. Le lot de dix praos devrait être achevé en septembre 2014.

109. Le mode d'attribution de ces praos doit être convenu au plus vite avec le Gouvernement Autonome ; celui-ci a évoqué la possibilité d'introduire un nouveau système : les bénéficiaires doivent déposer sur un compte la totalité du prix convenu pour l'équipement (prao et moteur) avant d'en prendre livraison. Il a été vérifié auprès de tous les bénéficiaires rencontrés au cours de la mission qu'aucun n'aurait cette capacité. Le risque du système envisagé serait de choisir les bénéficiaires en fonction de leur capacité financière, et donc de ne pas focaliser sur le groupe-cible du programme²¹.

110. Le programme a commandé début 2013 les services d'un bureau-conseil chargé de définir les modalités de gestion d'un tel atelier de construction de praos ; ce bureau est en outre chargé d'assurer la formation du futur gestionnaire de l'atelier. Après avoir soumis deux rapports, sur le diagnostic relatif à la situation de la réparation navale et sur les divers modèles de gestion envisageables, il vient de soumettre un modèle de « business plan » dont il ressort que sans appui extérieur, un tel chantier ne peut faire face aux besoins de fonds de roulement et rentabiliser son opération. **Le devenir des chantiers d'Angolares et de Principe se pose de façon aiguë et doit impérativement être défini avant la fin du PAPAFPA, en suivant les recommandations du bureau-conseil.** Il est en tout état de cause déconseillé d'utiliser une partie des fonds de remboursement pour se lancer dans la construction d'un nouveau lot de praos, selon le modèle suivi jusqu'ici (MARAPA étant de fait le responsable du chantier). A contrario, il est difficile aux charpentiers locaux de se procurer le matériel nécessaire aux petites réparations sur les praos (colle et

²¹ Mentionnons également que le système de distribution de moteurs par la Direction des Pêches, basé sur le même principe, connaît actuellement des dérives (revente des moteurs par leurs bénéficiaires).

contreplaqué) ; comme déjà suggéré, MARAPA devrait prendre l'attache de la CIEM de façon à garantir l'importation d'un stock minimal de ce matériel.

111. Dispositifs de Concentration de Poisson – Le programme s'est finalement assuré les services d'une équipe professionnelle du Cap-Vert qui, en collaboration avec MARAPA, a procédé à la mise en place de 2 DCP à São Tomé en mai 2013. L'un des DCP est en état et fonctionne correctement ; le second n'est plus visible²². Les délais de définition, de commande et de réception du matériel complémentaire nécessaire à l'installation des 13 autres DCP prévus ont été tels que la seconde mission de l'équipe cap-verdienne, prévue pour fin 2013 / début 2014, n'est toujours pas réalisée. Le matériel vient d'arriver dans le pays et il est désormais possible de programmer la seconde mission de l'équipe cap-verdienne, vraisemblablement d'ici août 2014. **Il convient dès à présent de concevoir et créer les conditions de « l'après-projet » de façon à garantir la pérennité de ce programme. Il est en outre recommandé qu'un système de recueil de données soit mis immédiatement en œuvre sur le DCP fonctionnant actuellement.** Pour une rétribution symbolique (de l'ordre de 500 contos par mois), le responsable de la communauté de Morro Peixe pourrait ainsi être chargé de ce recueil de données.

112. Sensibilisation des communautés de pêcheurs sur la Réglementation des Pêches – MARAPA a finalement réalisé les sessions de sensibilisation sur le Règlement des Pêches, (officialisé en septembre 2012), dans les diverses communautés de pêcheurs du pays ; elle a organisé une équipe de travail pluridisciplinaire pour ce faire (impliquant la Direction des Pêches, la Capitainerie et la Marine²³) et préparé du matériel de support de qualité. A souligner que grâce à un financement complémentaire à celui du PAPAFPA, MARAPA est en train de faire réaliser des documents audiovisuels de vulgarisation, qui seront entre autre divulgués par la télévision nationale.

113. Il est crucial que d'ici la fin du programme, et sur la base des améliorations constatées au cours de l'année 2013, MARAPA arrive à montrer des résultats tangibles et parvienne à les capitaliser.

114. En ce qui concerne le programme de DCP, les conditions sont actuellement réunies pour assurer son succès, grâce à l'appui de l'équipe professionnelle du Cap-Vert. Il est en outre capital que le système de suivi et de gestion des DCP soit bien défini dans le cadre de cet appui technique, et qu'il soit rigoureusement mis en place et observé. **Ce programme peut et doit ressortir comme l'un des succès de la filière dans le cadre du PAPAFPA.**

115. Une soixantaine de praos motorisés a déjà été construite et remise à des bénéficiaires au cours des deux dernières années, selon un système de crédit bonifié ; le dernier lot (de dix praos) devrait l'être d'ici trois mois, à Principe. MARAPA doit continuer à faire en sorte que le suivi technique, essentiellement des moteurs, soit garanti, condition sine qua non pour le succès de ce programme « exploitation de praos ». Ainsi est-il impératif que MARAPA améliore encore d'avantage le service de suivi mécanique de la part de professionnels (un mécanicien à São Tomé et un à Principe), et garantisse la mise à disposition des pièces détachées nécessaires (de préférence à travers un/des importateur/s et revendeur/s de la place).

116. Les remboursements effectués par les bénéficiaires des praos motorisés sont déposés sur un compte spécial du programme (« compte praos ») et le montant correspondant est déjà significatif²⁴.

117. La réflexion concernant l'affectation et le processus d'utilisation de ces fonds n'a jusqu'à présent pas été approfondie entre MARAPA et le programme ; les options pourraient être la création d'un fonds pour l'achat de pièces détachées de moteurs, pour le fonctionnement d'un (ou des deux ?) ateliers orienté sur l'entretien de praos, et pour l'entretien des DCP. Il n'est pas judicieux de se lancer actuellement dans la construction de nouveaux praos. En effet, leur mise à disposition selon le

²² Des tentatives de localisation ont été menées par MARAPA, sans succès ; il est désormais nécessaire d'attendre la venue de la mission du Cap-Vert pour voir exactement ce qu'il en est et remettre le DCP en état.

²³ Elle a en outre organisé une réunion de sensibilisation avec le Ministre de la Défense.

²⁴ Rappelons que 70% du montant total du prao motorisé doit être remboursé, soit environ 39 millions de dobras (équivalent à 1 400 euros) par unité.

modèle actuel (crédit) exige un suivi très rapproché, qui ne pourra pas être garanti à l'issue du programme. En tout état de cause, les procédures pour l'utilisation de ces fonds devront naturellement être arrêtées en accord avec le FIDA, **et ce, dans les plus brefs délais.**

118. En complément à ces fonds de remboursement des praos, et même si cela représente un montant bien moindre, il convient de rappeler que des fonds provenant de la vente de matériel de pêche dans un magasin mis en place par MARAPA à Pesqueira (et qui a fonctionné entre 2009 et 2010) ont été déposés sur un compte du programme. Ils devraient pouvoir abonder les fonds provenant du remboursement des praos (il convient d'en vérifier le montant). De la même façon, du matériel défini initialement pour les DCP ne sera pas utilisé, et pourrait être vendu (la liste de ce matériel sera établie lors de la prochaine mission de l'équipe DCP du Cap-Vert.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Composante 1: Activités économiques/ filières agricoles		
<u>Filière pêche/poisson frais sous glace</u>		
- S'assurer de la continuité de la mise à disposition de pièces détachées Yamaha et Mariner ; garantir la prolongation des contrats d'entretien des deux mécaniciens jusqu'à fin 2014	MARAPA	Immédiat
- Compléter, valider la base de données concernant les résultats de pêche et les remboursements des bénéficiaires de praos et en tirer des éléments d'analyse (indicateurs)	MARAPA	Août 2014
- Vérifier le montant déposé à la banque dans le cadre de la vente de matériel de pêche (2009-2010)	RAF/Comptables	Immédiat
- Définir les modalités d'utilisation des fonds de remboursement des praos	MARAPA/PAPAFPA/FIDA	Juillet 2014
- Mettre en œuvre les missions DCP	MARAPA	Août et fin 2014

Composante 2 : Renforcement de l'offre de services au monde rural/Fonds de développement des infrastructures communautaires (FIC)

119. Depuis la mission de revue à mi-parcours d'avril 2009, le FIC appuie trois lignes de projets d'infrastructures: i) économiques, situées dans la zone cible du PAPAFPA et en appui aux filières soutenues par le programme; ii) à caractère social et iii) novateurs, financés aussi par d'autres bailleurs et dans ou en dehors de la zone d'intervention du PAPAFPA. Après cette date, les fonctions comptables et de Suivi-Evaluation du FIC ont été intégrées aux cellules administratives et de S&E de l'UCP, tandis que la responsable initiale du FIC a assumé la coordination globale du PAPAFPA à partir de fin 2010.

120. Depuis 2009, d'autres bailleurs de fonds utilisent le FIC, parmi lesquels les coopérations bilatérales Taiwanaise et Nigériane, et l'Union Européenne. Depuis fin 2011, le FIC gère aussi des ressources mises à la disposition du Gouvernement par la BAD dans le cadre du PRIASA. Les chantiers financés par les bailleurs autres que le FIDA sont en cohérence avec la stratégie du PAPAFPA, qu'il s'agisse d'infrastructures économiques en appui aux filières (systèmes d'irrigation, pistes rurales, séchoirs, dépôts, et siège des associations/coopératives) ou sociales pour des communautés cibles du PAPAFPA (systèmes d'approvisionnement en eau potable, latrines, centres de santé, etc.). Le nombre de partenaires reste en revanche réduit, et la durée de leur implication limitée à un ou deux ans (sauf pour la BAD, qui s'est engagée dans le cadre d'un projet pluriannuel). Depuis le démarrage du FIC ces contributions additionnelles représentent seulement un quart des opérations, et un tiers des montants gérés par ce fonds. Le FIDA demeure donc de loin l'utilisateur principal de ce fonds et est aussi le seul bailleur à assumer son coût de fonctionnement, avec depuis 2012, la BAD qui contribue au prorata de sa part des investissements.

121. Comme la mission de revue à mi-parcours du cycle-III en mars 2013 l'avait mis en évidence, l'activité du FIC reste caractérisée par un nombre élevé de chantiers de petite taille (15 000 \$ en moyenne), ce qui : i) maintient le ratio entre le coût des infrastructures réalisées et les coûts de mise

en œuvre (équipe FIC) à un niveau nécessairement élevé ; et ii) affaiblit les perspectives de viabilité du fonds à moyen terme.

122. En termes d'activités effectuées, la mission de revue à mi-parcours du cycle-III de mars 2013 avait constaté qu'au terme de la première phase (avril 2009-mars 2013) du troisième cycle du PAPAFPA, les résultats atteints par le FIC ainsi que les indicateurs d'impact étaient pour la plupart en ligne avec ceux fixés par le cadre logique révisé par la mission d'avril 2009. Le nombre de communautés touchées était de 64 (dont 41 sur fonds FIDA). Comme en 2012, le FIC ne s'est engagé en 2013 et 2014 que dans des travaux financés par le FIDA et la BAD (PRIASA), faute d'engagement de la part des autres bailleurs pour ces années-là.

123. Plus en détail, les activités du FIC, telles que prévues dans le PTBA 2013 et 2014 du PAPAFPA (PTBA global regroupant les activités du FIC et des différentes filières), ont été toutes réalisées (pour 2013) ou sont en cours d'exécution (dans le cas du 2014). Concernant l'utilisation des **fonds du FIDA au cours de 2013**, les réalisations suivantes sont observées à ce jour : i) **pour les pistes villageoises**, les travaux pour la réhabilitation de la piste de Mestre Antonio (0,5 Km) ont été terminés (sur la base des études réalisés en 2012) ; ii) **pour l'approvisionnement en eau potable**, les chantiers de Agua Telha, Mongo, Bem Posta, Praia das Burras ont été complétés, de même que les études préalables dans les communautés de Quimpo, Claudino Faro et Vila Celeste ; iii) **concernant les latrines**, un total de 288 latrines ont été construites dans les communautés de : Quimpo, Mato Cana, Claudino Faro, San José, Mendes da Silva, Praia de Angolares, Anselmo Andrade, Praia das Burras et Ponta do Sol, iv) **pour les systèmes d'irrigation** : une infrastructure pour le stockage de l'eau a été mise en place dans la communauté de Laranjera, v) **pour les bâtiments**: le siège de l'Association de Agua Telha a été construit, ainsi que des dépôts dans les communautés de Bela Vista, Mongo, San Carlos et Água Casada ; un escalier dans le centre de Poto ; des séchoirs solaires à Novo Destino et des centres de traitement du poivre à Nova Estrella et Monte Belo et du café à San Nicolau. De même, les travaux pour l'agrandissement de la siège de la FENAPA (deuxième étage) ont été complétés, ainsi que la mise en place d'un atelier de construction de praos à San Antonio (Principe) et le siège d'une caisse d'épargne à Mato Cana. **Au cours de 2014**, des travaux ont déclenchés pour la construction de : i) six séchoirs solaires dans le contexte de la filière cacao de qualité et seize séchoirs solaires et quatre magasins et quatre unités de fermentation dans quatre communautés dans le contexte de la filière cacao biologique ; ii) le siège de l'association de Novo Destino ; iii) 35 latrines dans les communautés de Poiso Alto/Água Coimbra et Mongo ; et iv) la réhabilitation d'un système d'eau potable dans la communauté de Poiso Alto (filière café-bio).

124. En ce qui concerne l'utilisation des fonds BAD (PRIASA), depuis novembre 2011, on constate l'achèvement **au cours de 2013** des travaux de construction/réhabilitation de **séchoirs solaires** et **d'unités de transformation** dans les communautés de Terreiro Velho, Água Casada, Agua Izé ; et de **pépinières** dans 14 communautés de São Tomé et Principe. En revanche, les travaux de mise en place de **systèmes/œuvres d'irrigation** sont à des stades très variables de réalisation. En effet, tandis que les études préalables à la mise en place de ces œuvres ont toutes été complétées, à l'exception des travaux dans la communauté de Camavo (complétés à 90%), le reste des activités du FIC financées par le PRIASA au cours du premier trimestre 2014 sont en cours de réalisation ou doivent encore démarrer. La valeur totale des ouvrages financés par le PRIASA et confiés au FIC au cours de 2013 est estimée autour de 442 000 USD. De façon générale, on enregistre une bonne appréciation par la BAD du travail effectué jusqu'à ce jour sur le fonds du PRIASA par le FIC.

125. Concernant l'utilisation de fonds autres que ceux du FIDA et de la BAD, il faut noter l'achèvement (en 2014) de la construction dans la capitale d'un nouveau siège de la CECAB (à l'intérieur de la cour qui héberge déjà le siège de la FENAPA et d'autres prestataires de services/ONG), ainsi que la mise en place d'une clôture et d'un séchoir solaire dans le centre de transformation d'Água Casada, entièrement financées par la même coopérative (CECAB).

126. En conformité avec les recommandations faites par la mission de supervision de novembre 2011, le FIC a créé une base de données de ses réalisations depuis 2008 (première année d'opération). L'objectif de cette action est de faciliter le suivi des activités du FIC, ainsi que de disposer d'une base de données solide pour estimer le potentiel d'autonomisation de ce fonds²⁵. L'analyse des données de cette base montre que la valeur des réalisations du FIC (tous financements confondus) est passée d'un total d'environ 140 000 EUR en 2008, à 110 000 EUR en 2009, 708 000 EUR en 2010, 466 000 EUR en 2011 et 386 000 EUR en 2012. Pour 2013, la valeur totale des ouvrages réalisés par le fonds peut être estimée à environ 392 000 EUR sur financement PAPAFPA et 340 000 EUR sur financement BAD, pour une valeur totale de 732 000 EUR (soit presque le double de la valeur de 2012 et la plus haute depuis le début des opérations de ce fonds en 2008). Malgré cela, comme indiqué par les données fournies par l'étude de faisabilité menée par le FIDA en septembre 2013, ce montant demeure insuffisant pour permettre la pleine viabilité financière du fonds sur le long terme.

127. Ainsi, l'étude sur la viabilité du FIC a montré que le futur positionnement institutionnel de ce fonds et la possibilité de sa pérennisation restent étroitement dépendants d'un volume d'affaires minimal (>US\$ 1,5 million) et donc des décisions programmatiques des bailleurs et du Gouvernement, et de leur décision d'utiliser ou non le FIC pour la mise en œuvre de leurs interventions à venir. L'avancement de la préparation des futures interventions de la BAD et de l'UE dans le pays reste nécessaire pour pouvoir disposer de plus de visibilité sur le volume d'activité qui pourrait être confié au FIC et pour approfondir la possibilité d'une articulation du FIC avec les GIME. L'étude de septembre 2013 a donc proposé de maintenir le FIC comme cellule technico-administrative attachée au PAPAC, pendant au moins les trois premières années de ce nouveau projet, afin de réaliser à la fois les infrastructures prévues dans le cadre du PAPAC et pour rendre possible le montage de futurs partenariats.

128. Parallèlement, la réflexion et le dialogue seront poursuivis avec le Gouvernement et les autres bailleurs, sur l'opportunité de créer une agence de travaux ruraux/urbains dont la mission engloberait une part substantielle de la problématique des infrastructures d'intérêt collectif. Le contexte santoméen, du fait en particulier de la petite taille du pays mais aussi des contraintes budgétaires structurelles, n'est cependant pas favorable à la création d'une agence publique ou parapublique (l'expérience a déjà été tentée sans succès dans les années 1990), même si sa mission est étendue au-delà de celle relativement restreinte de celle du FIC aujourd'hui. Si rien n'interdit de penser qu'une agence de travaux puisse faire l'objet d'une subvention publique durable, son financement (hors projet) nécessiterait un consensus politique fort et un montage sans doute compliqué pour lesquels réflexion et concertation préalables s'imposent.

129. En termes de structure, en prévision de la clôture prochaine du PAPAFPA en mars 2015, des changements sont à enregistrer depuis la dernière mission de supervision de 2013. Alors que le nombre total d'ingénieurs (trois, dont un salarié du PAPAFPA et deux du PRIASA) et des assistants comptables (deux, dont un PAPAFPA et un PRIASA) n'a pas varié, le nombre d'animateurs à la charge du PAPAFPA (trois en 2013) est descendu à deux à partir de janvier 2014 et ne sera plus que de un en juillet 2014. En revanche, les deux animateurs payés sur les fonds BAD continueront à travailler jusqu'à la fin du programme. Par ailleurs, deux véhicules (un du PAPAFPA et un du PRIASA) et quatre motos (trois du PAPAFPA et une du PRIASA) ont été mis à la disposition du fonds par les deux bailleurs, qui se partagent aussi les frais de roulement.

130. Pour conclure, la cellule d'appui à la maîtrise d'ouvrage (FIC) créée au sein de l'équipe du PAPAFPA pour gérer la mise en œuvre de plus de 130 petites infrastructures a fait les preuves de son efficacité technique et en termes de coût, amenant ainsi d'autres bailleurs (UE, BAD et coopération bilatérale de la Chine-Taiwan et du Nigeria,) à lui confier la mise en œuvre de chantiers dans le cadre de leurs opérations de développement rural. La BAD contribue actuellement à la prise en charge des

²⁵ A l'aide d'une étude spécifique réalisée en septembre 2013 dans le contexte de la préparation du PAPAC.

coûts de la cellule. Le FIC est, à ce titre, un acquis capital pour le secteur du développement rural de São Tomé et Principe et donc un résultat de tout premier ordre du PAPAFPA. Il permet : i) avant tout d'accroître considérablement la «capacité d'absorption» du secteur rural et donc le volume d'investissements publics réellement réalisables dans ce secteur, ii) de garantir la pertinence des réalisations et leur qualité technique et de maîtriser leurs coûts et iii) de réaliser une coordination effective et efficiente entre différentes sources de financement.

131. Dans l'ensemble, le FIC a également montré au cours de l'année 2013 une bonne capacité : i) à faire face à des sollicitations multiples et variées, tout en garantissant une qualité satisfaisante des ouvrages réalisés, et ii) à bien savoir gérer la planification des ouvrages (productifs et sociaux) à exécuter et leur mise en œuvre. La création en 2012 d'une base de données sur les réalisations du FIC depuis sa mise en place en 2008 est positive et constitue un outil précieux pour l'évaluation de sa performance et son impact.

132. Cependant, des difficultés persistent en ce qui concerne la définition des modalités de contribution des bénéficiaires, et en particulier la mise en place d'une contribution financière et/ou de fonds d'entretien. Ceci a pour conséquence de limiter énormément l'efficacité du travail des « *Comités de Gestion* » mis en place par le PAPAFPA après les travaux, pour garantir la bonne gestion et entretien des ouvrages. A cet effet, la mission recommande que les fonds de contrepartie disponibles au PAPAFPA soient utilisés pour des activités d'entretien/manutention de quelques-uns des ouvrages réalisés par le FIC depuis 2008, en donnant la priorité aux communautés qui se sont montrées les plus capables d'assurer, sur la longue durée, le bon entretien et la bonne gestion des ouvrages reçus du FIC. L'étude en cours de réalisation (par les mêmes animateurs du FIC) sur l'état actuel des ouvrages réalisés depuis 2008 par le fonds pourra fournir des pistes solides pour orienter ces décisions.

133. De même, au vu du fait que les activités du FIC (financement FIDA) doivent se terminer en septembre 2014, la mission recommande que la fin de la collaboration avec le deuxième animateur payé sur les fonds FIDA (et dont le contrat devrait se terminer en juillet 2014), soit aussi reportée en utilisant le montant budgétaire prévu dans le dernier COSTAB²⁶ pour les animateurs pour l'année 2014. Cela permettrait : i) de bénéficier de suffisamment d'assistance pour les ouvrages encore à compléter avant fin 2014 ; et ii) de pouvoir démarrer (à l'aide des quatre animateurs communautaires) une campagne efficace de formation finale des bénéficiaires dans le domaine de l'utilisation et de l'entretien des ouvrages réalisés (aspects qui restent toujours à renforcer). A cet effet, la mission recommande une fois de plus d'encourager et valoriser les échanges entre les communautés, en confiant le rôle de formateur aux leaders communautaires qui ont démontré une bonne capacité de gestion et d'entretien (sur le long terme) des ouvrages mis en place par le programme.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Composante 2 : renforcement de l'offre de services/FIC		
- Appuyer les échanges de bonnes pratiques de maintenance entre les communautés bénéficiaires et en utilisant les 4 animateurs	FIC (quatre animateurs) + équipe S&E PAPAFPA + leaders communautaires	Continu jusqu'à fin 2014
- Utiliser les fonds de contrepartie disponibles au PAPAFPA pour des activités d'entretien/manutention de quelques-uns des ouvrages réalisés par le FIC depuis 2008 et en donnant la priorité aux communautés qui se sont montrées les plus capables d'assurer, sur le long terme, le bon entretien et la bonne gestion des ouvrages reçus du FIC	FIC + équipe S&E PAPAFPA	Continu jusqu'à mars 2015
- Poursuivre la mise à jour de la base de données des réalisations du FIC	FIC	Continu jusqu'à mars 2015
- Rembourser au PAPAFPA le reliquat du "fonds d'intrants" avant fin 2014	FENAPA + UCP et équipe S&E PAPAFPA	Avant fin 2014

²⁶ Elaboré avec la mission de revue à mi-parcours du cycle-III de mars 2013.

Composante 3 : Accompagnement et gestion du programme

Appui à la FENAPA

134. La Fédération Nationale des Petits Agriculteurs (FENAPA) est l'organisation syndicale nationale dont sont membres les petits agriculteurs (près de 2 400 fin 2013), leurs associations (99) et unions (12). Depuis le début du programme, le PAPAFPA appuie la FENAPA à : i) jouer un rôle de relais pour la sensibilisation et la diffusion de l'information auprès des organisations rurales ; ii) mettre en œuvre un dispositif de suivi et de diffusion d'information sur les prix et à publier un bulletin de liaison ; iii) couvrir le coût de ses organes (contribution aux frais de transport pour la réalisation d'une partie des assemblées générales). Au cours des dernières années le PAPAFPA a tenté d'appuyer le renforcement de la viabilité et de l'autonomie financière de la FENAPA en appuyant : i) une restructuration de la Fédération et le renouvellement de ses instances nationale et régionales (le dernier renouvellement des organes de la FENAPA date du 10 juin 2011) ; ii) la mise à jour de ses statuts et de son règlement intérieur. Le PAPAFPA a également cherché à aider la FENAPA à atteindre, à moyen terme, sa viabilité financière en : i) mettant à sa disposition un petit fonds de roulement destiné à lui permettre une activité d'achat/vente d'intrants ; ii) finançant l'aménagement nécessaire de ses bureaux, au sein de la cour que la FENAPA partage avec d'autres entités (ONG, associations, etc.) ; iii) prenant en charge le salaire d'un responsable technique. Les résultats attendus des appuis du PAPAFPA à la FENAPA portent sur : i) la légitimité et la représentativité de la FENAPA ; et ii) la viabilité et l'autofinancement de la FENAPA par le biais de services rendus à ses membres.

135. La mission a fait le point sur l'état d'avancement des activités de cette Fédération depuis la dernière mission de supervision de mars 2013 et sur la base : i) du plan d'action proposé par le Consultant Jean-Marie Brun lors de sa mission en novembre 2010 ; ii) des objectifs que la Fédération s'est fixée lors de ses ateliers de restructuration en juin 2011 ; iii) des recommandations de la dernière mission de supervision du PAPAFPA en mars 2013 ; et iv) du PTBA/PPP 2013 (deuxième semestre) et 2014.

136. Après l'élection du nouveau conseil exécutif²⁷ par la deuxième Assemblée Générale (AG) de juin 2011, le processus de restructuration et de redynamisation de cette fédération nationale s'est bien poursuivi au cours du 2012 avec la mise en place de deux nouvelles sous-fédérations régionales²⁸ mais a connu de forts retards à partir de 2013 à cause du transfert tardif du PAPAFPA vers la FENAPA des fonds destinés à subventionner la mise en place des activités de sensibilisation et renforcement des capacités pour les membres de la FENAPA (activités quasi-suspendues à partir de janvier 2014). La Fédération refuse en effet de mettre en œuvre cette composante du PTBA 2014 (activités de renforcement des capacités par la FENAPA), à moins que le mécanisme de paiement des frais de transport et de per diem ne soit intégralement effectué à l'avance par le PAPAFPA ; ce qui est impossible compte tenu des procédures du FIDA et du PAPAFPA regardant ce genre de dépenses. En mai 2014 la Fédération compte encore deux sous-fédérations régionales au lieu des trois planifiées, 99 associations (contre 90 lors de la dernière revue à mi-parcours) et 12 unions membres, pour un total de près de 2 400 producteurs. Il est confirmé que la prochaine AG, initialement prévue pour juin 2014, ne sera réalisée qu'après les élections de septembre 2014, du fait aussi de retards dans le processus de restructuration des fédérations et associations de base régionales mentionnées ci-dessus.

137. La FENAPA continue à être structurée autour de deux départements : le département technique²⁹ et le département syndical³⁰. Tandis qu'une meilleure coordination entre les deux

²⁷ 9 membres, dont 5 nouveaux.

²⁸ Celles du centre et du sud du pays, portant à 12 le nombre total des sous-fédérations de la FENAPA dans le pays.

²⁹ Département qui compte à sa tête, comme seul membre, l'ancien Président de la FENAPA (M. Teodóricu Campos, désigné comme Coordonnateur du volet "Appui à la FENAPA" de la composante 3 du PAPAFPA).

³⁰ Département composé du Président de la Fédération (M. Cosme Catarino Cabeça), du Trésorier, du Secrétaire et des membres du Conseil Fiscal.

départements est actuellement visible, la recommandation de la dernière mission de supervision (revue à mi-parcours) qu'un organigramme et des cahiers de charge clairs soient élaborés et présentés à la prochaine AG pour approbation pour éviter une confusion entre les rôles et fonctions des personnes à leur tête (le Coordinateur et le Président) reste encore valable. Il est fortement recommandé que cet aspect aussi soit couvert par le travail du consultant que la FENAPA est en train de recruter pour élaborer un manuel définissant les procédures administratives, financières et comptables de la fédération.

138. De manière générale, les activités planifiées dans le PTBA/PPM 2013 (juillet-décembre) et 2014 (janvier-avril) qui ont été mises en œuvre se réfèrent principalement à : i) la poursuite des activités de collecte et diffusion d'information de marché (études, bulletins, annonces à la radio, etc.) ; ii) la réalisation de visites d'échange/sensibilisation entre les membres des unions régionales ; iii) le renforcement des capacités des associations et unions qui forment la FENAPA sur des thèmes variés ; et iv) des prises de contacts/rencontres avec de possibles partenaires commerciaux et institutionnels –dont le PROPAC, qui est sensé devenir le partenaire le plus importante de la FENAPA à partir de 2015. La mise en place du plan de visites/formations pour l'année 2013 et début 2014 pour poursuivre le processus de restructuration de l'institution et préparer les membres de la FENAPA aux nouvelles élections de son AG, accuse de très forts retards, liés au mécanisme de mise à disposition de fonds utilisé par le PAPAFPA et mentionné plus haut. Les dernières missions de supervision avaient recommandé la présentation d'un plan de travail annuel par la FENAPA. Cette activité n'a pas été réalisée.

139. L'acquisition et la vente d'un stock d'intrants agricoles (chaux vive, sulfate de cuivre, machettes, etc.) à l'aide du fonds de roulement (de USD 15 000) mis à disposition par le PAPAFPA, qui fut une initiative pertinente dans le contexte de 2009 et jusqu'en 2011, s'est révélé être un véritable « boomerang » pour cette institution en 2012 suite à la mise à disposition de ces intrants, via les magasins des six délégations régionales, à un prix subventionné. Ainsi, l'opération engagée par la FENAPA en 2012 s'est démontrée ne plus être rentable dans la mesure où les producteurs peuvent et préfèrent s'approvisionner sur le marché local à des prix plus concurrentiels. Ces faits ont poussé la FENAPA à réduire ses marges, qui semblaient trop élevées pour certains produits (ex: 54% sur la chaux). Au-delà des effets positifs déclenchés par cette opération, une quantité significative de chaux vive et sulfate de cuivre reste encore à vendre dans le magasin de la FENAPA, qui fait par conséquent face à d'importants retards dans le remboursement des fonds mis à sa disposition par le PAPAFPA. A cet effet, la mission invite la FENAPA à prendre les mesures pour rembourser au PAPAFPA le reliquat de ce fonds avant mars 2015 (9 473 USD).

140. De la même façon, la fédération reste active dans la gestion du foncier qui est depuis deux ans devenue un dossier central de la politique agricole nationale et qui engage, comme membres de la commission de négociation foncière, la FENAPA et le Gouvernement (et la SATOCAO dans le cas de cette concession). Compte tenu que la FENAPA a pour mandat la défense des intérêts des petits producteurs du pays, notamment dans le domaine foncier, la mission recommande que la Fédération continue de se poser comme un acteur indépendant, apolitique, proactif et décisif sur ce dossier qui touche le principal moyen de production et de survie de nombreux petits producteurs pauvres, membres ou non de cette institution.

141. En raison des difficultés techniques et financières, l'élaboration d'outils pour une collecte systématique et périodique de données, ainsi que de suivi des activités de la même FENAPA, proposés (sous forme de fiches et tableaux) à la FENAPA en 2011³¹ par le PAPAFPA, n'a pas encore abouti à la création de base de données organisées et informatisées qui demeurent toutefois vitales pour faciliter la gestion des informations sur les membres et les activités de la Fédération.

³¹ Mission de fin août de Madame Reine Anani.

142. Les nouvelles opportunités offertes à la FENAPA au cours de l'année 2012 grâce à l'adhésion à la PROPAC³² et aux initiatives de la CPLP³³, se sont mieux définies lors de la période en examen (avril 2013-avril 2014). Suite à deux visites à São Tomé de la coordinatrice du PROPAC, des accords ont été pris pour mettre en place des activités de formation des membres de la FENAPA et des petits projets d'investissement, tels que : i) l'appui à un groupement de femmes locales dans la commercialisation de produits agricoles (poulets et œufs) et ii) un appui à l'Union dans le sud du pays (Colónia Açoreana) pour la transformation et la vente locale de café Robusta. Un technicien, à la charge de la PROPAC, sera recruté pour la préparation et l'implémentation de ces deux projets. Une nouvelle visite de la coordinatrice du PROPAC est attendue pour mieux définir le plan d'action et de financement de la mise en œuvre de ces activités qui présentent un fort potentiel de synergie avec les activités planifiées dans le contexte de la composante GEF du PAPAFPA et du futur PAPAC. LA FENAPA a aussi mis en place des collaborations d'intérêt avec les autorités du pays pour jouer un rôle pertinent dans les activités de sécurité alimentaire que le Gouvernement, ainsi que la Commission Européenne (programmes PNASE et PIPAGA), sont en train de mettre en œuvre localement.

143. Les quatre coopératives d'exportations créées par le PAPAFPA ne sont pas encore affiliées à la FENAPA. Comme cela a été relevé par les missions antérieures, les motivations de cette position d'attentisme varient selon les coopératives mais de manière générale, les raisons principales sont : i) la nouvelle FENAPA n'a toujours pas fait ses preuves en termes d'impact et d'actions concrètes ; ii) la fédération ne leur offre pas des services particuliers (par rapport aux non-membres) justifiant le paiement des frais d'adhésion et cotisations ; et iii) certains producteurs sont déjà membres d'une ou deux coopératives en même temps, ainsi que d'une association communautaire déjà affiliée à la FENAPA – ils refusent donc de payer plusieurs fois des cotisations. La mission souligne une fois plus que l'intégration à la FENAPA des coopératives mises en place par le PAPAFPA reste indispensable pour enrichir l'expérience, la représentabilité et la crédibilité de cette fédération. Le problème de la duplication des cotisations doit être sérieusement discuté et tranché, puis faire l'objet d'un amendement du règlement intérieur lors de la prochaine AG.

144. De manière générale, la mission reconnaît que des efforts ont été mis en œuvre par les "nouveaux" élus de la FENAPA pour assurer la redéfinition de la Fédération, dont viabilité reste encore loin d'être garantie (les données produites par la fédération montrent que les contributions de ses membres en 2013 n'atteignent que 11% du total prévu, soit 2 340 000 Dobras ou 95 EUR). De manière générale, il est manifeste que la FENAPA reste encore une institution faible en matière de gestion, planification et vision stratégique et nécessite donc encore d'un accompagnement et appui de proximité consistants, que le FIDA ne pourra plus garantir du fait de la nature des appuis qu'il va fournir à partir de 2015 avec le PAPAC. A cet effet, la mobilisation par la fédération d'appuis additionnels dans le contexte du PROPAC est à saluer avec beaucoup d'espoir. La préparation par la Fédération d'un plan d'action à moyen terme (trois à cinq ans) demeure une priorité pour pouvoir convaincre des partenaires potentiels du bien-fondé de leur appui. Ce plan se devra d'être clair et détaillé, en termes : d'objectifs visés, d'activités prévues, de résultats escomptés – quantitatifs et qualitatifs, et de budget prévisionnel incluant une contribution financière de la FENAPA, et devra se fonder sur les leçons tirées des actions développées par la fédération au cours des trois dernières années. La mission recommande que la fédération élabore ce plan d'action avant la nouvelle AG en utilisant aussi les instruments fournis à cet effet par le PAPAFPA tout au long de son intervention (du type du plan de travail élaboré par la mission de M. Brun en novembre 2010).

145. Comme souligné par les dernières missions de supervision, et suite à l'achèvement de sa restructuration, la priorité pour la FENAPA est d'offrir des services de qualité utiles à ses membres pour justifier le paiement régulier des cotisations et attirer des nouvelles adhésions, avec : i) la

³² Appuis du projet PAOPA financé par la Commission Européenne.

³³ Initiatives qui ont permis à cette fédération de s'ouvrir sur l'extérieur et prendre connaissance d'autres expériences (voyages au Cameroun et au Brésil).

formation dans la mise en place, la gestion et le suivi des associations de producteurs ; ii) la formation et le suivi dans la préparation de dossiers d'investissement pour les (associations) membres afin de les aider à tirer profit d'opportunités de financement existants au niveau national ou des bailleurs internationaux (y compris le PAPAFPA et sa nouvelle composante GEF ; et le PAPAC à partir de 2015) ; iii) un rôle d'intermédiaire entre ses membres et le Gouvernement dans le rapprochement des services techniques offerts par ce dernier via les six nouvelles délégations régionales, en s'assurant que les besoins prioritaires de ses associés parviennent aux délégations régionales, et que la qualité et l'adéquation des services offerts y répondent de manière efficace ; (iv) la défense des intérêts des petits producteurs du pays (en conformité à son mandat) dans des domaines stratégiques pour le développement du secteur primaire du pays, tels que le foncier.

146. Compte tenu de tout cela, la mission regrette la conduite de la Fédération face aux requêtes administratives du PAPAFPA concernant la mise à disposition d'argent pour déployer des activités qui se révèlent de plus en plus clés pour la FENAPA, telles que la recherche d'une meilleure connaissance des organisations de base membres de la Fédération, de leur état de fonctionnement, de leur capacité à collecter des adhésions et à fournir des services à leur membres, de leurs besoins d'appuis spécifiques, etc. Les retards dans la restructuration de la Fédération (y compris dans l'organisation de nouvelles sous-fédérations et unions régionales) sont devenus de plus en plus manifestes à partir de 2013. Ces retards sont à déplorer notamment compte tenu du fait que les fonds mis à la disposition de la Fédération par le PAPAFPA à travers le PTBA 2014-15 ne pourront plus être utilisés d'ici quelques mois. La mission recommande donc que la FENAPA tâche de répondre rapidement aux exigences administratives du PAPAFPA, pour accéder en temps utile aux fonds encore disponibles à cet effet dans le programme. Concernant les fonds budgétisés dans le PTBA 2014 pour organiser la nouvelle AG, la mission recommande qu'ils puissent rester disponibles au cours du premier trimestre 2015 dans le cas où la fédération aurait à faire face à des difficultés inattendues dans son organisation courant 2014 (tel que prévu par le dernier PTBA).

147. Si : i) la restitution aux membres de la part des cotisations déjà versées à la FENAPA par ceux-ci (25% aux associations et 25% aux unions) ; ii) la recherche de nouveaux partenariats/collaborations (tels que ceux établis avec la PROPAC et avec les projets PNASE and PIPAGA financés par la Commission Européenne) ; et iii) le recrutement d'un consultant local pour travailler sur la codification des aspects administratifs/comptables et de l'organisation de la fédération, sont tous des signes que la Fédération est engagée dans la bonne direction, la mission souligne une fois plus l'urgence que la Fédération se dote d'un plan d'action à moyen terme, clair et détaillé, et qui tienne compte des objectifs et du mandat de la fédération au niveau global (au-delà du PAPAFPA).

148. De même, la mission souligne l'urgence que la Fédération se dote d'outils pour une collecte systématique et périodique de données sur ses membres et ses activités, ainsi que de bases de données organisées et informatisées qui puissent faciliter la gestion de ces informations et une planification plus aisée des activités de la Fédération.

149. Il est fortement recommandé que l'unité de S&E du PAPAFPA, dans la mesure du possible, aide la Fédération à se doter de ces outils et instruments. De même, la mission recommande vivement que des synergies soient développées, dans le contexte des interventions GEF-PAPAFPA et à l'avenir du PAPAC, pour soutenir des activités génératrices de revenus que la fédération proposera en appui à ses membres situés dans les régions prioritaires pour le PAPAFPA, et à l'avenir, le PAPAC.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Composante 3: Accompagnement et gestion du programme		
Sous-composante 3.1: Appui à la FENAPA		
- Accompagner le Gouvernement dans la redistribution des titres fonciers	FENAPA	Continu
- Mettre à jour le plan d'action élaboré par le PAPAFPA en 2010, capable d'identifier des activités génératrices de revenu et des partenariats qui puissent aider à augmenter l'autonomisation financière	FENAPA avec l'appui du PAPAFPA	Avant mars 2015
- Mettre en place une méthodologie de diagnostic pour collecter les données et informations nécessaires à la FENAPA pour mieux cibler les besoins de ses membres	FENAPA avec l'appui du PAPAFPA	Avant mars 2015
- Créer une base de données sur les activités du FENAPA et de ses membres	FENAPA avec l'appui du PAPAFPA (cellule S&E)	Avant mars 2015
- Continuer à solliciter les cotisations des membres	FENAPA	Continu
- Mieux définir les rôles et fonctions des deux départements qui constituent la FENAPA et le statut des personnes à leur tête	FENAPA	Prochaine AG
- Renforcer la qualité du Suivi-Evaluation des activités de la FENAPA, notamment concernant les indicateurs de résultats	FENAPA avec l'aide de la cellule S&E du PAPAFPA	Le plus tôt possible

D. État d'avancement de l'exécution du programme

Gestion du programme

150. Le dernier changement dans la gestion du programme, après ceux introduits avec la dernière mission inter-cycle d'avril 2009, a été le début, à partir de janvier 2014 (2012 pour la CECAB) et de façon expérimentale, de l'exécution directe d'une partie du PTBA 2014/15 par les coopératives³⁴ à travers de contrats d'objectifs entre le PAPAFPA et ces mêmes coopératives. Le rôle de cette innovation pour la mise en œuvre des activités du programme est de préparer les coopératives à une gestion directe du PTBA tel que cela est prévu, à partir de 2015, dans le cadre du PAPAC. De façon générale, la gestion du programme de la part de la coordinatrice de l'UCP et du personnel des unités auxiliaires (administratives et de S&E) et des filières reste bonne. Cela est facilité notamment par l'aide transversale apportée par les deux ATI Junior (financés par l'AFD jusqu'en août 2014 et intervenant l'un auprès de l'UCP et l'autre auprès de la CECAFEB), et les missions d'appui itératif de l'expert senior de l'AFD.

151. La mission rappelle que 2014 est une année charnière de transition entre le PAPAFPA à l'achèvement et le PAPAC qui démarrera en 2015. Au vu de l'agenda chargé pour l'année, la mission recommande vivement aux équipes du PAPAFPA et à leurs partenaires de mise en œuvre de prendre toutes les mesures pour bien se préparer à l'achèvement du programme prévu pour le 15 mars 2015, notamment avec le suivi de la feuille de route préparée en 2013 et la mise en œuvre de la stratégie de sortie du programme (proposées par la mission de revue à mi-parcours du cycle III).

Cohérence entre PTBA et exécution du programme

152. Bien que la qualité de la mise en œuvre se soit améliorée au cours du temps, on note encore des retards importants à tous les niveaux, liés notamment à la lourdeur des processus de passation de marchés, à un certain manque de capacité d'initiative, aux contraintes liées au calendrier agricole, etc. Les difficultés de suivi de l'exécution physique consolidée persistent au niveau du programme, et il faudrait un effort supplémentaire en termes de coordination entre les différentes composantes du programme et la Cellule de Suivi-Evaluation. Les taux de réalisation financière sont encore faibles (en décembre 2013, le pourcentage d'utilisation du budget du PTBA atteignait 61% ; et au moment de la mission – fin avril 2014, le taux d'exécution du budget annuel est de 22%), il faut cependant noter que le retard d'attribution des fonds aux coopératives en 2014 dans le cadre des contrats d'objectifs a

³⁴ A l'exception de la CEPIBA.

ralenti fortement l'exécution financière au premier semestre. Ceci affaiblit significativement le PTBA dans son rôle d'outil de travail pour le FIDA comme pour la direction du programme, ce qui est préoccupant pour la capacitation des coopératives, qui évoluent vers une gestion autonome de leur fonctionnement.

153. En lien avec les observations précédentes, la mission a observé que le contenu des rapports annuels est peu consolidé et manque d'homogénéité, aussi bien du point de vue technique que financier. Dans le cas de certaines composantes, les données disponibles sont insuffisantes pour conclure quant au taux d'exécution physique du PTBA. Des efforts ont été menés pour établir des liens directs et clairs entre les activités techniques du programme et le budget. Les discussions entre la CSE et l'UCP doivent permettre d'obtenir une vue d'ensemble de l'exécution physique et financière des composantes. La synergie entre la CSE et l'UCP doit donc être renforcée et le modèle établissant les liens entre les réalisations physiques et financières simplifié et valorisé afin de favoriser l'utilisation des données dans la prise de décision.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<u>Gestion du programme</u>		
- Prendre les mesures pour se préparer à l'achèvement du programme, avec mise en œuvre de la stratégie de sortie ; suivi de la feuille de route en prévision de l'achèvement ; etc.	PAPAFPA et partenaires	Second semestre 2014
<u>Cohérence entre PTBA et exécution du programme</u>		
- Utiliser l'outil de suivi visuel simplifié	CSE et Service Administratif et Financier	Immédiat et continu

Activités du Suivi-Evaluation

154. **Organisation du Suivi-Evaluation.** L'équipe du Suivi-Evaluation est constituée de trois personnes, et inclut un informaticien, recruté à travers la composante GEF en 2013. La collecte des produits (indicateurs de premier niveau) est assurée par les équipes responsables de chaque volet et/ou les coopératives. La plupart des indicateurs de 2^{ème} et 3^{ème} niveau (effet et impact) sont collectés par la Cellule de Suivi-Evaluation (CSE) lors de visites de terrains auprès des bénéficiaires (méthodes participatives et « comités de suivi »), des équipes techniques et des coopératives ou par des enquêtes spécifiques confiées à des prestataires. L'organisation de la collecte des données sur les résultats (premier niveau) est fonctionnelle, mais la qualité des informations recueillies par les équipes/responsables techniques reste inégale (nombreuses incohérences, informations incomplètes). Dans le contexte de l'autonomisation des coopératives du point de vue de la gestion interne et de la mise en œuvre des activités du PTBA, le rapportage des indicateurs de 1^{er} et 2^{ème} niveau du SYGRI est à présent de la responsabilité des coopératives, comme le stipulent les contrats d'objectifs ; la CSE a initié une stratégie de transfert progressif de certaines responsabilités, visant par ailleurs à appuyer les coopératives à construire progressivement leur système interne d'information.

155. **Système de contrôle.** Un système structuré et régulier de « suivi/contrôle d'exécution » est mis en œuvre (visite du S&E, document d'approbation de paiement partagé avec le RAF, les responsables techniques et la Direction, recommandations validées par la Direction et contrôle de leur mise en œuvre par le S&E). Dans le cas du FIC ce système est complété par une visite hebdomadaire réalisée par le groupe de gestion de chaque infrastructure. Les opérations de contrôle effectuées par la cellule de Suivi-Evaluation sont pertinentes et permettent de détecter des défauts de mise en œuvre des activités de plantation.

156. **Système de suivi de l'exécution du PTBA.** Les dernières missions de supervision ont proposé à plusieurs reprises aux équipes de Suivi-Evaluation et du Service Administratif et Financier de s'appuyer sur un outil de suivi visuel permettant de comparer l'avancement des réalisations physiques et financières du PTBA. L'équipe de Suivi-Evaluation a cherché à valoriser cet outil pour les réunions semestrielles lors de l'année 2013, mais le cadre proposé est très détaillé, lourd à

renseigner, et finalement peu pratique d'utilisation. La mission recommande de simplifier l'outil pour s'appuyer sur un tableau de bord (sur la base du modèle ci-dessous) renseignant le pourcentage d'exécution physique et financière par activité du PTBA, avec commentaires ou observations, et mesures à prendre.

	% de réalisation physique	% de réalisation financière	Commentaires et observations	Mesures à prendre
Nom de l'activité (PTBA)				

157. La mission note que la recommandation sur l'amélioration du comptage du nombre de personnes ayant bénéficié du FIC effectuée à la dernière supervision n'a pas été suivie. Cela s'explique par l'attente par la CSE de la mise à disposition des données du dernier recensement pour pouvoir actualiser le comptage. La mission réitère donc cette recommandation, à mettre en œuvre dès que les données seront disponibles, et insiste aussi sur le suivi de la recommandation de la dernière supervision concernant la vulgarisation des résultats des enquêtes aux bénéficiaires (« *Organiser avec les coopératives des actions d'information-communication visant à vulgariser les résultats des différentes enquêtes auprès des bénéficiaires et autres parties prenantes* »).

158. **Bases de données.** L'informaticien recruté en 2013 est intervenu pour résoudre les problèmes récurrents au niveau des bases de données du programme, en particulier la structure ACCESS permettant de saisir et analyser l'enquête sur l'évolution des conditions de vie des femmes, ainsi que l'enquête sur la situation socio-économique des ménages bénéficiaires. Le prestataire recruté par le PAPAFPA en 2012 s'est révélé incapable de développer une structure permettant l'utilisation des données saisies, ce qui a provoqué un retard important dans l'analyse des données. A ce jour, les bases de données ACCESS disponibles ont été revues et les données sont disponibles. La cellule de Suivi-Evaluation a à sa disposition plusieurs bases de données fonctionnelles qui centralisent les informations des enquêtes réalisées ponctuellement (voir plus bas).

159. Il est à noter que l'informaticien, qui est rattaché à la composante GEF du PAPAFPA, a développé un outil de suivi de la mise en œuvre du PTBA du GEF sur ACCESS. Cet outil semble pertinent et le PAPAC pourrait construire sur cette expérience.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Activités du Suivi-Evaluation		
- Revoir le mode de comptage des bénéficiaires du FIC	CSE	Après la mise à disposition des résultats du recensement
- Organiser avec les coopératives des actions d'information-communication visant à vulgariser les résultats des différentes enquêtes auprès des bénéficiaires et autres parties prenantes	CSE et coopératives	Continu
- Effectuer une saisie des données régulière et contrôler la cohérence	CSE	Immédiat et continu
- Valoriser les outils informatiques développés par le PAPAFPA dans le PAPAC	PAPAC	Au démarrage du PAPAC
- Prendre les mesures pour s'organiser en prévision de l'achèvement	CSE	Immédiat et continu

Appui aux coopératives

160. Comme évoqué précédemment, 2014 constitue une année charnière pour le PAPAFPA, avec notamment une autonomisation progressive du point de vue de la gestion interne et de la mise en œuvre d'une partie des activités du PTBA de l'année par trois des quatre coopératives d'exportation, qui continueront à collaborer avec les projets/programmes du FIDA à travers des contrats d'objectif. Dans ce cadre d'évolution vers une gestion autonome, et comme la souligné la mission de revue à mi-parcours du cycle III, la fonction de suivi-évaluation correspond en grande partie à celle de système interne d'information. Le transfert d'une partie des responsabilités de S&E aux coopératives entamé par le PAPAFPA a été conçu de manière à appuyer les coopératives à progressivement construire leur propre « système interne d'information d'entreprise ». En particulier les premières étapes ont visé :

- i. Le suivi des quantités traitées au niveau de la coopérative et des associations ;
- ii. Le fichier des membres ;
- iii. L'inventaire des plantations ;
- iv. Le suivi des pratiques culturales réalisées avec l'appui de la coopérative (replantations, re-densifications, campagnes de taille, fourniture de plants, etc.) ;
- v. Stocks et inventaires ;
- vi. Et bien sûr comptabilité générale.

161. Ces éléments alimentent la préparation de « plans d'affaires » qui permettent la définition de « tableaux de bord ». En 2013, le PAPAFPA a entrepris d'appuyer chacune des quatre coopératives (CECAB, CECAQ-11, CEPIBA et CECAFEB) à se doter de ce type d'instrument. Les premières versions des plans d'affaires (sauf pour CECAB qui dispose déjà d'un instrument similaire établi avec l'appui de KAOKA) ont été finalisées et validées par les coopératives en 2013. Une mission de l'expert technique en filières agricoles de l'AFD en mars 2014 a fourni à chaque coopérative des recommandations pour l'amélioration des plans d'affaires. Ces recommandations sont en cours de mise en œuvre pour la CEPIBA et CECAFEB, et doivent encore être internalisées par la CECAQ-11.

162. Comme pour le Suivi-Evaluation « projet », ces systèmes d'information demandent le développement de bases de données simples, adaptées et suffisamment flexibles pour pouvoir évoluer et se perfectionner « en phase » avec le rythme de « professionnalisation » de chaque coopérative. Les quelques outils disponibles actuellement ont été développés de façon ponctuelle et/ou par des appuis extérieurs alors qu'il existe dans ce domaine un véritable besoin (et donc marché) à long terme.

163. A ce stade, toutes les coopératives se sont dotées d'outils de suivi qu'elles utilisent couramment et qui leur permettent de déterminer et connaître avec plus ou moins de précision : i) la liste des membres adhérents à la coopérative ; ii) les prévisions de récolte ; iii) les flux de produit au sein des coopératives, de l'achat de la matière première à l'exportation, en passant par les différentes étapes de la transformation ; iv) la situation agronomique des parcelles ainsi que l'avancement des opérations de replantation ; v) le respect du cahier des charges bio/équitable (selon les coopératives). Les rôles de chacun dans le renseignement des différents outils (fiches) semblent clairs. Dans l'ensemble, tous les éléments sont en place pour aller vers un système de gestion pertinent, mais il manque encore une certaine structuration aux coopératives pour garantir la fluidité des transferts d'information et la production de rapports consolidés pertinents : la collecte des données est très éclatée, une partie des données seulement est saisie sous format électronique (faute de matériel informatique ou de temps), et la consolidation des données est très ponctuelle. Il faut noter par ailleurs que chaque coopérative inclut une cellule appelée « *conseil fiscal* », dont le rôle semble être d'effectuer un suivi technique et administratif du bon déroulement des activités. Aucune des coopératives ne semble être parvenue à clarifier pleinement le rôle de cette cellule et à la valoriser pleinement.

164. Au-delà du système interne de gestion des coopératives, celles-ci, à travers les contrats d'objectifs signés avec le PAPAFPA (ou à l'avenir, le PAPAC), s'engagent à fournir un ensemble de renseignements correspondant aux indicateurs de premier et deuxième niveau du SYGRI (résultats et effets). La mission a pu constater que la remontée des informations de ce point de vue laisse souvent à désirer, avec de nombreuses incohérences, liées probablement à la disparité des sources d'information.

165. Suite à ces constatations, la mission recommande la fourniture d'un appui continu à la structuration du système de gestion (« suivi-évaluation ») des coopératives, avec une première formation de la part du S&E du PAPAFPA, qui aura pour objectif de : i) clarifier le rôle d'un système de gestion et l'intérêt pour le PAPAFPA (et le PAPAC) de recevoir régulièrement des données sur les résultats et effets des interventions ; ii) de structurer les flux d'information au sein des coopératives en

clarifiant les rôles de chacun ; et iii) de fournir des outils simples pour le rapportage des indicateurs de premier et second niveau réclamés par le programme FIDA (selon le modèle ci-dessous), en demandant la fourniture de données brutes (pas de pourcentages) pour éviter les confusions.

	Objectif (chiffré)	Réalisation (chiffrée)	Commentaires et observations	Mesures éventuelles prises ou à prendre
Activité du PTBA/indicateur de deuxième niveau				

166. Enfin, la mission insiste sur la nécessité pour les coopératives d'atteindre un niveau de suivi technique professionnel (en renforçant les capacités des sociétaires-techniciens et en se dotant de matériel de formation type manuels, qui semble encore faire défaut dans la plupart des coopératives). Le PAPAC devra se doter lui aussi de personnel à même d'effectuer un suivi technique et des formations pertinents.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<u>Appui aux coopératives</u>		
- Revoir la note conceptuelle sur l'optimisation du « suivi-évaluation »/gestion par les coopératives	CSE	Juin 2014
- Organiser une première session de formation/sensibilisation sur la question du suivi-évaluation/gestion pour les coopératives	CSE, coopératives	Dès que possible mais après les élections de chaque coopérative pour éviter de former inutilement les cadres (mais avant octobre 2014)
- Fournir un appui continu au développement du système de gestion des coopératives	CSE et consultants	Suite à la formation et continu
- Structurer les flux de remontée de l'information au sein des coopératives et clarifier le rôle du conseil fiscal	Coopératives (chefs de filières/ directeur et présidents) et appui de la CSE	Suite à la formation
- Fournir aux coopératives un cadre simplifié de rapportage des informations réclamées par le système de Suivi-Evaluation	CSE	Au moment de la formation et continu

Préparation des études d'impact en vue de l'achèvement

167. En vue de l'achèvement du PAPAFPA prévu pour mars 2015, la cellule de Suivi-Evaluation du programme doit se concentrer en 2014 sur la réalisation d'une série d'études permettant de déterminer l'impact du programme et préparer l'arrivée du prochain programme. Les différentes études déjà réalisées en 2013 : i) Une situation de référence (étude d'impact socio-économique sur les ménages bénéficiaires du PAPAFPA) visant à suivre et mesurer de façon plus spécifique les bénéfices tirés par les groupes cibles de chacune des différentes filières a été réalisée (cacao bio et poivre en 2008, cacao de qualité et pêche en 2009, café en 2010) puis répétée en 2012 ; ii) l'enquête anthropométrique (SYGRI) conduite en 2008 a été répétée au début de 2013 sur le même échantillon³⁵ soit 207 ménages ; iii) une enquête sur l'amélioration des conditions de vie des femmes a aussi été menée en 2012 auprès de 89 femmes bénéficiaires du programme. Le travail de récupération effectué par l'informaticien sur les bases de données a enfin permis de récupérer les données des enquêtes sur la situation socio-économique des bénéficiaires et sur les femmes, et de produire des rapports d'enquête, qui ont été revus par la mission.

168. La cellule de Suivi-Evaluation a déjà prévu la réplication des enquêtes sur les femmes et le statut socio-économique des bénéficiaires (troisième édition), et l'étude sur les flux de caisse recommandée par la précédente supervision prendra fin en juin 2014. Une étude sur la situation d'ensemble (indicateurs de troisième niveau du SYGRI et situation socio-économique des ménages) a par ailleurs été recommandée par la précédente mission afin de faire le point sur l'impact du PAPAFPA et de tracer la situation de référence en vue du démarrage du PAPAC. Enfin, une mission de AgriSud en septembre 2013 a proposé la mise en place d'une phase pilote pour la préparation du dispositif de suivi technico-économique (situation de référence). Suivent-ici les principales remarques de la mission au sujet de ces études :

Rapport SYGRI 2013

169. Le rapport d'analyse des résultats de l'enquête du SYGRI sur les indicateurs de troisième niveau (impact) menée en 2013 a été revu par la mission. Le rapport est satisfaisant, même si la méthodologie ne respecte pas celle du SYGRI (sur recommandation de précédentes missions), du fait entre autres d'un échantillon de ménages interrogés trop restreint (207 ménages au lieu de 900, chiffre peu réaliste au vu du nombre total de bénéficiaires directs du programme), et de la répétition de l'enquête sur les mêmes ménages (conduisant inévitablement à un biais). Dans ce cadre, l'analyse du statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans donne des résultats peu convaincants, et il semble indispensable de répéter l'enquête pour obtenir des données valides.

170. Le rapport est pertinent et l'analyse met en évidence de nombreuses incohérences du SYGRI dans le contexte santoméen : ainsi, si le logiciel du SYGRI considère par exemple que le passage de sols « en bois » à des sols « en dur » (ciment) est un progrès signifiant une sortie de la pauvreté, dans le contexte santoméen, le passage de sols en dur (ciment) correspondant aux habitats communautaires (« comboios ») à des sols en bois (habitations individuelles) est signe de progrès. Les analyses du logiciel interprètent une régression du pourcentage de riches et très riches et une augmentation des pauvres et très pauvres du fait de ce manque d'adéquation du logiciel au contexte du programme. Il faut noter aussi que le logiciel du SYGRI ne permet pas une désagrégation des données collectées par filière, ce qui est dommage et aurait été très pertinent dans le contexte du PAPAFPA. La CSE a pris les mesures pour effectuer des analyses complémentaires par filière. Dans la mesure où la méthodologie de ciblage suivie pour les enquêtes ne respecte pas celle du SYGRI, et considérant cette inadéquation des paramètres de l'analyse, il faut prendre du recul lors de l'analyse des résultats (comme cela a été fait). La mission tient à signaler ces aspects en prévision de la répétition de l'enquête du SYGRI en vue de l'achèvement (en plus généralement pour toute répétition du SYGRI dans le pays à l'avenir).

³⁵ L'échantillon, représentatif en 2008, ne l'est automatiquement plus en 2013 donc les données ne sont pas utilisables de façon directe.

171. La mission insiste par ailleurs sur le fait que l'inadéquation du SYGRI au contexte santoméen mène à une impossibilité de calculer le pourcentage de personnes tirées de la pauvreté (et donc le nombre total de personnes sorties de la pauvreté par le programme). Ceci constitue une difficulté à laquelle le programme va faire face à l'achèvement, et la mission recommande aux consultants de s'y préparer et de chercher un moyen alternatif d'évaluation de ce nombre.

Etude d'impact sur la situation socio-économique des bénéficiaires

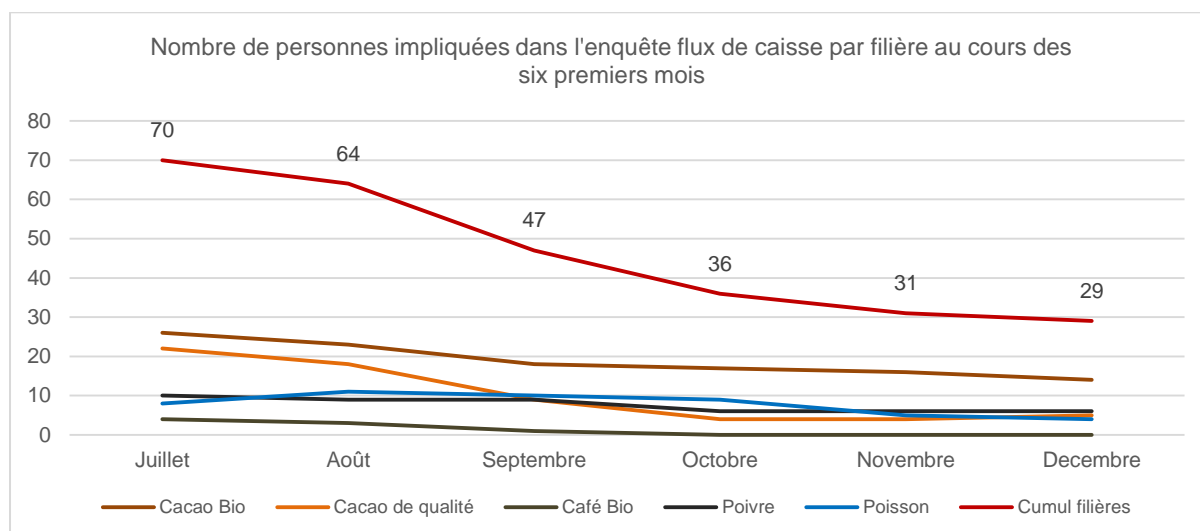
172. Comme évoqué précédemment, cette étude comprend déjà deux vagues d'enquêtes, la première réalisée en 2008-2009-2010 pour les quatre filières d'exportations du PAPAFPA, et la seconde en 2012 (sur les mêmes 207 ménages). Les problèmes liés aux bases de données ACCESS résolus récemment ont retardé la possibilité d'extraire les données et donc de préparer le rapport d'enquête. Celui-ci est à présent disponible, et une analyse approfondie des données par la mission a permis de tirer des informations intéressantes sur la structure des recettes par filière et par communauté, avec pour remarque-clé l'absence de cohérence d'ensemble au sein de chaque filière (grandes disparités entre les communautés), et la part encore limitée des cultures d'exportation dans les recettes des ménages (à confirmer notamment à travers l'enquête flux de caisse). La réalisation d'une troisième vague d'enquête est prévue pour 2014 ; la mission recommande la sélection d'un nouvel échantillon pour sa réalisation, et insiste sur l'intérêt d'analyser de façon approfondie les données sur la structure des recettes par communauté.

Etude sur le statut des femmes chefs de ménage dans la zone du programme

173. L'enquête a été réalisée auprès de 88 femmes bénéficiaires du programme au cours de l'année 2012. La révision des bases de données a permis l'analyse des résultats de l'enquête, et la production d'un rapport provisoire (mis tardivement à la disposition de la mission). Il ressort de la lecture que l'enquête est intéressante et les thématiques abordées pertinentes. La mission recommande cependant une révision du rapport pour compléter l'analyse des données encore manquantes, en intégrant une comparaison de la situation des femmes à la situation générale des bénéficiaires pour certains indicateurs (sur la base des résultats de l'enquête de 2012 sur la situation socio-économique des ménages bénéficiaires, qui aborde des thématiques communes). La seconde vague de cette enquête est à mettre en œuvre pour septembre-octobre 2014. Il est attendu que la finalisation du rapport provisoire tire les leçons de la première vague d'enquête pour la conduite de la seconde vague.

Enquête « flux de caisse »

174. En lien avec la nécessité pour les coopératives de connaître avec précision les paramètres réels de l'économie familiale de leurs membres (ou cibles) – nécessité identifiée par la précédente mission de supervision – le FIDA a recommandé à la CSE la mise en œuvre d'une enquête « flux de caisse », dans le cadre de laquelle chaque ménage ciblé est tenu d'effectuer le suivi de ses dépenses et recettes sur un cahier au cours de douze mois (période de juillet 2013 à juin 2014). L'enquête a initialement ciblé 182 ménages dans les 5 filières appuyées par le programme (89 ménages de la filière cacao bio ; 44 ménages de la filière cacao de qualité ; 12 ménages de la filière café bio ; 12 ménages de la filière poivre et 25 ménages de la filière pêche). Les cahiers ont ensuite été collectés par la CSE (après 3 mois, 6 mois et 12 mois), et les données saisies dans la base de données produite à cet effet. Il faut noter qu'une partie des cahiers n'a pas été collectée au terme du premier semestre (décembre), parce que les cahiers distribués après trois mois (plus épais) contenaient encore des pages vierges. Dès le début de l'enquête, au mois de juillet 2013, seuls 70 ménages sur 183 ciblés avaient effectué le remplissage de leur cahier. La tendance générale d'engagement des bénéficiaires ciblés de juillet à décembre 2013 est résumée dans le graphique ci-après et parle d'elle-même.



175. La CSE estime qu'il restera tout au plus 25 ménages engagés dans l'enquête au terme de celle-ci (juin 2014), avec au mieux : 12 ménages dans la filière cacao bio ; un ménage dans la filière cacao de qualité ; 7 ménages dans la filière poivre bio ; et 5 ménages dans la filière poisson.

176. Il faut conclure de ces observations que si les ménages ciblés auraient éventuellement pu bénéficier d'encadrement rapproché du programme, ce type d'enquête, long et fastidieux, semble peu adapté et doit être repensé pour le PAPAC, qui prévoit la mise en œuvre d'enquêtes de ce type sur 20 ménages chaque année. L'analyse des données recueillies permettra de conclure sur la pertinence et l'efficacité de cette enquête, qui représente un coût en temps important pour les bénéficiaires et le Suivi-Evaluation, et risque d'éloigner les bénéficiaires du programme en créant un contexte néfaste.

177. En réponse à ces difficultés, la mission recommande : i) une analyse approfondie des données disponibles, avec notamment : a) une analyse par filière sur les trois premiers mois de l'étude (avant le désengagement complet de la filière café), et b) une analyse détaillée (par mois) des flux de caisse des 25 ménages qui sont restés engagés jusqu'au bout des douze mois, à l'aide notamment des tableaux déjà préparés dans la base de données (qui semble très bien structurée) et selon la méthodologie fournie pour l'enquête ; ii) des actions de sensibilisation auprès de l'ensemble des ménages concernés par l'enquête, et ce dès la collecte des derniers cahiers, puis à la restitution des résultats, avec la proposition d'un conseil personnalisé aux 25 ménages qui sont restés engagés sur les douze mois de l'enquête ; iii) l'identification de leçons sur les difficultés rencontrées et la proposition de solutions et mesures à prendre en vue de la répétition de ce type d'enquête dans le PAPAC.

Enquête sur la situation technico-économique des exploitations (STE)

178. Toujours dans une démarche de meilleure connaissance du contexte socio-économique des ménages ciblés par le programme, et d'une meilleure compréhension des stratégies des petits agriculteurs, un dispositif de suivi technico-économique des exploitations a été recommandé au PAPAFPA, à mettre en œuvre en 2014 au plus tard. Ce dispositif, dont un modèle (questionnaires, cahiers et outil d'analyse Excel) a été fourni au PAPAFPA par Agrisud (suite à une mission ayant pour but d'adapter les outils au contexte du programme), permet un suivi continu (sur douze mois) de la conduite de leurs exploitations par les agriculteurs de São Tomé et Principe. Etant considérées les contraintes en temps et budget de la CSE à l'approche de l'achèvement, il avait été convenu qu'un autre type d'enquête : « *situation de référence* » (« one shot ») de l'enquête serait menée sur 24 exploitants seulement.

179. La mission a pu constater que le questionnaire d'enquête (correspondant à des enquêtes de 8 heures par exploitant) est très lourd et encore peu adapté au contexte de la zone. Par ailleurs, le

ciblage prévoyait de choisir pour l'enquête les ménages les plus engagés de l'enquête flux de caisse, dont la situation socio-économique est peu représentative du groupe-cible, s'agissant souvent de cadres des coopératives, etc., et qui seront probablement peu enclins à s'engager à nouveau dans un dispositif d'enquête lourd (cf questionnaire de 8 heures) après l'épreuve de l'enquête « flux de caisse ». Enfin, il est prévu que le dispositif « réel » du STE (sur douze mois) ne soit mis en œuvre qu'avec le PAPAC.

180. Dans cette mesure, la mission a recommandé la mise en œuvre d'un questionnaire pilote permettant une caractérisation simple des systèmes de cultures existant à São Tomé, sur lequel le STE futur pourra s'appuyer, aussi bien pour adapter le dispositif d'enquête que pour cibler des ménages représentatifs du contexte de la zone. Un premier questionnaire a été élaboré puis à nouveau simplifié après avoir été testé sur le terrain (il est notamment très difficile d'obtenir des données précises sur les rendements et les volumes de vente « à dire d'acteur » sur une période d'une année).

Enquête « situation de référence »

181. La dernière mission de supervision a encouragé la réalisation d'une enquête globale pour la mesure de l'impact du PAPAFPA sur ses bénéficiaires en vue de l'achèvement du programme, et qui puisse dans le même temps servir d'enquête de référence pour le PAPAC qui démarrera en 2015. Il était entendu que cette enquête regrouperait les résultats de la troisième vague de l'étude sur l'impact socio-économique sur les ménages bénéficiaires, et la mesure des indicateurs de niveau 3 du SYGRI (impact). La présente mission entérine ces recommandations, et conseille elle aussi la mise en œuvre d'une enquête globale « situation de référence », qui englobe trois questionnaires : i) le questionnaire du SYGRI ; ii) le questionnaire de l'enquête sur l'impact socio-économique ; iii) le questionnaire permettant de caractériser les principaux types de conduite d'exploitation dans la zone d'intervention du programme (pilote du STE).

182. La réalisation d'une unique enquête pour couvrir trois questionnaires permettra à la CSE des économies d'échelles non-négligeables en cette période chargée de fin de programme. La mission insiste cependant sur la nécessité absolue pour la CSE de très bien s'organiser pour la préparation de l'enquête avec : i) des questionnaires bien structurés et organisés de façon à ne pas répéter les mêmes questions (les trois enquêtes ont des thématiques communes) ; ii) la préparation au préalable des bases de données (distinctes) en adéquation avec les questionnaires ; iii) la bonne formation des enquêteurs ; iv) le suivi rapproché de l'enquête sur le terrain ; v) une attention soutenue lors de la saisie des données (risques d'oublis du fait des recouvrement des trois questionnaires).

183. Les produits attendus de ce dispositif sont les suivants : i) un rapport sur l'impact (SYGRI) plus en ligne avec la méthodologie du FIDA (échantillon aléatoire) ; ii) le rapport de troisième vague d'enquête sur la situation socio-économique des ménages (avec comparaison aux enquêtes précédentes) ; iii) la production d'un rapport identifiant les principaux types d'approches de conduite d'exploitations à São Tomé et Principe, avec des recommandations pour le STE futur. Les recommandations faites plus haut pour chacune de ces enquêtes restent valides pour l'enquête « globale ».

184. **Mise en œuvre du dispositif.** La mise en œuvre du dispositif devra respecter les contraintes de ciblage liées à sa nature (enquête de mesure d'impact ET situation de référence pour deux projets à groupes-cibles partiellement distincts) : l'échantillon sélectionné devra être représentatif à la fois des deux groupes-cibles ; être choisi aléatoirement ; et toucher une proportion de ménages non-bénéficiaires du programme en cours. Un dispositif de ciblage avec un objectif de 261 ménages enquêtés a été proposé. Concernant la période de réalisation de l'enquête, il est recommandé que celle-ci soit effectuée avant fin 2014 pour laisser le temps à la CSE de revoir les questionnaires, de saisir et analyser les données et de produire les rapports qui doivent être disponibles pour la mission d'achèvement du programme.

185. **Pour l'ensemble des enquêtes prévues**, la mission insiste sur la nécessité pour la Cellule de Suivi-Evaluation d'être proactive et de bien s'organiser dans le temps, avec la mise en place et le respect d'une feuille de route en anticipation de l'achèvement. Le calendrier va être chargé au cours des prochains mois et il est indispensable de bien s'y préparer. Dans ce sens, la mission recommande aussi à l'informaticien de bien préparer les bases de données destinées à centraliser les résultats des différentes enquêtes, en séparant notamment la base de données uniques qui rassemble les enquêtes « femmes » et « impact socio-économique » en deux bases distinctes.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etudes d'impact en vue de l'achèvement		
- Anticiper sur l'impossibilité de calculer le nombre de personnes sorties de la pauvreté sur la base du SYGRI en cherchant des outils alternatifs	Consultants	Avant la mission d'achèvement du PAPAFPA
- Enquête sur les femmes :		
- Revoir le rapport suivant les recommandations effectuées	CSE	Juin 2014
- Tirer les leçons de l'analyse du premier rapport pour la réalisation de la deuxième enquête	CSE	Juin 2014
- Répliquer l'enquête	CSE	Septembre-octobre 2014
- Enquête flux de caisse :		
- Organiser une session de sensibilisation au profit de tous les enquêtés à l'achèvement de l'enquête et suite à la production du rapport en proposant un conseil personnalisé aux bénéficiaires qui sont restés impliqués au cours des 12 mois	CSE	Juillet 2014 et après la production du rapport
- Conduire une analyse approfondie des résultats (premier trimestre pour les 5 filières et toute l'année pour les 25 enquêtés engagés sur les 12 mois)	CSE	Août 2014
- Tirer les leçons de l'expérience en vue du PAPAC	CSE	Août 2014
- Enquête « situation de référence » :		
- Préparer le dispositif d'enquête en optimisant le questionnaire pour y réunir : le questionnaire d'impact du SYGRI ; le questionnaire de l'enquête « socio-économique » ; et le questionnaire du STE	CSE	Juillet-août 2014
- Former les enquêteurs	CSE	Mi-août-septembre 2014
- Mettre en œuvre l'enquête en respectant la méthodologie de ciblage recommandée auprès de 261 ménages	CSE/enquêteurs	Mi-septembre-octobre 2014
- Revoir les questionnaires et saisir les données	CSE/opérateurs	Mi-octobre-mi-décembre 2014
- Produire les rapports d'analyse incluant : i) l'analyse d'impact sur la base du SYGRI ; ii) le troisième rapport de l'enquête socio-économique avec une analyse approfondie de la structure des recettes par filière et par communauté ; iii) un rapport sur la caractérisation des types d'exploitation et contenant des recommandations pour le STE futur	CSE	Mi-décembre-février 2015
- Préparer les bases de données en prévision des enquêtes à réaliser (notamment STE et interprétation complémentaire du SYGRI)	Informaticien	Juillet 2014
- Séparer en deux les bases de données sur l'enquête de la situation socioéconomique des bénéficiaires et sur la situation des femmes chefs de ménages	Informaticien	Juin 2014
- Valoriser la composante GEF du programme pour obtenir des données quant à l'impact environnemental du PAPAFPA	Cellule GEF/Consultants	En prévision de la production du rapport d'achèvement du programme

Approche en matière de ciblage et parité homme-femme

186. La stratégie effective du PAPAFPA en termes de genre comprend :

- Le choix d'appuyer des activités mixtes (pratiquées par des hommes et/ou des femmes) ou exclusivement féminines ;
- Une stratégie proactive (suite aux recommandations de 2009) pour accroître la proportion de femmes au sein des bénéficiaires ;

iii. La construction d'infrastructures de nature à alléger la charge de travail domestique ou productif des femmes.

187. En 2009, les femmes représentaient 26% en moyenne des bénéficiaires, soit, 38% pour la filière cacao bio, 37% pour la filière cacao de qualité, 16% pour la filière poivre/vanille, 30% pour la filière pêche, et 24% pour le FIC. On note une amélioration en 2012 avec une représentation moyenne de 33%, soit environ 50% pour le café, 40% pour la pêche et le FIC, 35% pour le cacao bio et cacao de qualité, 20% pour le poivre et seulement 10% pour les cultures alimentaires.

188. Il n'y a cependant pas réellement d'analyse des caractéristiques et conséquences en termes de genre des activités appuyées. Certaines tâches, nécessaires à l'intensification, représentent des tâches trop lourdes pour les femmes. Le manque de crèches est souvent cité par les femmes comme une contrainte majeure.

189. La typologie des planteurs en trois groupes (A, B, C) introduite par la CECAB et reprise par la CECAFEB est pertinente et fonctionnelle mais la proportion de femmes, de femmes chef de ménage et de jeunes ménages au sein de chaque catégorie n'est pas connue.

190. De façon plus générale, le PAPAFPA s'est engagé à de nombreux niveaux pour le renforcement des capacités des femmes et leur autonomisation à São Tomé. Cela se traduit notamment par la présence de femmes à des postes de responsabilités dans les coopératives bénéficiaires ; la création de plusieurs associations de femmes dynamiques dans le cadre du programme (groupe vendeuses de café sur le marché local intégré à la CECAFEB, groupe de formatrices de poivre, et association de femmes intégrée à la FENAPA). Le succès du ciblage des femmes par le programme a valu au PAPAFPA d'être nommé comme second meilleur portefeuille pour le ciblage lors du forum de la division Afrique de l'Ouest du FIDA à Kinshasa en mai 2014. Il faut rappeler enfin que le PAPAFPA et l'un des rares projets de la division Afrique de l'Ouest (WCA) du FIDA à avoir une femme comme coordinatrice.

191. Dans le cadre de l'évolution du portefeuille avec le futur projet PAPAC prévu pour 2015, l'accent mis sur les femmes et les jeunes sera encore renforcé, avec des taux de participation visés augmentés. Il faut noter que si de nombreuses femmes bénéficient du PAPAFPA, les jeunes demeurent peu inclus dans le programme.

Lutte contre la pauvreté

192. Les différentes enquêtes sur les conditions de vies des bénéficiaires révèlent une amélioration de l'ensemble des critères traduisant une amélioration des conditions de subsistance, avec : une augmentation des biens des ménages (18% des ménages possèdent un réfrigérateur en 2013 contre 13% en 2008 ; 59% possèdent une télévision en 2013 contre 51% en 2008) ; une amélioration de l'accès aux services de base (assainissement : 72% de ménages possédant des toilettes en 2013, contre 65% en 2008, avec 51% possédant des latrines sèches améliorées en 2013 (plus salubres) contre 35% en 2008 ; eau potable : 83% en 2013 contre 80% en 2008, avec 15% de personnes interrogées ayant leur foyer relié directement au réseau en 2013 contre 0% en 2008 ; électricité : 49% en 2013 contre 36% en 2008, système bancaire) ; une amélioration de la sécurité alimentaire (en 2013 7% des répondants ont déclaré avoir vécu une seule saison de disette, alors que tous les ménages affirmaient avoir vécu une seule saison de disette en 2008 ; seul 3% de la population enquêtée a connu une seconde saison de disette en 2013, contre 18% en 2008 – les durées moyennes des périodes de disette se sont aussi considérablement réduites avec la première saison de disette de 1,8 mois et la seconde de 1,9 mois en 2013 contre 3,9 et 2,7 mois respectivement en 2008) et des sources de revenus (en 2012, la valorisation du jour de travail était estimée, pour les membres les plus investis de la CECAB à 13,5 \$EU par jour contre 3,9 \$EU par jour pour ceux qui se limitaient à la cueillette (hors PAPAFPA) contre un coût de marché de la main d'œuvre agricole de l'ordre de 2 \$EU/j). Il faut noter que les études ne permettent pas de conclure quant à l'amélioration

de la situation nutritionnelle, et que l'on observe une régression des couches plus âgées de la population en termes d'alphabétisation (analphabétisme de retour).

Innovation et apprentissage

193. Le PAPAFPA est un programme innovant, qui est parvenu à développer avec succès plusieurs filières d'exportation appuyées par des partenariats publics-privés (PPP) dynamiques. Il faut que cette expérience, encore rare au FIDA, soit capitalisée avec l'achèvement du programme. La mission recommande la production de documents de capitalisation/communication succincts sur chacune des filières d'exportation (cacao bio ; cacao de qualité ; café bio et poivre bio), présentant les forces et faiblesses de chacune des coopératives, leur mode de fonctionnement, la question de la négociation avec l'acheteur, et tirant les leçons de chaque expérience.

194. En termes de thématique riche en leçons apprises, il faudra analyser de façon approfondie l'expérience de la pêche avant l'achèvement du programme, avec une analyse coûts-bénéfices de l'intervention du FIDA, et une évaluation de l'impact sur les bénéficiaires. En effet, cette filière a bénéficié de l'appui continu du PAPAFPA, à tous les niveaux, pendant les douze ans de sa mise en œuvre. Le programme jouit donc d'une connaissance solide du domaine de la pêche à São Tomé et Principe, de ses besoins, et de ses problématiques. Il est indispensable, notamment dans la mesure où le PAPAC ne poursuivra pas avec cette filière, que le PAPAFPA capitalise et valorise son expérience au profit d'éventuelles interventions futures dans ce domaine à São Tomé et Principe.

195. Enfin, comme cela a été recommandé pour la filière pêche, il serait intéressant de donner la visibilité qu'ils méritent aux « bons exemples » d'agriculteurs, de pépiniéristes et de membres modèles (en production, plantation et qualité), avec leur mise en valeur par le PAPAFPA et/ou la coopérative concernée.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Capitalisation et gestion des savoirs		
- Produire des documents de capitalisation sur l'expérience de l'appui au développement de filières d'exportation	Consultant	Avant la clôture du PAPAFPA
- Conduire une analyse coût-bénéfice des appuis du programme à la filière pêche et tirer les leçons de cette expérience	Consultant expert en ressources halieutiques	Avant fin 2014
- Valoriser les « bons exemples » de bénéficiaires	PAPAFPA/coopératives	Immédiat et continu

E. Aspects fiduciaires

196. Contrairement à la tendance de ces dernières années, la mission note qu'en 2013-2014, l'équipe administrative et financière a non seulement échoué à améliorer sa gestion administrative et financière, mais a aussi régressé sur certains points. La qualité de certaines tâches qui devraient être routinières a légèrement diminué. La gestion n'a pas encore atteint les objectifs d'efficacité et d'efficience prévus en 2013. De manière générale, la gestion est évaluée modérément satisfaisante. Il faut mentionner, cependant, l'augmentation de la charge de travail par l'ajout de deux dons (OFID et GEF).

Gestion financière

197. **Système de contrôle interne.** Dans la composition de l'organigramme, il n'y a pas de variation significative, sauf l'ajout d'un poste de comptable pour la gestion du don GEF (vacant au moment de la mission) et le poste de comptable de l'AFD qui est vacant au moment de la mission. Le travail d'équipe de l'unité administrative reste encore un défi à poursuivre. Le système de contrôle des dépenses demeure efficace et robuste bien que la simplification du système de comptabilité demeure un objectif encore lointain, d'autant plus que la formation sur le logiciel TOMPRO prévue pour 2013 n'a pas été réalisée.

198. **Suivi budgétaire.** Le suivi du budget reste l'un des points faibles concernant les difficultés déjà identifiées lors des missions précédentes (manque d'une collaboration au sein des unités techniques et des unités de gestion ; les retards dans la mise à jour de la comptabilité sur TOMPRO ; l'absence d'une analyse croisée des résultats physiques et financiers qui impliquent l'absence d'une réflexion sur les leçons apprises au sujet des aspects financiers). Les retards dans la saisie de la comptabilité dans le logiciel TOMPRO, entre autres, contraignent à préparer les rapports du programme sur la base de la comptabilité de caisse et de banque réalisée au format Excel. Une pratique, qui reste exposée à un risque d'erreurs, en particulier dans la phase de consolidation des données.

199. **Gestion financière des opérateurs/coopératives.** L'attention accordée à la formation des coopératives en matière administrative-comptable devra être de plus en plus forte à partir de cette phase. La mission a rencontré le personnel administratif et comptable des quatre coopératives (CECAFEB, CECAQ-11, CEPIBA et CECAB), en particulier dans le but de faire l'état des lieux de la situation actuelle, et d'évaluer les besoins en termes de compétences à renforcer et de formation à réaliser. Dans cette perspective, la mission note que la situation des quatre coopératives est presque la même, même si une attention particulière devrait être accordée à la formation de la CEPIBA qui représente la coopérative avec les plus grandes difficultés.

200. Les mécanismes de contrôle des flux au cours des différentes phases de la transformation des produits d'exportation, ainsi que le suivi des stocks des entrepôts sont modérément satisfaisants. Les quatre coopératives gèrent leurs comptabilités sur Excel, avec un journal de caisse et de banque mélangés et avec une identification budgétaire des dépenses (bien que les lignes budgétaires ne soient pas alignées sur celles du PAPAFPA). Il faut encore améliorer : les systèmes d'archivage de la documentation ; la mise à jour régulière de la comptabilité ; la réconciliation de banque et caisse ; la gestion séparée des comptes bancaires, ainsi que la comptabilisation séparée de la trésorerie et des comptes bancaires ; la mise à jour de l'inventaire et la codification de tous les biens de la coopérative avec l'identification de leur bailleur respectif.

201. La mission constate la nécessité de renforcer la capacité de gestion administrative et financière des quatre coopératives, dans la mesure où ces aspects de gestion constituent une activité nouvelle pour les coopératives.

202. Le RAF est en train de finaliser l'élaboration d'un manuel afin de fournir aux coopératives un outil pour appuyer leur travail. Les améliorations à apporter au manuel ont été discutées au cours de la mission. La mission encourage ces contributions afin d'améliorer la gestion des coopératives et suggère que ce manuel soit expliqué aux coopératives. La mission a aussi discuté de la possibilité d'organiser une formation pour les coopératives sur la gestion financière et administrative. La formation sera réalisée en deux étapes : i) avec une session en classe de 7 à 10 jours ; puis ii) à travers l'appui par un comptable chargé de l'accompagnement régulier des coopératives. *La mission recommande que cette formation des coopératives en comptabilité et administration soit initiée dès que possible.*

203. Une attention particulière doit être accordée à l'identification claire des rôles et responsabilités au sein de chaque coopérative. En particulier, dans la CECAFEB et la CEPIBA les rôles de comptable, trésorier, responsable administratif et financier sont tous attribués au gestionnaire, créant ainsi une charge de travail excessive pour cette seule personne, mais exposant aussi la gestion à un risque lié au manque de contrôle interne. Le rôle de chaque coopérative sera aussi de veiller à ce que son équipe soit en position de pouvoir travailler correctement, et en leur fournissant les outils nécessaires (prévoir au moins un ordinateur est un point de départ fondamental). *La mission recommande que chaque coopérative, en concertation avec le PAPAFPA et les responsables de filière concernés, identifie des solutions à ces défis internes.*

204. Les coopératives ont connu de graves problèmes de liquidités, principalement en raison du retard du mécanisme de paiement utilisé par le FIDA pour avancer l'argent sur les contrats d'objectifs

(la CECAFEB n'a pas encore reçu le paiement au moment de la mission). *La mission exhorte le FIDA à s'assurer que les paiements des DRF / DPD soient effectués sans délais.*

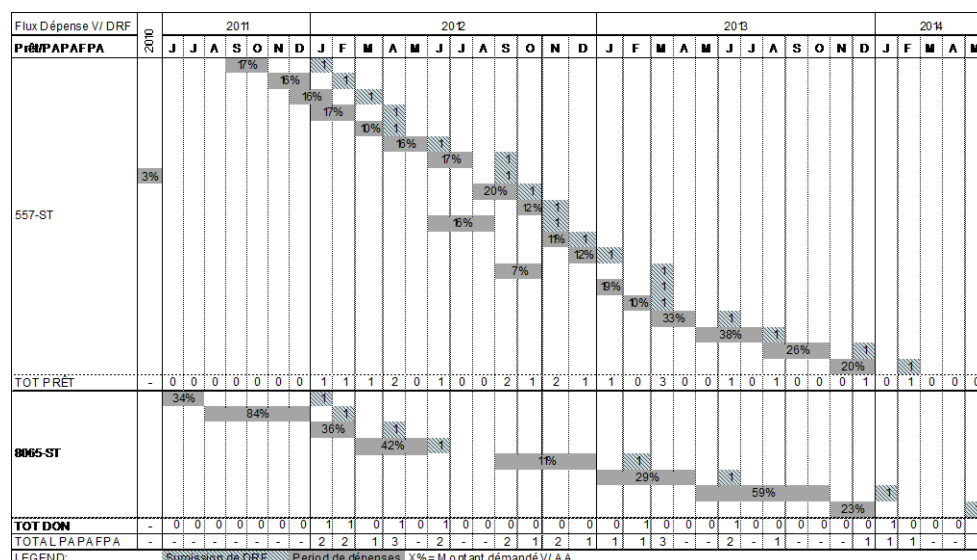
205. Système comptable. La tenue de la comptabilité demeure l'une des principales questions à améliorer, du point de vue des retards considérables dans sa mise à jour, et de la charge de travail excessive causée par le double système de la comptabilité suivie à la fois sur Excel et TOMPRO. Il n'y a pas d'amélioration constatée dans l'utilisation de TOMPRO, principalement parce que la formation prévue pour 2013, n'a pas été réalisée. *La mission recommande donc, une fois de plus, que la formation avancée sur l'exploitation du logiciel TOMPRO soit réalisée dès que possible et au plus tard durant troisième trimestre 2014.* Le suivi de caisse et banque sur Excel est à jour, mais sur TOMPRO la mise à jour n'allait que jusqu'au 31/12/2013 au moment de la mission. *La mission recommande que l'équipe face un effort pour surmonter les retards dans la comptabilité sur TOMPRO, compte tenu notamment de l'approche de la clôture du programme.*

206. Inventaire. Aucune amélioration particulière n'a été faite dans la tenue de l'inventaire des biens. Les biens sont tous saisis dans le TOMPRO et une vérification des biens présents au niveau de l'UCP a été faite. Il reste cependant à procéder à une vérification complète et à la codification de tous les biens tant au niveau de l'UCP que des différents filières/coopératives. *La mission recommande que cette tâche soit finalisée en 2014 afin que la situation soit claire en phase de clôture du programme.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Gestion financière		
<i>Gestion des coopératives</i>		
- Réaliser la formation en comptabilité et administration pour les coopératives	RAF/ Comptable/ Coopérative	Août 2014
- Identifier le comptable qui s'occupera de l'appui aux coopératives	Coordonnateur/ RAF/ Responsable des filières	Août 2014
- Identifier les rôles et responsabilités au niveau des coopératives	CECAFEB/ CEPIBA/ UCP/ Responsable des filières	Août 2014
- Accélérer le traitement des DRF/ DPD	FIDA (CFS)	Permanent
<i>Système comptable</i>		
- Réaliser la formation sur le logiciel TOMPRO	RAF/ Comptables	Septembre 2014
- Mettre à jour la comptabilité sur TOMPRO	RAF/ Comptables	Permanent
<i>Inventaire</i>		
- Finaliser l'inventaire, la vérification physique et la codification de tous les biens du programme	Coordonnateur/ RAF/ Comptables/ Partenaires	Décembre 2014

Décaissements

207. La soumission de DRF (hors DPD) a connu un léger ralentissement, notamment en raison du dernier amendement de la lettre à l'emprunteur du 13/03/13, qui établit le montant minimum de 300 000 \$EU pour l'envoi des DRF. Par conséquent, le programme est passé pour le prêt d'une tendance d'une DRF par mois jusqu'aux premiers mois de 2013, à une DRF par trimestre. Pour la même raison le montant moyen des DRF a presque doublé, passant de 131 000 \$EU à 240 000 \$EU pour chaque DRF. L'utilisation du don continue d'être lente. Aucune DRF a été envoyé sous les dons GEF et OFID.



208. **Décaissement du prêt et don du FIDA.** En mai 2014 le montant décaissé était de 7,48 millions de DTS (hors dépôt initial), ce qui correspond à un taux de décaissement de 94% (Tableaux 5C en annexe). En incluant le montant des DRF en cours de préparation et le compte spécial, le montant décaissé correspond à 7,58 millions de \$EU, soit 98,9%. *Compte tenu ces bons résultats de décaissement, la mission recommande que le programme surveille attentivement le solde disponible du prêt, en phase de dépense et pendant la préparation des DRF.* Le décaissement du don est de 0,98 millions de \$EU, soit 49% du montant alloué. En comprenant les DRF en cour de traitement et préparation ainsi que le dépôt initial, le montant déboursé s'élève à 1,37 millions de \$EU, soit 69%.

209. **Exécution catégorielle du prêt et don du FIDA.** Les catégories 23, 24 et 25 du prêt ont dépassé le taux de 100% de décaissement (112%, 114% et 124% respectivement). Les dépenses au titre de ces catégories devront donc être nécessairement décaissées en vertu de la provision du don. Une situation inverse se présente pour le don, où l'utilisation des catégories 22 et 25 a atteint à un taux d'utilisation de 144% et 105% respectivement (compte tenu des DRF en cours de traitement et préparation), et presque aucune utilisation dans les autres catégories. *La mission recommande donc que le programme soit prudent dans la préparation des DRF en ce qui concerne l'utilisation des catégories du prêt et du don.*

210. **Décaissement du don GEF et OFID.** Aucune DRF n'a été soumise pour le don du GEF et le don OFID. La présentation tardive de DRF pour le GEF est due à un malentendu concernant le mécanisme de fonctionnement du fonds de roulement mis à disposition pour ce don. Les taux décaissés pour ces deux dons sont de 6% pour le GEF et 80% pour l'OFID.

211. **Recouvrement du compte spécial du prêt.** Le programme a effectué une révision du plan de recouvrement de l'avance initiale, qui a été partagé aussi avec le bureau du FIDA à Rome. Sur la base de ce nouveau plan, on constate qu'il est très probable que le solde disponible du prêt ne sera pas en mesure de couvrir la totalité des prévisions budgétaires pour 2014. De plus en plus, il faudra donc utiliser les prévisions du don. Afin d'assurer que le compte spécial soit entièrement récupéré à la clôture du programme, le pourcentage de recouvrement restera à hauteur de 40% pour la prochaine DRF et devra être augmenté à 50%, puis passer à des pourcentages croissants à l'approche du plein décaissement du prêt. *La mission recommande que l'UCP s'assure que le recouvrement en cours ne crée pas de problèmes de liquidité, et de mettre en place en système de suivi de la trésorerie sur une base mensuelle.*

DRF /Bénéficiaire	Montants DRF	Montant récupéré	Solde à récupérer	%	Remarque	Solde du prêt*
Allocation Initial à récupéré au 19/03/2013			1,000,000			
DRF No. 123	73,667.18	44,200.31	955,800	60%	Déjà retenu	
DRF No. 124	187,557.08	112,534.25	843,265	60%	Déjà retenu	
DRF No. 125	102,303.40	61,382.04	781,883	60%	Déjà retenu	
DRF No. 127	327,124.28	98,137.28	683,746	30%	Déjà retenu	
DRF No. 128	382,493.55	114,748.07	568,998	30%	Déjà retenu	
DRF No. 129	255,458.03	102,183.21	466,815	40%	Déjà retenu	
DRF No. 130	196,022.97	78,409.19	388,406	40%	Déjà retenu	724,904.89
DRF 1er trim. 2014	193,997.49	77,599.00	310,807	40%	mai-14	530,907.40
DRF 2ème trim. 2014	218,127.02	109,063.51	201,743	50%	juillet-14	312,780.37
DRF 3ème trim. 2014	179,953.86	89,976.93	111,766	50%	dec-14	132,826.51
Engagement	113,515.08	107,839.33	3,927	95%	mar-15	19,311.43
DRF 4ème trim. 2014	19,311.43	3,926.89	0.00	20%	juin-15	-
Total Récupération	2,249,531.38	1,000,000.00	0.00			

212. Réconciliation des comptes du prêt. La mission a identifié des différences dans les montants décaissés par le programme dans les catégories 21, 22, 23 et 27 du prêt dans la comptabilité sur Excel par rapport aux données du FIDA. La mission a donc entrepris un rapprochement de ces données sur Excel et a constaté qu'il existe des différences dans le traitement de certaines dépenses par le FIDA, qui n'ont jamais été communiquées au programme et aussi entre certaines DRF que le programme a comptabilisées comme étant du deuxième cycle, mais que le FIDA a comptabilisées dans le troisième cycle. En phase de préparation de l'annexe 3B, la mission a constaté des incohérences des données en TOMPRO. La mission n'a pas été en mesure de vérifier le rapprochement des comptes sur TOMPRO avec les comptes du FIDA, parce que TOMPRO n'est pas à jour. Le programme a lancé une nouvelle vérification de toutes les données sur TOMPRO afin de confirmer leur correspondance avec les données du FIDA. *La mission recommande que ce rapprochement des comptes soit fait immédiatement et que par ailleurs le rapprochement soit fait sur une base mensuelle, ou dès que les rapports du FIDA sont reçus par le programme.*

Catégorie	PAPAFPA	FIDA	Différence	II cycle	Papafpa révisé	Différence	Explication
XXI - Vehicules	259,197.52	260,301	- 1,104		259,197.52	1,103.86	DRF 77 et 79 (15 moto, payé par l'UCP moins DTD 1,103.86 et déduit dans la cat 21/ mais le FIDA a déduit la cat 22)
XXII - Equipements	1,008,287.09	1,063,011	- 54,723	55,827.34	1,064,114.42	- 1,103.85	
XXIII - Formation & Etudes	339,253.49	348,367	- 9,114	11,531.49	350,784.98	- 2,417.65	DRF 72 (Fida a payé la cat 27 mais l'UCP a chargé cat 23)
XXIV - Assistance technique	233,635.89	255,640	- 22,004	22,003.92	255,639.81	0.00	
XXV - Contrats de service	547,190.96	547,191	0	-	547,190.96	- 0.01	
XXVI - Coûts de fonctionnement	697,500.68	717,941	- 20,440	20,440.12	717,940.79	- 0.04	
XXVII - Personnel	1,153,241.26	1,173,073	- 19,832	17,414.17	1,170,655.43	2,417.65	
XXVIII - FIC	85,591.82	186,345	- 100,753	100,752.79	186,344.61	- 0.00	
TOTAL	4,323,899	4,551,868	- 227,970	227,969.82	4,551,868.52	- 0.04	

213. Compte spécial du prêt et don FIDA. Au 30/04/14 la situation des comptes spéciaux (en USD) pour le prêt et le don est la suivante :

Pret 557-ST	
Dépôt initial compte spécial (A)	1,000,000
Récouvrement jusqu'au 30/04/14	611,594
Solde du montant avancé au 30/04/14	388,406
Solde du compte spécial au 30/04/14	135,418.55
Solde du compte opérations au 30/04/14	13,147.94
Solde caisse au 30/04/14	86.75
DRF en cours de préparation (131)	193,997.49
DRF pas encore créditées	-
Dépenses non encore demandées en remboursement	-
Intérêts crédités	-
Sous Total (B)	342,650.73
Discordance (A)-(B)*	45,754.99

*Explication de l'écart : - USD 45,754.50 à rembourser par les partenaires

Don 8065-ST	
Dépôt initial compte spécial (A)	370,000
Solde du compte spécial au 30/04/14	61,905.46
Solde du compte opérations au 30/04/14	57,575.98
Solde caisse au 30/04/14	965.31
DRF en cours de préparation	-
DRF pas encore créditées (18)	83,545.64
Dépenses non encore demandées en remboursement	161,039.01
Intérêts crédités	-
Sous Total (B)	365,031.40
Discordance (A)-(B)*	4,968.60

* Explication de l'écart : 33 USD non reçu sur la DRF6; 1,462 avancé au prêt et USD 3,474 à rembourser par ZATona

214. Une grande partie des écarts constatés dans les deux comptes spéciaux sont dus aux sommes avancées aux différents partenaires de programme, et qui n'ont pas encore été remboursées. Plus précisément pour le prêt, l'écart est constitué de : \$EU 40,34 à rembourser par ADAPA ; \$EU 564,01 par Qua Téla ; \$EU 165,86 par Micondo ; \$EU 17 921,07 par FENAPA ; \$ EU 25 095,77 par ZATONA

et \$EU 1 965,78 par MARAPA. Pour le don \$EU 3 474 sont à rembourser par ZATONA. *La mission recommande que ces sommes soient remboursées par les partenaires dès que possible et au plus tard avant la fin de 2014.*

215. La mission note une erreur de comptabilisation à la fois dans le journal de caisse Excel et dans le logiciel TOMPRO, relativement aux frais bancaires, de \$EU 2 962,78 (Dépense No. BAF 96/12 du prêt), ce qui crée un déséquilibre dans le solde des différents systèmes de comptabilité. *La mission recommande que les systèmes de comptabilité soient ajustés et uniformisés.*

216. **Compte spécial du don GEF.** Au 30/04/14 la situation du compte spécial (en USD) pour le don est la suivante :

Don GEF-FSP-29-ST	
Dépôt initial compte spécial (A)	152,785
Solde du compte spécial au 30/04/14	11,797.01
Solde du compte opérations au 30/04/14	3,375.40
Solde caisse au 30/04/14	211.85
DRF en cours de préparation (2)	83,904.18
DRF pas encore créditées	-
Dépenses non encore demandées en remboursement	53,438.75
Intérêts crédités	-
Sous Total (B)	152,727
Discordance (A)-(B)*	57.71

* Explication de l'écart : -Frais bancaires déduit avec la 1^{er} DRF 32.56\$

217. **Traitement des DRF.** La mission recommande à nouveau que la fonctionnalité de TOMPRO pour la préparation des DRF soit utilisée afin de faciliter la préparation des DRF mais aussi afin de diminuer la quantité de travail prise en charge par le trésorier.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Décaissements		
- Surveiller le solde disponible du prêt dès que les DRF sont envoyées au FIDA	RAF/ Comptable	Immédiat
- Surveiller l'utilisation des catégories du prêt et don au moment de la dépense	RAF/ Comptable	Permanent
- Assurer le plein recouvrement du compte spécial du prêt	Coordonnateur/ RAF/ Comptables	Septembre 2015
- Mettre en place un système de suivi de la trésorerie sur base mensuelle	RAF/ Trésorier	Immédiat
- Finaliser le rapprochement de les données de TOMPRO avec les données du FIDA	RAF/ Comptables	Immédiat
- Faire mensuellement un rapprochement des comptes avec le FIDA	RAF/ Comptables/ Trésorier	Immédiat
- Rembourser les montants avancés par le PAPAFPA	ADAPA/ Qua Téla/ Micondo/ FENAPA/ZATONA / MARAPA	Décembre 2014
- Régulariser la comptabilisation de la dépense No. BAF 96/12	RAF/ Comptable	Juin 2014

Fonds de contrepartie

218. Bien que le programme ait envoyé sa demande pour le versement de la contribution du Gouvernement, cette contribution n'a été versée ni en 2013, ni en 2014. Jusqu'en avril 2014, les dépenses de 2013 et 2014 qui devaient être prises en charge par le Gouvernement ont été préfinancées par le compte des bénéficiaires. *La mission suggère que le programme continue à solliciter le paiement de cette contribution par le Gouvernement.*

Période	Demandé	Reçu	Différence
2003	400,000,000	100,000,000	300,000,000
2004	400,000,000	50,000,000	350,000,000
2005	201,703,605	150,000,000	51,703,605
2006	223,871,120	255,000,000	- 31,128,880
2007	966,944,575	-	966,944,575
2008	400,000,000	200,000,000	200,000,000
2009	400,000,000	358,620,000	41,380,000
2010	2,000,000,000	-	2,000,000,000
2011	994,000,000	750,000,000	244,000,000
2012	890,000,000	500,000,000	390,000,000
2013	4,049,109,000	-	4,049,109,000
2014	2,356,000,000	-	2,356,000,000
TOTAL STD	13,281,628,300	2,363,620,000	10,918,008,300
TOTAL \$EU	780,632	156,210	624,422

Période	Reçu	Dépensé	%
2003	10,772	4,876	45%
2004	5,016	6,600	132%
2005	13,128	13,988	107%
2006	20,158	11,137	55%
2007	-	8,728	
2008	13,759	8,736	63%
2009	22,720	20,761	91%
2010	-	7,665	
2011	44,034	3,892	9%
2012	26,623	39,827	150%
2013	-	20,521	
2014	-	611	
TOTAL	\$ 156,210	\$ 147,342	94%

Fonds de contrepartie	STD
Caisse réconcilié	4,699,051.00
Solde banque	1,974,843.73
Chèques non payés	-
Dépense pas comptabilisées	-
Solde réconcilié	1,974,843.73

219. *La mission invite le Gouvernement à respecter ses engagements en termes de contrepartie et à régulariser la contribution de 2013 et 2014, dès que possible et au plus tard au cours du troisième trimestre du 2014.* La mission souligne que dans le cas où « les fonds de contrepartie ne sont pas disponibles dans des conditions satisfaisantes pour le Fonds », le FIDA peut suspendre le prêt et donc le droit pour le programme de solliciter des retraits du compte du prêt (Art. VI de l'Accord de prêt et Section 12.01 des Conditions Générales du FIDA).

220. **Contribution des bénéficiaires.** Les contributions des bénéficiaires sur les interventions du FIC sont versées sur un compte bancaire géré par l'UCP. Au 30/04/2014 le solde de ces contributions est de STD 93 780 000 (environ \$EU 5 000). Ces fonds devront être utilisés sur la base des lignes directrices de la mission. La même situation a été constatée pour la contribution des pêcheurs à l'achat de Praos, qui est déposée dans un compte géré par MARAPA et l'UCP. Le total de cette contribution est de STD 874 386 000. Au 27/05/2014 le solde de ce compte est STD 778 543 000 (environ \$EU 42 000). La différence entre le total de la contribution et le solde de banque est représentée par des dépenses qui ont été avancées par ce compte pour la réparation de six moteurs et d'autres sommes dont MARAPA doit encore expliciter l'utilisation. *La mission recommande que la différence entre le total de la contribution et le solde du compte bancaire soit clarifiée.*

221. **Fonds de roulement.** À différentes étapes, la PAPAFPA a avancé aux différentes coopératives des fonds pour la gestion de leurs activités. Ces fonds de roulement doivent encore être totalement remboursés au PAPAFPA. Chaque partenaire/coopérative n'a remboursé que partiellement les sommes avancées. La situation est résumée ci-dessous. *La mission recommande que l'UCP s'assure que ces soldes soient remboursés avant la fin du programme et invite les coopératives à régler leur position.*

Coopérative	Montant avancé	Remboursé	Solde
Copa fresco	\$ 1,040	\$ -	\$ 1,040
Cecab	STD 203,758,230	STD 183,734,678	STD 20,023,552
Cepiba	STD 375,272,993	STD 142,603,737	STD 232,669,256
Cecafab	STD 182,000,000	STD 25,500,000	STD 156,500,000
Fenapa	\$ 15,000	\$ 5,295	\$ 9,705
Cecaq-11	\$ 20,000	\$ -	\$ 20,000

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Fonds de contrepartie		
- Solliciter le paiement de la contribution du Gouvernement	Coordonnateur/ RAF	Juillet 2014
- Respecter les engagements en termes de contrepartie et régulariser la contribution de 2013 et 2014	Gouvernement	Septembre 2014
- Clarifier la différence entre la contribution des bénéficiaires de MARAPA et le solde du compte bancaire correspondant	MARAPA/RAF/Comptables	Juin 2014
- Rembourser le solde pour chaque fonds d'appui	COPA FRESCO/ CECAB/ CEPIBA/ CECAFEB/ FENAPA/ CEQAQ-11/ UCP	Décembre 2014

Respect des accords de prêt

222. **Etats financiers.** Les états financiers de 2012 ont été envoyés à temps au FIDA, tandis que ceux des comptes de 2013 n'ont pas encore été présentés en raison du retard dans la mise à jour de la comptabilité sur TOMPRO.

223. **Etats certifiés des dépenses.** La mission a révisé comme échantillon toutes les ECD des DRF 128 et 129 du prêt (toutes les dépenses de caisse et banque pour la période de mai à octobre 2013) et les DRF 11, 12 et 18 du don FIDA (toutes les dépenses de caisse et banque pour la période de janvier à avril et de novembre à décembre 2013). L'examen n'a montré aucun problème spécifique concernant les dépenses revues : toutes les pièces justificatives étaient correctement jointes à chaque paiement et correctement prises en compte ; les dépenses concernaient le programme et avaient été prévues dans le budget annuel, et elles étaient correctement imputées dans les catégories correspondantes. Néanmoins, les domaines suivants nécessitent une plus grande attention de la part de l'équipe de gestion financière de projet, qui doivent : i) s'assurer que tous les documents attachés au paiement soient cohérents, en particulier, du point de vue de la distribution de plants aux bénéficiaires, s'assurer que la quantité effectivement distribuée corresponde à la quantité payée ; ii) vérifier que le suivi de contrat soit toujours attaché aux pièces justificatives, même dans les cas où les contrats sont signés par les partenaires ; iii) lorsque c'est nécessaire, s'assurer que la copie des factures pro-forma soient attachée aux paiements ; iv) s'assurer que la réception des travaux spécifie si les travaux sont reçus sur une base provisoire ou finale ; v) continuellement vérifier que la saisie faite sur TOMPRO et Excel corresponde, et s'assurer que les deux soient toujours réconciliées avec les comptes du FIDA ; vi) lorsque cela est nécessaire, s'assurer que la copie de la Non-Objection du FIDA soit attachée aux paiements. *La mission décourage la poursuite de la pratique de l'échange de fonds entre le prêt et le don et recommande que chaque dépense soit identifiée et payée en vertu de la source de financement appropriée.*

224. **PTBA 2013-2014.** La mission constate encore une fois que le PTBA continue de comporter de nombreuses erreurs de calcul dans les différents tableaux joints. *La mission recommande que l'UCP s'assure que chaque tableau présenté par les filières soit vérifié et corrigé, et que la consolidation des données soit faite sur la base des calculs ajustés.*

225. A la fin de 2013, le budget a été exécuté à seulement à 61% de sa dotation totale. Les pourcentages de réalisation les plus élevés sont ceux du FIC à 87% et de la filière cacao-bio (73%), tandis que les taux de réalisations les plus bas sont représentés par la filière de diversification alimentaire et la filière pêche. Pour 2014, les données au 30 avril montrent un taux d'environ 22% de mise en œuvre. MARAPA présente le taux le plus élevé avec 29% d'exécution ainsi que la filière du cacao-bio avec 26% d'exécution. Les résultats continuent à montrer la tendance du PAPAFPA à une planification plutôt trop généreuse (surestimation du budget).

Filière	Budget	Dépenses		Budget	Dépenses	
	2013**	2013		2014	2014***	
Cacao-bio / CECAB	262,156	191,113	73%	86,500	22,265	26%
Cacao de qualité / CECAQ 11	295,034	139,658	47%	297,663	37,977	13%
Poivre - Épices - vanille / CEPIBA	418,221	224,005	54%	185,879	46,086	25%
Café / CECAFEB	714,664	252,325	35%	433,283	60,086	14%
Pêche / MARAPA	262,764	124,534	47%	119,668	34,469	29%
F. infrast. Communaut.*	431,010	374,357	87%		1,412	
Diversif. cultura alim.	140,572	49,447	35%	47,522	10,891	23%
Gestion du FIC	141,506	103,529	73%	102,265	43,574	43%
UCP	554,858	486,473	88%	228,526	74,136	32%
S&E	62,085	46,811	75%	70,431	15,262	22%
Fenapa	42,693	24,550	58%	27,149	8,881	33%
Total	3,325,562	2,016,802	61%	1,598,886	355,037	22%

*Le budget du FIC de 2014 a été inclus dans les lignes budgétaires de les différents filières

**Données du Tompro. Les montants indiqués dans le PTBA ont été vérifiés et corrigés (les tables d'allocation avaient nombreuses erreurs).

***La comptabilité en Tompro est mise à jour au 31/12/13. Les données du 2014 sont tirées par le Journal de caisse/banque en Excel.

226. La qualité des rapports d'exécution financière s'est légèrement améliorée, mais en raison du retard systématique de la mise à jour de TOMPRO, ils continuent à être préparés sur la base de données provenant d'Excel. Le système d'analyse des données budgétaires ne s'est pas amélioré : le programme n'a pas encore mis au point un système pour l'échange et l'analyse de données entre les filières et les unités de gestion (UCP et S&E). *La mission renforce la recommandation de la revue à mi-parcours qu'une procédure de transmission mensuelle systématique par le RAF des données d'exécution budgétaire au coordonnateur, au responsable de S&E et aux responsables techniques soit mise en place.*

227. En vue de l'achèvement et étant considéré le montant restreint des fonds encore disponible, le programme devra chercher à élaborer un plan d'utilisation des ressources restantes, à mettre en lien avec l'exécution du PTBA 2014/2015.

228. **PTBA du don GEF.** L'exécution du budget du don GEF est d'environ 55% des prévisions annuelles pour 2013, tandis que le pourcentage d'achèvement de 2014 reste particulièrement faible à la fin avril, atteignant un taux de dépense de 4% des prévisions annuelles.

Composante	Budget	Dépensé	%	Budget	Dépensé	%
	2013	2013	2013	2014	2014	2014
Comp. A: Appui institutionnel pour l'intégration de la biodiversité	30,607	9,824	0.32098	149,350	8,807	0.05897
Comp. B: Gestion intégrée des Ecosystèmes à la conservation de la biodiversité	62,702	-	0%	1,185,000	28,107	2%
Comp. C: Suivi et Evaluation	14,304	3,445	24%	91,400	2,780	3%
Comp. D: Gestion du projet	45,171	70,635	156%	39,832	13,745	35%
Total	152,785	83,904	55%	1,465,582	53,439	4%

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Respect des accords de prêt		
- Envoyer les états financiers au FIDA	Coordonnateur/ RAF	Juin 2014
- Envoyer l'audit 2013 au FIDA	Coordonnateur/ RAF	Juin 2014
- Mettre fin à la pratique des échanges des fonds entre le prêt et le don	Coordonnateur/ RAF/ Comptables	Immédiat
- S'assurer que le PTBA soit vérifié et corrigé	Coordonnateur/ S&E/ RAF/ Comptables	Permanent
- Transmettre mensuellement les données d'exécution budgétaire aux responsables des filières, au responsable de S&E, et au coordonnateur	RAF	Immédiat

Passation des marchés

229. **Planification du processus de passation des marchés.** La Mission note une faible appropriation du processus d'identification et de programmation réaliste des activités de passation des marchés identifiées dans le PTBA. Le PPM est plus préparé sur la base des lignes d'activités plutôt que sur la base de procédures individuelles à effectuer. *La mission recommande le*

renforcement des capacités en planification des passations de marchés pour le personnel du programme impliqué.

230. **Qualité des dossiers et du système d'archivage.** La gestion des procédures et la qualité des dossiers continue à montrer une tendance à l'amélioration grâce à la présence d'un responsable entièrement dédié à la gestion des achats. Les dossiers sont complets et la qualité des dossiers passés en revue est satisfaisante. Il en est de même concernant la qualité de la tenue des dossiers au niveau du FIC. Le système d'archivage s'est amélioré tant au niveau de l'UCP que du FIC. La documentation est disponible et bien organisée.

231. **Gestion des contrats (rapport avancement physique et financier).** Les paiements effectués sont en conformité avec l'état d'avancement physique et financier et sont conformes aux modalités de paiement stipulées dans les contrats. Le constat général révèle une bonne application des dispositions contractuelles.

232. **Registre des contrats.** La Mission constate que le registre des contrats est conforme et est mis à jour. En 2013, 46 contrats ont été signés par l'UCP et 98 par le FIC, alors que en 2014, 37 contrats ont été signés par l'UCP et 8 par le FIC. Le programme a procédé à l'actualisation du solde des engagements pris qui restent à payer. En mai 2014, le solde des engagements pour le prêt est de STD 2 075 569 126 (environ 113 500 \$EU) et pour le don du FIDA de STD 11 731 490 129 (environ 641 600 \$EU).

233. **Efficacité.** L'absence d'une bonne planification des achats, ne permet pas un suivi adéquat de l'efficacité de la fonction de passation des marchés. L'analyse de la performance de la fonction montre une performance modérément satisfaisante. En 2013 sur un total de 101 procédures planifiées, seulement 63 ont été effectivement terminées ou sont en cours de livraison (soit 67%), tandis qu'en 2014, sur un total de 52 procédures, 11 sont terminées et 9 en cours de livraison (soit 38%). *La mission recommande que l'UCP effectue un suivi efficace de la mise en œuvre effective du PPM.*

Procédures	Plannifié 2013	Implementation 2013				Plannifié 2014	Implementation 2014			
		Terminé	Livraison en cour	Procédure en cour	Pas démarré		Terminé	Livraison en cour	Procédure en cour	Pas démarré
Travaux	13	3	7	-	3	8	1	4	-	3
Equipements	40	21	2	2	15	15	4	3	4	4
Formation et études	12	6	1	-	5	3	-	-	-	3
Assistance Technique	35	22	5	-	8	22	6	2	1	13
Etudes	1	1	-	-	-	4	-	-	-	4
TOTAL	101	53	15	2	31	52	11	9	5	27

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Passation des marchés		
- Renforcer les capacités en termes de planification pour la passation de marchés	UCP	Immédiat
- Vérifier la mise en œuvre du PPM	UCP	Immédiat

Audit

234. La procédure de sélection de l'auditeur pour l'audit 2013 a été complétée. L'audit pour les comptes du 2013 a débuté en juin 2014 au moment où la mission de supervision était en cours.

235. La mission a fait le bilan de l'état d'avancement des recommandations de l'audit de 2012. Les explications fournies par l'UCP sont listées dans le tableau ci-dessous.

Observations	Qui	Clarification/ Réponse du projet
Commentaire sur l'Audit 2012:		
Avance octroyées aux chefs de filières pour effectuer des dépenses	Auditeur (Constat 1)	Il s'agit de l'AFD. Le système n'est plus en place
Non justification du solde de l'avance octroyée au personnel pour effectuer des dépenses pour le compte du programme	Auditeur (Constat 2.1)	Déjà réglé
Utilisation des fonds issus de la subvention du gouvernement pour octroyer des prêts aux agents de programme	Auditeur (Constat 2.2)	Cette situation se poursuivra jusqu'à la fin du programme en raison d'un manque de systèmes d'assurance de maladie
Absence de contrôle rigoureux des pièces justificatives pour les avances faites aux chefs de filières	Auditeur (Constat 3)	Il reste à mettre en œuvre
Dépassement du montant de seuil de la caisse limité à \$EU 500 selon le manuel des procédures	Auditeur (Constat 4)	Il ya des cas dans la pratique dont il demeure impossible de payer par chèque. Mais pour certains cas (comme pour le paiement des impôts) on a réussi à faire accepter le paiement par chèque
Non regularisation des manquants de caisse relevés au cours des audit antérieurs	Auditeur (Constat 5)	Il reste à mettre en œuvre

F. Durabilité

Filières de rente

236. Les filières cacao biologique et de qualité sont soutenues par des coopératives en bonne voie d'autonomisation et dont les perspectives de rentabilité s'améliorent rapidement. Ceci est gage de durabilité pour ces filières. A contrario, les filières poivre biologique et café biologique connaissent encore un certain nombre de difficultés, liées à la faiblesse des volumes produits et exportés, et à l'organisation des producteurs liés à ces filières. Leur durabilité reste donc un défi à part entière.

Filières pêche/poisson frais sous glace.

237. Il est indispensable que la composante « pêche » puisse continuer jusqu'à échéance du PAPFPA, soit mars 2015, de façon que l'appui technique et de suivi fourni par MARAPA puisse être garanti jusqu'à cette échéance, et que les acquis du programme sur cette filière puissent être pleinement valorisés.

Renforcement de l'offre de services au monde rural

238. Comme bien démontré par l'étude de faisabilité de septembre 2013, tandis que l'élargissement à d'autres bailleurs (AFD, GEF, BAD, etc.) est positive, le futur positionnement institutionnel du FIC et la possibilité de pérenniser l'instrument sont étroitement dépendants des décisions programmatiques des bailleurs et du Gouvernement, et de leur décision d'utiliser ou non le FIC pour la mise en œuvre de leurs interventions à venir. Le contexte santoméen, du fait en particulier de la petite taille du pays mais aussi des contraintes budgétaires structurelles, n'est pas favorable à la création d'une agence publique ou parapublique (expérience tentée sans succès dans les années 1990), même si sa mission est étendue au-delà de celle relativement restreinte du FIC aujourd'hui. De plus, le cas des GIME (Groupes chargés de travaux d'entretien routier à haute intensité de main d'œuvre) dont le financement devait en principe provenir du Fond Routier mais qui sont encore dépendant du soutien de l'UE, est un précédent qui incite à la prudence. L'avancement de la préparation des futures interventions de la BAD et de l'UE reste nécessaire pour : i) pouvoir disposer de plus de visibilité sur le volume d'activité qui pourrait être confié au FIC ; ii) avoir l'opportunité de créer une agence de travaux ruraux/urbains dont la mission engloberait une part substantielle de la problématique des infrastructures d'intérêt collectif et iii) évaluer la viabilité future du FIC.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Composante 2: Renforcement de l'offre de services/FIC		
Renforcer les capacités des bénéficiaires dans l'entretien et la gestion des ouvrages réalisés.	FIC + UCP	Continu
Utilisation des fonds de contrepartie disponibles auprès du PAPAFPA.	FIC + UCP	Avant fin mars 2015

G. Autres

239. Le support mis en place dans le contexte du don FIDA « *SAMCERT* », qui vise à appuyer la certification éthique de productions agricoles comme instrument pour augmenter leur pénétration des marchés de niche commence à porter ses fruits. La définition des cahiers de charge, indispensables pour pouvoir bénéficier de l'Appellation Géographique d'Origine avance fermement pour le cacao, le café et le poivre, de même que la structuration des institutions locales qui devront se charger du bon fonctionnement de cet instrument commercial et du dialogue entre les bénéficiaires potentiels. On estime que le travail entamé sur ce dossier par des experts internationaux ainsi que nationaux sera presque terminé au moment de la clôture du programme – à l'exception des questions liées aux aspects institutionnels, que le PAPAFPA n'arrive pas à bien maîtriser, ceux-ci étant du ressort d'institutions sous la tutelle du Ministère du Commerce.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
- Continuer l'appui aux opérateurs privés de café, cacao et poivre dans le parcours de ces filières pour parvenir à des Appellations Géographiques d'Origine.	UCP, chefs de filières, coopératives, SAMCERT	Avant mars 2015.

H. Conclusion

240. Pour conclure, la mission reconnaît que: i) le PAPAFPA continue de mettre progressivement en œuvre les recommandations faites par le FIDA depuis 2009; et ii) des résultats tangibles et prometteurs se dessinent de plus en plus clairement à l'horizon, grâce notamment à l'aide apportée par les différents partenaires du programme (y compris l'AFD et les opérateurs privés). Si l'expérience de pérennisation de la CECAB depuis janvier 2012 reste essentielle pour montrer aux autres coopératives le chemin à suivre pour le futur, la viabilité potentielle de certaines filières (poivre biologique et café biologique) reste encore à confirmer. Il est impératif que le travail d'accompagnement des coopératives créées par le PAPAFPA continue pendant les mois qui restent à la disposition du programme.

241. Le FIDA et le Gouvernement de São Tomé-et-Principe approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Sao Tome et Principe			No. du projet	1027	No. du prêt/don DSF	557
Projet	Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale (PAPAFPA)					Prêt/don DSF suppl.	8065
Date de mise à jour	04/06/2014						
Inst. responsable de la supervision	FIDA						
Nbre de Supervisions	12	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1				
Dernière Supervision	16 mai 2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	18 décembre 2004				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	26-Avr-2001			Coût total	19,20	
Accord	09-Nov-2001	Délai d'entrée en vigueur	22,3	FIDA Total	12,97	
Entrée en vigueur	25-Fev-2003	Valeur PAR	---	Prêt du FIDA	9,97	97%
Premier décaissement	24-Avr-2009			Don DSF	3 ,00	62%
Examen à mi-parcours	29-Mar-2013	Dernier amendement	09-Dec-2010			
Achèvement initial	31-Mar-2015	Dernier audit	21-Juin-2013	Financement national total	2,18	
Achèvement	31-Mar-2015			Bénéficiaires	0,84	2%
Clôture initiale	30-Sep-2015			Gouvernement (National)	1,34	66%
Clôture	30-Sep-2015			Cofinancement total externes	4,04	
Nbre de prolongations	0			France/AFD	1,45	14%
				OFID	0,19	80%
				GEF	2,40	6%

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	3	2	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	6	6
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	6	6
			8. Prise en climat et environnement	4	5

B.3 Produits et effets	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Filière cacao conventionnel de qualité	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Filière poivre/vanille	4	4	2. Autonomisation	5	5
3. Filière cacao bio équitable	6	6	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Filière pêche/poisson frais sous glace	3	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	3	4
5. Fonds d'infrastructures communautaires	5	5	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
6. Appui aux organisations professionnelles	5	5	6. Possibilité réplication à plus grande échelle	5	5
7. Appui à la FENAPA	4	4			

B.5 Justification des notes

La lutte contre la pauvreté rurale continue à donner des résultats très remarquables grâce aux termes de vente des produits assurés par les partenaires commerciaux, ainsi que les investissements sociaux qui utilisent les primes issues du commerce équitable/ organique. De même, PAPAFPA reste très innovant grâce à: i) la mise en place de (5) PPP qui fonctionnent comme de vrais drivers du développement des filières agricoles; (ii) l'emploi de la certification biologique/équitable pour accéder à des marchés de niche rémunérateurs; (iii) l'emploi de techniques/bonnes pratiques productives/de transformation nouvelles pour le pays; (iv) la création/structuration de services communautaires comme résultat dérivé du développement des filières ; (v) la prise en charge d'importants thèmes environnementaux, notamment avec le début de la mise en œuvre de la composante FEM. La performance de MARAPA s'est améliorée, notamment en termes de recouvrement de crédit auprès des bénéficiaires ayant reçu des praos. Les ateliers de construction navale ont été mis en exploitation et les conditions sont réunies pour la finalisation prochaine du programme DCP. La contribution du Gouvernement n'a pas été payée depuis ces deux dernières années, en dépit des demandes effectuées par le programme. Aucune action corrective n'a encore été prise.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	5
C.4 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

Les études d'impact révèlent une augmentation des actifs physiques et financiers ainsi qu'une amélioration de la sécurité alimentaire des bénéficiaires. A travers le FIC, le programme a par ailleurs mis de nombreuses infrastructures productives ainsi que sociales à la disposition des communautés. Le début de la mise en œuvre de la composante FEM est prometteur et l'avancement global de l'exécution est satisfaisant.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les observations demeurent les mêmes, en plus d'une amélioration de la situation de la filière pêche : le recentrage du PAPAFPA depuis d'avril 2009 sur les activités les plus porteuses et le changement dans la coordination du programme ont permis d'accroître progressivement la performance globale du programme. Avec l'autonomisation d'une première coopérative (CECAB) en janvier 2012, le chemin à suivre pour une pérennisation des autres 3 coopératives devient plus aisé. Le renforcement continu des 5 partenariats technico-financiers avec des sociétés importatrices européennes augmente aussi fortement la viabilité potentielle des actions (à la fois techniques et commerciales) mises en place par le PAPAFPA pour les filières cacao bio-équitable, cacao conventionnel de qualité, poivre/épices et plus récemment café. MARAPA a sensiblement amélioré sa performance, notamment en termes de recouvrement de crédit auprès des bénéficiaires. Le FIC a pris une envergure nationale aussi bien en tant qu'institution qu'au niveau de la couverture géographique de ses interventions. Ainsi, le niveau de revenus des petits producteurs s'améliore progressivement, tout comme les services socioéconomiques auxquels ils ont accès grâce aux primes issues de la production biologique et du commerce équitable, mais également à travers les investissements du FIC et le processus de restructuration de la FENAPA. En ce qui concerne la durabilité des infrastructures, des groupes de gestion, et des nouvelles connaissances acquises, le dynamisme des filières encourage la bonne gestion des infrastructures commerciales et l'adoption généralisée des pratiques apprises par les bénéficiaires.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les pourcentages d'exécutions du budget demeurent faibles, et il faut encore améliorer la collaboration entre UCP, CSE et responsables de filières en termes de consolidation des résultats physiques et financiers de l'exécution du PTBA. Le programme a presque épuisé les fonds disponibles dans le compte de prêt, et il faudra effectuer un suivi rapproché des fonds restants. Il faudra aussi suivre la situation afin de s'assurer du recouvrement intégral du compte spécial du prêt. La formation avancée sur le TOMPRO n'a toujours pas été réalisée et la qualité de la tenue de la comptabilité reste la même. La situation de l'inventaire ne s'est pas améliorée et il faudra que le programme finalise la liste de
---------------------	---

	l'inventaire et effectue la vérification physique de tous les biens. Les trois coopératives concernées ont reçu l'avance du contrat d'objectif, dont utilisation requiert un contrôle rigoureux vue la capacité encore très limitée des coopératives en termes de gestion comptable, administrative et financière.		
Avancement de l'exécution du projet	Tandis que le suivi technique plus rapproché des activités du programme par la cellule S&E et la coordinatrice du programme, ainsi que le travail des deux ATIJ assurent le bon déroulement et impact des activités mises en œuvre par le programme et ses partenaires, la persistance des aléas climatiques (sécheresse ou pluviosité trop abondante) constitue toujours un facteur de risque importants pour la viabilité des 4 coopératives d'exportation créées par le PAPAFPA. Par ailleurs, la qualité de la gestion de ces quatre coopératives est encore à améliorer et va continuer à nécessiter des appuis ponctuels et d'envergure sur le long terme. De même la FENAPA, qui a totalement été restructurée en 2011, reste encore une institution faible en matière de gestion, planification et vision stratégique avec peu d'actions concrètes visibles (surtout en termes de services rendu aux membres, qui justifie le paiement des frais d'adhésion et cotisations). Les problèmes de la CSE liés aux bases de données ACCESS non-fonctionnelles ont été réglées, et les données disponibles analysées. La CSE dispose d'un plan d'action clair pour la mise en œuvre des études d'impact en vue de l'achèvement.		
Produits et réalisations	Pour la filière cacao biologique , la situation peut être considérée comme très satisfaisante en 2014. La plantation de cacao dans la zone de la CECAB s'améliore, le nombre d'agriculteurs et la superficie augmente, la production augmente avec 721 T exportées en 2013 et une quantité encore supérieure prévue pour 2014. Concernant la filière cacao de qualité la coopérative continue son rythme de croissance de façon satisfaisante, ce qui se traduit par l'augmentation de la productivité des parcelles, une meilleure participation des agriculteurs dans la vie de la coopérative et des demandes d'adhésion de la part de nouvelles communautés. La campagne 2013 a été couronnée de succès avec une production de 189 T de cacao sec ; en 2014, il est probable que la production atteigne les 250 T. Dans le cas de la filière poivre biologique , la situation s'est sensiblement améliorée en 2013 et 2014 ce qui permet des perspectives d'augmentation de la production dans les prochaines années (3 T achetées en 2013 et 5 T prévues pour 2014). Pour la filière café biologique , la situation en 2013-2014 s'est largement améliorée et est considérée comme satisfaisante ; l'implication des agriculteurs est meilleure et la production a fortement augmenté à mi-mai 2014 (2T exportées en 2013 et 14T prévues pour 2014). Concernant la filière pêche, un grand nombre de praos motorisés ont été construits et distribués et le recouvrement du crédit correspondant est en cours. La performance du FIC continue d'être satisfaisante avec de très bons taux d'exécution et un impact important sur la réduction de la pauvreté, mais les capacités et l'efficacité du travail des groupes de gestion des infrastructures sociales reste à renforcer à moyen terme. La performance de la FENAPA reste moyenne en dépit de nombreux appuis apportés au cours de ces dernières années.		
Durabilité	Comme observé en 2014, le PAPAFPA a désormais établi des stratégies de sortie claires assurant la durabilité de chaque filière à travers i) l'élaboration d'un plan de transfert pour chaque coopérative des fonctions assumées par le projet, avec un calendrier clair d'autonomisation; et ii) l'élaboration des Plans d'affaires prévisionnels, permettant aux coopératives de prévoir quand elles pourraient être autonome financièrement, suivant les hypothèses de prix et de production retenues. L'autonomisation de la CECAB fonctionnera par ailleurs comme un exemple. Le renforcement des capacités des coopératives à moyen et long terme reste central pour assurer leur viabilité financière; des résultats encourageants sur cet aspect ont déjà été soulignés mais ils restent encore à consolider (surtout pour les filières poivre, cacao qualité et café). A priori, le problème le plus délicat est celui du pilotage opérationnel et surtout stratégique des coopératives car ces fonctions sont aujourd'hui assurées par les chefs de filière et les coopératives (en dehors de la CECAB) qui n'auront pas les moyens de couvrir rapidement les coûts liés à ces fonctions. Cependant, les volumes et la qualité des produits doivent être davantage augmentés (en suivant l'exemple du cacao-bio) et les négociations avec les acheteurs poursuivies, afin d'assurer des prix reflétant les évolutions des cours mondiaux. De son côté, la FENAPA doit se montrer capable d'offrir des services utiles et payants à ses membres pour assurer sa durabilité. La durabilité des infrastructures physiques mises en place par le FIC demeure un point important nécessitant un suivi rapproché en particulier pour la gestion et la maintenance de celles-ci. Les comités de maintenance établis représentent un premier pas important dans cette direction. Vu la proximité de l'achèvement, il est crucial de mettre en œuvre les mécanismes permettant d'assurer la continuité des activités initiées par MARAPA (ateliers de construction/réparation navale ; suivi des praos et remboursement des crédits correspondants ; gestion des DCP).		

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	Calendrier	État d'avancement
Viabilité de la filière sécurité alimentaire	(a) Finaliser les études de filières (locaux) et de marché (régional et international) pour fixer la démarche à suivre.	(a) Mai 2013	Etudes de filière terminées. Etudes de marché terminées.
	(b) Appui à l'élaboration et à la mise à jour de plans d'affaire, bases de données fonctionnelles sur les producteurs, les vergers et les productions, appuis à la conception de stratégies commerciales et leur négociation, informatisation de la comptabilité générale.	(b) juillet 2013	Une nouvelle stratégie centrée sur l'élevage a été mise en place.
Don d'un terrain dans la région nord du pays pour la filière café	Négocier avec le gouvernement local pour remplacer le terrain (1,5 ha) pour la construction d'une structure de stockage rétrocédée à la	Immédiat	Un terrain de remplacement (1 ha) a été attribué par le Gouvernement à Agua Casada et

	CECAFEB en février 2012 et qui ne s'est pas rendue disponible.		les travaux sont terminés.
Viabilité du FIC	Mener une étude de viabilité/durabilité.	Avant fin PAPAFPA	Etudes terminée en septembre 2013.
Suivi et évaluation	(a) Recruter le technicien de suivi-évaluation et s'assurer que la fiche de poste reflète le besoin d'avoir des compétences de développement de bases de données simples (ACCES ou autre logiciel SQL compatible); (b) Renforcer les capacités des agents de S&E actuels en gestion de base de données (c) Restructurer et/ou ressaisir les données dans la base actuelle dans un cadre garantissant l'intégrité référentielle afin de pouvoir quantifier les impacts du PAPAFPA durant la période 2008-2013.	Immédiat Immédiat – juillet 2013	Le technicien a été recruté, les bases de données revues et leur exploitation a permis l'analyse des données et la production de rapports correspondants.
Clôture du programme	(a) Lancer la procédure de clôture du programme. (b) Appuyer la formation du personnel des 4 coopératives dans les aspects administratifs et fiduciaires; (c) Appuyer le personnel de l'unité S&E dans les analyses de fin de programme; (d) Mener une évaluation finale de la performance du staff clé du PAPAFPA (e) Préparer l'inventaire des biens du PAPAFPA et les codifier. (f) Organiser la rédaction du rapport de clôture du programme.	Immédiat 4 août/sept 14 août/oct. 14 juin/juillet 14 Avant mars 2015 mars/avril 15	Procédure lancée début juin 2014. La préparation de la mission d'appui est en cours. La préparation de la mission d'appui est en cours. La préparation de la mission d'évaluation est en cours. Les biens sont saisis dans le Tompro mais nécessitent être codifiés. Une mission d'appui aux autorités locales a été prévue.

Observations supplémentaires

Achèvement du programme prévu pour mars 2015.

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Note : Le cadre logique a été révisé lors de la revue à mi-parcours selon les recommandations de la mission de la mission inter-cycle de 2009 : (i) les objectifs manquants ont été fixés en collaboration avec les chefs de filière, le FIC et la cellule de S&E ; (ii) ceux actuellement fixés pour 2013 (mi-parcours) ou 2015 (fin du projet) ont été révisés selon les mêmes modalités ; (iii) les sources de vérification ont été révisées pour correspondre à la réalité ; et (iv) pour le 1er niveau, les hypothèses et risques ont également été précisés.

Synthèse	Indicateurs-clés de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
1. OBJECTIF PRINCIPAL/IMPACT DU PROGRAMME (Résultats de 3^{ème} niveau)			
Objectif global Poursuivre l'amélioration des revenus et des conditions de vie du groupe cible se trouvant encore sous le seuil de pauvreté (agriculteurs et pêcheurs artisanaux), par l'appui au développement économique de filières et l'appui aux organisations professionnelles agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - 12.000 familles ont directement bénéficié des services du projet* - Au moins 70% des ménages ciblés ont un indice d'accumulation des biens/actifs qui a augmenté * - 80% membres des ménages féminins/masculins sachant lire* (par genre) - 80% des ménages ciblés ont augmenté leurs revenus financiers - Les taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans* ont diminués d'au moins 10% (chronique, aiguë et insuffisance pondérale par genre) - Réduction d'au moins 30% des ménages ayant connu une période de disette* 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes socio-économiques d'impact: situation de référence, ¾ parcours en 2013 et achèvement du projet - Statistiques nationales - Etudes thématiques ponctuelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique et économique
2. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT/EFFETS ESCOMPTEES DU PROGRAMME (Résultats de 2^{ème} niveau)			
Objectif spécifique 1 – Composante 1 Renforcer les capacités des populations rurales les plus pauvres à entreprendre des activités économiques à travers l'amélioration du niveau de production et l'exportation de cultures de rente et la diversification de cultures vivrières associées	<ul style="list-style-type: none"> - 5 Contrats d'objectifs et de partenariat avec opérateurs privés opérationnels - Volume de production exportée en 2015 par filière a augmenté (Cacao Bio 650T, Cacao qualité 150T, Poivre 55T, Café 30T/an et Pêche 17000Kg de poisson traité par la coopérative/année) - Au moins 70% des producteurs bénéficiaires font état d'une augmentation de rendement* (par filière et genre) - Au moins 60% des producteurs sont classés dans la catégorie A (par filière et genre) - 5 groupes de commercialisation (coopératives) sont opérationnels* - 95% des produits d'exportation sont classifiés de qualité (par filière) - 75% des DCP installés sont opérationnels - 75% des Praos motorisés distribués sont opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques nationales - Etudes thématiques ponctuelles - Rapports/contrats d'exportation des coopératives - Statistiques des coopératives - Rapports d'audit financier des coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique foncière du Gouvernement favorable à l'accès à la terre et la sécurisation des petits producteurs - Environnement et accès favorable aux marchés internationaux - Stabilité, faible volatilité des prix sur les marchés mondiaux et domestique - Conditions climatiques favorables
Objectif spécifique 2 – Composante 2 Renforcer l'offre de services pour le renforcement d'infrastructures communautaires et productives (FIC) répondant aux besoins des communautés concernées	<ul style="list-style-type: none"> - 75% des infrastructures de production et transformation sont opérationnelles* (par type: irrigation, séchoirs, etc.) - 75% des infrastructures sociales sont opérationnelles (par type: eau potable, énergie, latrines, etc.)* - km de routes/pistes construits/remis en état sont fonctionnels (en service)* - Au moins 75% des groupes de gestion des infrastructures formés/consolidés sont opérationnels* - Volumes de financement apportés par d'autres bailleurs et nombre de projets financés - FIC est opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes thématiques ponctuelles - Enquêtes d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> - Incertitude du cadre réglementaire - Partenariat effectif des différents projets et bailleurs pour le financement des infrastructures à travers le FIC

Objectif spécifique 3 – Composante 3 Appuyer la structuration du monde rural en renforçant les organisations paysannes de base et leurs représentations professionnelles (coopératives de filières, FENAPA)	<ul style="list-style-type: none"> - L'organisation faîtière (FENAPA) formée/consolidée est opérationnelle* - 80% des coopératives appuyées sont opérationnelles et affiliées à la FENAPA - 60% des OP membres de la FENAPA paient leurs cotisations - Au moins 75% des frais de fonctionnement sont autofinancés par la FENAPA - Au moins 75% des groupes de commercialisation comptent des femmes dans leurs instances de direction* (par Coopérative et FENAPA) 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes thématiques ponctuelles - Enquêtes d'évaluation - PV des AG - Documents administratifs et financiers des coopératives et FENAPA 	<ul style="list-style-type: none"> - Restructuration effective de la FENAPA - Légalisation effective et rapide des coopératives
3. ACTIVITES ET PRODUITS (Résultats de 1^{er} niveau)			
Résumé descriptif	IOV des résultats	Sources de vérification	Hypothèses et Risques
COMPOSANTE 1: APPUI AU DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET FILIERES			
Résultat attendu 1: Le développement opérationnel des cinq filières est assuré au travers de coopératives professionnelles viables et rentables			
<u>Résultat 1.1: La filière Cacao bio-équitable est opérationnelle, rentable et sa coopérative d'exportation CECAB est viable</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat d'objectif KAOKA signé - CECAB créée et légalisée - 3700ha de surfaces cultivées densifiées grâce aux pépinières - 1681 producteurs appuyés (par genre)* - 34 associations membres de CECAB* - 1681 personnes formées en postproduction, transformation et commercialisation* (dont au moins 34,6% de femmes) - 1681 personnes formées aux méthodes et technique de production agricole (dont au moins 30% de femmes)* - 34 installations de transformation aménagées/remises en état (séchoirs solaires)* 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat KAOKA - Statistiques CECAB - Rapports de Missions KAOKA - Rapport des formations 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité foncière des petits producteurs - Stabilité des cours du cacao bio-équitable sur les marchés mondiaux
<u>Résultat 1.2: La filière cacao conventionnel de qualité et équitable est opérationnelle, rentable et sa coopérative d'exportation CECAQ-11 est viable</u>	<ul style="list-style-type: none"> - 755 petits producteurs appuyés (dont au moins 30% de femmes) - 1400 ha de cacaoyères cultivées - Contrat d'objectif Café Direct (18 mois renouvelable) signé - CECAQ-11 créée et légalisée - 17 associations membres CECAQ11 (groupe de commercialisation)* - 755 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole* (dont au moins 30% de femmes) - 755 personnes formées en post-production, transformation et commercialisation* (dont au moins 30% de femmes) - 34 installations de transformation aménagées/remises en état* 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat CaféDirect - Statistiques CECAQ-11 - Rapports de Missions Café Direct - Rapports des formations 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité foncière des petits producteurs - Stabilité des cours mondiaux
<u>Résultat 1.3: La filière poivre-épices est relancée, opérationnelle et rentable, et sa coopérative d'exportation CEPIBA est viable</u>	<ul style="list-style-type: none"> - 100 ha de poivre sont cultivés - Contrat de partenariat Hom&Ter/Agrisud signé - CEPIBA créée et légalisée - 320 producteurs appuyés au moins 30% femmes * - 21 associations membres CEPIBA (groupe de commercialisation)* - 320 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole* (dont 30% de femmes) - 320 personnes formées en post-production, transformation et commercialisation* (dont 30% de femmes) - 217 500 Plants distribuées à 320 familles productrices - 12 installations de transformation aménagées/remises en état* 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat Hom&Ter/Agrisud - Statistiques CEPIBA - Rapports de Missions Hom&Ter/ Agrisud - Rapports des formations 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité foncière des petits producteurs - Stabilité des cours mondiaux

<u>Résultat 1.4: Le projet-pilote café est lancé avec l'appui du PAPAFPA prouve sa rentabilité et la coopérative d'exportation est viable</u>	<ul style="list-style-type: none"> - 300 ha de café sont cultivés - CECAFEB créée et légalisée - Contrat d'objectif Malongo signé - 120 ha densifiés avec de nouveaux arbres de café - Coopérative constituée et légalisée - 200 producteurs membres de la coopérative appuyés, au moins 30% femmes (groupe de commercialisation)* - 6 associations membres de la coopérative (groupe de commercialisation)* - 160 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole* (dont au moins 30% femmes) - 60 personnes formées en post-production, transformation et commercialisation* (dont au moins 30% femmes) - 5 installations de transformation aménagées/remises en état* 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat Malongo - Statistiques CECAFEB - Rapports de Missions Malongo - Rapports des formations 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité foncière des petits producteurs - Stabilité des cours mondiaux
<u>Résultat 1.5: La filière pêche artisanale/poisson frais sous glace est relancée, rentable et la coopérative COPAFRESCO est viable</u>	<ul style="list-style-type: none"> - 30 communautés appuyées - Coopérative COPAFRESCO Créée et légalisée - 734 personnes formées aux méthodes et techniques de production halieutique* (par genre) - 236 personnes formées en postproduction, transformation et commercialisation* (par genre) - 52 dispositifs de concentration de pêche DCP installés. - 140 embarcations praos construites et distribuées (nouvelles technologies)* - 140 moteurs hors-bord remis aux pêcheurs - 10 comités de DCP installés (fin 2015) - 200 installations de transformation aménagées/remises en état 	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques COPAFRESCO - Contrat d'objectif MARAPA - Rapports des formations 	
<u>Résultat 1.6: La diversification des cultures vivrières est développée en association avec les filières de rente</u>	<ul style="list-style-type: none"> - 360 personnes (dont 30% femmes) appuyées - 20 communautés appuyées - Convention d'expertise CIAT signée - 60 ha de banane, 35ha manioc et 42 ha de matabala cultivés - 20 ruches installées - 360 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole* (dont 30% de femmes) - 24 personnes formées en postproduction, transformation et commercialisation* (dont 60% de femmes) - 4 installations de transformation aménagées/remises en état* - 5 paysans relais formés (par genre) - 7 champs-écoles mis en place - 30 échanges intercommunautaires réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes d'impact et thématiques - Contrat, Rapports de Missions CIAT - Rapports des formations 	
COMPOSANTE 2: RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE SERVICES AU MONDE RURAL/FONDS D'INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES (FIC)			
Résultat attendu 2: Le FIC est effectivement opérationnel et répond aux besoins et attentes des producteurs			
<u>Résultat 2.1: Une meilleure connaissance des besoins et attentes des populations en termes d'infrastructures socio-économiques de base est acquise</u>	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Diagnostic et priorisation participatifs des besoins réalisés - 100 communautés touchées - infrastructures identifiées (par type) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des diagnostics participatifs 	
<u>Résultat 2.2: La consolidation institutionnelle et opérationnelle du FIC est assurée (le FIC devient une institution opérant de manière transparente et efficiente) et la structure est viable</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Manuel de procédures conçu et finalisé - Contributions d'autres bailleurs et évolution de la part FIDA (FIDA 75% en 2009-10, 60% en 2011-12, 50% en 2013-14) 	<ul style="list-style-type: none"> - Manuel de procédures FIC - Contrats signés avec autres PTF - Rapports d'audit annuel 	

Résultat 2.3: Réalisation de projets d'infrastructures socio-économiques avec mise en place de systèmes et procédures adaptées d'opération et de maintenance ³⁶	<ul style="list-style-type: none"> - 100 projets bénéficiant à 4000 ménages (2015)* - EUR2 millions investis pour les infrastructures (par source de financement) - 25 réseaux d'eau potable installés/remis en état* - 14 ha périmètres d'irrigation aménagés/remis en état* par source de financement - 15,3 km de routes/pistes construits/remis en état* - 621 autres infrastructures construites/remises en état* (par type : latrines, etc.) - 33 groupes de gestion de l'infrastructure créés ou consolidés* 	<ul style="list-style-type: none"> - Contrats entreprises de travaux - Accords de partenariat avec autres PTF 	
COMPOSANTE 3: ACCOMPAGNEMENT ET GESTION DU PROGRAMME			
Résultat attendu 3: La FENAPA est renforcée, légitime et représentative des associations de petits agriculteurs			
Résultat 3.1: La FENAPA est renforcée, légitimée et représentative des petits producteurs de Sao Tomé et Principe	<ul style="list-style-type: none"> - 8 ateliers régionaux et 2 ateliers nationaux de concertation réalisés - Textes réglementaires révisés et approuvés - Au moins 50% des petits producteurs de STP ayant reçu des terres sont membres effectifs de la FENAPA - 100% du personnel de la FENAPA formé (par thème et genre) - 1 voyage d'étude réalisé 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents légaux FENAPA (statuts, règlement intérieur) - Rapports des ateliers - Plan d'action FENAPA - PV des AG 	- L'appui du PROPAC à travers le Projet PAOPA est effectif
Résultat 3.2: La FENAPA offre des services de qualité à ses membres, afin d'assurer sa viabilité et son autofinancement progressif	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de visites de sensibilisation à la base réalisées - Tous petits producteurs membres formés par la FENAPA (par thème et par genre)* - 5 groupes communautaires créés/consolidés* - Tonnes de sulfate de cuivre et chaux achetés et revendus - 4 actions de lobbying/négociation avec le Gouvernement menées - Emissions/débats radios diffusés (par thème) - Enquêtes/relevés des prix réalisés et diffusés à la radio - 8 débats et 8 reportages télévisés réalisés - Un bulletin trimestriel réalisé - 30 sessions de formation fonctionnelle des OP réalisées - 3 études de marché réalisées - Voyages d'échanges intercommunautaires réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Factures achat/vente intrants - Rapports de formations - PV des AG - Accords signés 	
Résultat 3.3: Les associations et coopératives de producteurs sont membres de la FENAPA et participent au dialogue sur le développement des filières	<ul style="list-style-type: none"> - 1 réunion interprofessionnelle organisée par an - Au moins 4 coopératives appuyées par le PAPAFPA sont membres de FENAPA - Réunions tenues avec le Gouvernement 	<ul style="list-style-type: none"> - PV des rencontres - Papiers d'adhésion 	
Résultat attendu 4: La gestion du programme est efficiente et le système de S&E basé sur les résultats est opérationnel			
Résultat 4.1: La coordination du programme est correctement assurée et la gestion opérationnelle efficiente	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel nécessaire prévu en place - Carnet de route de la coordination élaboré - Manuel de procédures élaboré et mis à jour - Au moins une DRF par mois envoyée au FIDA - Contrats d'objectifs et de partenariat efficacement administrés et suivis - Audit financier réalisé annuellement 	<ul style="list-style-type: none"> - Manuel de procédures - Contrats opérateur/prestataires de services - CR du Comité technique - Rapports d'audit 	

Résultat 4.2: Les outils de suivi-évaluation et d'information-communication du programme sont opérationnels et performants	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre logique et indicateurs validés - 1 Visites de terrain par semaine pour s'assurer de la fiabilité des données collectées - Envoi du rapport SYGRI annuellement - 3 formations reçues - 1 voyage d'échanges au Cap Vert réalisé - 5 études d'impact réalisées et 3 études thématiques réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre logique - Rapports de formation - Rapports des études 	
Résultat 4.3: Le désengagement du programme et le transfert des acquis et savoirs est préparé et assuré (2013-2015)	<ul style="list-style-type: none"> - Comité (CDT) et Plan de désengagement et transfert (PDT) en place et formalisés - 4 Documents de Capitalisation des réalisations et expériences et 1 calendrier de désengagement élaboré - 2 Plateformes de discussion avec le MADRP, la FENAPA et les opérateurs réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - PV des réunions - Documents de capitalisation - Programme de désengagement 	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
EXECUTION DU PROGRAMME				
<u>Général</u>	- Prendre les mesures pour se préparer à l'achèvement du programme, avec mise en œuvre de la stratégie de sortie ; suivi de la feuille de route en prévision de l'achèvement ; etc.	Second semestre 2014	PAPAFPA et partenaires	
<u>Cohérence entre PTBA et exécution du programme</u>	- Utiliser l'outil de suivi visuel simplifié	Immédiat et continu Après la mise à disposition des résultats du recensement	CSE et Service Administratif et Financier	
<u>Activités du Suivi-Evaluation</u>	- Revoir le mode de comptage des bénéficiaires du FIC		CSE	
	- Organiser avec les coopératives des actions d'information-communication visant à vulgariser les résultats des différentes enquêtes auprès des bénéficiaires et autres parties prenantes	Continu	CSE et coopératives	
	- Effectuer une saisie des données régulière et contrôler la cohérence	Immédiat et continu	CSE	
	- Valoriser les outils informatiques développés par le PAPAFPA dans le PAPAC	Au démarrage du PAPAC	PAPAC	
<u>Appui aux coopératives</u>	- Prendre les mesures pour s'organiser en prévision de l'achèvement	Immédiat et continu	CSE	
	- Revoir la note conceptuelle sur l'optimisation du « suivi-évaluation »/gestion par les coopératives	Juin 2014	CSE	
	- Organiser une première session de formation/sensibilisation sur la question du suivi-évaluation/gestion pour les coopératives	Dès que possible mais après les élections de chaque coopérative pour éviter de former inutilement les cadres (mais avant octobre 2014)	CSE, coopératives	
	- Fournir un appui continu au développement du système de gestion des coopératives	Suite à la formation et continu	CSE et consultants	
	- Structurer les flux de remontée de l'information au sein des coopératives et clarifier le rôle du conseil fiscal	Suite à la formation	Coopératives (chefs de filières/ directeur et présidents) et appui de la CSE	

Etudes d'impact en vue de l'achèvement	- Fournir aux coopératives un cadre simplifié de rapportage des informations réclamées par le système de Suivi-Evaluation	Au moment de la formation et continu	CSE
	- Anticiper sur l'impossibilité de calculer le nombre de personnes sorties de la pauvreté sur la base du SYGRI en cherchant des outils alternatifs	Avant la mission d'achèvement du PAPAFPA	Consultants
	- <i>Enquête sur les femmes :</i>		
	Revoir le rapport suivant les recommandations effectuées	Juin 2014	CSE
	Tirer les leçons de l'analyse du premier rapport pour la réalisation de la deuxième enquête	Juin 2014	CSE
	Répliquer l'enquête	Septembre-octobre 2014	CSE
	- <i>Enquête flux de caisse :</i>		
	Organiser une session de sensibilisation au profit de tous les enquêtés à l'achèvement de l'enquête et suite à la production du rapport en proposant un conseil personnalisé aux bénéficiaires qui sont restés impliqués au cours des 12 mois	Juillet 2014 et après la production du rapport	CSE
	Conduire une analyse approfondie des résultats (premier trimestre pour les 5 filières et toute l'année pour les 25 enquêtés engagés sur les 12 mois)	Août 2014	CSE
	Tirer les leçons de l'expérience en vue du PAPAC	Août 2014	CSE
	- <i>Enquête « situation de référence » :</i>		
	Préparer le dispositif d'enquête en optimisant le questionnaire pour y réunir : le questionnaire d'impact du SYGRI ; le questionnaire de l'enquête « socio-économique » ; et le questionnaire du STE	Juillet-août 2014	CSE
	Former les enquêteurs	Septembre-octobre 2014	CSE
	Mettre en œuvre l'enquête en respectant la méthodologie de ciblage recommandée auprès de 261 ménages	Octobre-novembre 2014	CSE/enquêteurs
	Produire les rapports d'analyse incluant : i) l'analyse d'impact sur la base du SYGRI ; ii) le troisième rapport de l'enquête socio-économique avec une analyse approfondie de la structure des recettes par filière et par communauté ; iii) un rapport sur la caractérisation des types d'exploitation et contenant des recommandations pour le STE futur	Janvier-février 2015	CSE
	- Préparer les bases de données en prévision des enquêtes à réaliser (notamment STE et interprétation complémentaire du SYGRI)	Juillet 2014	Informaticien
	- Séparer en deux les bases de données sur l'enquête de la situation socioéconomique des bénéficiaires et sur la situation des femmes chefs de ménages	Juin 2014	Informaticien
	- Valoriser la composante GEF du programme pour obtenir des données quant à l'impact environnemental du PAPAFPA	En prévision de la production du rapport d'achèvement du programme	Cellule GEF/Consultants

<u>Capitalisation et gestion des savoirs</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Produire des documents de capitalisation sur l'expérience de l'appui au développement de filières d'exportation - Conduire une analyse coût-bénéfice des appuis du programme à la filière pêche et tirer les leçons de cette expérience - Valoriser les « bons exemples » de bénéficiaires 	<p>Avant la clôture du PAPAFPA</p> <p>Avant fin 2014</p> <p>Immédiat et continu</p>	<p>Consultant</p> <p>Consultant expert en ressources halieutiques</p> <p>PAPAFPA/coopératives</p>
PRODUITS			
Composante 1: Activités économiques/ filières agricoles			
<u>Filières agricoles (général)</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Produire des rapports d'activités (1^{er} semestre 2014 puis annuel 2014) qui reflètent mieux les réalisations en regard du PTBA - S'assurer que toutes les pépinières disposent d'un approvisionnement en eau suffisant durant la « gravana » 	<p>Juillet 2014 et janvier 2015</p> <p>Immédiat</p>	<p>Chaque coopérative</p> <p>Chaque coopérative</p>
<u>Filière cacao biologique</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Finaliser les séchoirs solaires dans les 4 nouvelles communautés - Actualiser de la liste des planteurs par catégorie 	<p>Août 2014</p> <p>Juin 2014</p>	<p>PAPAFPA</p> <p>CECAB</p>
<u>Filière cacao de qualité</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Finaliser la base de données planteurs/production, avec classification - Organiser un échange d'expérience avec la CECAB 	<p>Mi-juin/mi-août 2014</p>	<p>CECAQ-11</p> <p>CECAQ-11</p>
<u>Filière poivre biologique</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la distribution et plantation des plants de flemingia déjà prêts en pépinières à Principe - Assurer la mise à disposition d'un tracteur à Principe - Réaliser la campagne de lutte contre la cochenille - Accélérer le processus d'installation d'irrigation goutte-à-goutte - Diffuser de nouvelles variétés de tuteurs (glyceridia) 	<p>Immédiat</p> <p>Août 2014</p> <p>Immédiat</p> <p>Septembre 2014</p> <p>Continu</p>	<p>CEPIBA/PAPAFPA</p> <p>CEPIBA/PAPAFPA</p> <p>CEPIBA</p> <p>CEPIBA/PAPAFPA</p> <p>CEPIBA/PAPAFPA</p>
<u>Filière café biologique</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Finaliser l'inventaire général des parcelles - Renforcer des capacités de la Coopérative pour le contrôle technique des activités 	<p>Août 2014</p> <p>Continu</p>	<p>CECAFEB</p> <p>PAPAFPA/FIDA</p>
<u>Filières vivrières</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer un suivi rapproché, à la fois technique et financier des résultats et des leçons apprises à l'aide des pilotes mis en place par le PAPAFPA depuis 2013 	<p>Avant mars 2015</p>	<p>Filières, coopératives, consultants, S&E/UCP du PAPAFPA</p>
<u>Filière pêche/poisson frais sous glace</u>	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de la continuité de la mise à disposition de pièces détachées Yamaha et Mariner ; garantir la prolongation des contrats d'entretien des deux mécaniciens jusqu'à fin 2014 - Compléter, valider la base de données concernant les résultats de pêche et les remboursements des bénéficiaires de praos et en tirer des éléments d'analyse (indicateurs) - Vérifier le montant déposé à la banque dans le cadre de la vente de matériel de pêche (2009-2010) - Définir les modalités d'utilisation des fonds de remboursement des praos - Mettre en œuvre les missions DCP 	<p>Immédiat</p> <p>Août 2014</p> <p>Immédiat</p> <p>Juillet 2014</p> <p>Août et fin 2014</p>	<p>MARAPA</p> <p>MARAPA</p> <p>RAF/Comptables</p> <p>MARAPA/PAPAFPA/FIDA</p> <p>MARAPA</p>
Composante 2 : renforcement de l'offre de services/FIC			
	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les échanges de bonnes pratiques de maintenance entre les communautés bénéficiaires et en utilisant les 4 animateurs - Utiliser les fonds de contrepartie disponibles au PAPAFPA pour 	<p>Continu jusqu'à fin 2014</p> <p>Continu jusqu'à</p>	<p>FIC (4 animateurs) + équipe S&E PAPAFPA + leaders communautaires</p> <p>FIC + équipe S&E</p>

	des activités d'entretien/manutention de quelques-uns des ouvrages réalisés par le FIC depuis 2008 et en donnant la priorité aux communautés qui se sont montrées les plus capables d'assurer, sur le long terme, le bon entretien et la bonne gestion des ouvrages reçus du FIC	mars 2015	PAPAFPA
	- Poursuivre la mise à jour de la base de données des réalisations du FIC	Continu jusqu'à mars 2015	FIC
	- Rembourser au PAPAFPA le reliquat du "fonds d'intrants" avant fin 2014	Avant fin 2014	FENAPA + UCP et équipe S&E PAPAFPA
Composante 3: Accompagnement et gestion du programme			
<u>Sous-composante 3.1: Appui à la FENAPA</u>	- Accompagner le Gouvernement dans la redistribution des titres fonciers	Continu	FENAPA
	- Mettre à jour le plan d'action élaboré par le PAPAFPA en 2010, capable d'identifier des activités génératrices de revenu et des partenariats qui puissent aider à augmenter l'autonomisation financière	Avant mars 2015	FENAPA avec l'appui du PAPAFPA
	- Mettre en place une méthodologie de diagnostic pour collecter les données et informations nécessaires à la FENAPA pour mieux cibler les besoins de ses membres	Avant mars 2015	FENAPA avec l'appui du PAPAFPA
	- Créer une base de données sur les activités du FENAPA et de ses membres	Avant mars 2015	FENAPA avec l'appui du PAPAFPA (cellule S&E)
	- Continuer à solliciter les cotisations des membres	Continu	FENAPA
	- Mieux définir les rôles et fonctions des deux départements qui constituent la FENAPA et le statut des personnes à leur tête	Prochaine AG	FENAPA
	- Renforcer la qualité du Suivi-Evaluation des activités de la FENAPA, notamment concernant les indicateurs de résultats	Le plus tôt possible	FENAPA avec l'aide de la cellule S&E du PAPAFPA
DURABILITE			
Composante 2: Renforcement de l'offre de services/FIC	Renforcer les capacités des bénéficiaires dans l'entretien et la gestion des ouvrages réalisés.	Continu	FIC + UCP
	Utilisation des fonds de contrepartie disponibles auprès du PAPAFPA.	Avant fin mars 2015	FIC + UCP
ASPECTS FIDUCIAIRES			
	<i>Gestion des coopératives</i>		
	- Réaliser la formation en comptabilité et administration pour les coopératives	Août 2014	RAF/ Comptable/ Coopérative
	- Identifier le comptable qui s'occupera de l'appui aux coopératives	Août 2014	Coordonnateur/ RAF/ Responsable des filières
	- Identifier les rôles et responsabilités au niveau des coopératives	Août 2014	CECAFEB/ CEPIBA/ UCP/ Responsable des filières
<u>Gestion financière</u>	- Accélérer le traitement des DRF/ DPD	Permanent	FIDA (CFS)
	<i>Système comptable</i>		
	- Réaliser la formation sur le logiciel TOMPRO	Septembre 2014	RAF/ Comptables
	- Mettre à jour la comptabilité sur TOMPRO	Permanent	RAF/ Comptables
	<i>Inventaire</i>		
	- Finaliser l'inventaire, la vérification physique et la codification de	Décembre 2014	Coordonnateur/ RAF/

	tous les biens du programme		Comptables/ Partenaires
<u>Décaissements</u>	- Surveiller le solde disponible du prêt dès que les DRF sont envoyées au FIDA	Immédiat	RAF/ Comptable
	- Surveiller l'utilisation des catégories du prêt et don au moment de la dépense	Permanent	RAF/ Comptable
	- Assurer le plein recouvrement du compte spécial du prêt	Septembre 2015	Coordonnateur/ RAF/ Comptables
	- Mettre en place un système de suivi de la trésorerie sur base mensuelle	Immédiat	RAF/ Trésorier
	- Finaliser le rapprochement de les données du Tompro avec les données du FIDA	Immédiat	RAF/ Comptables
	- Faire mensuellement un rapprochement des comptes avec le FIDA	Immédiat	RAF/ Comptables/ Trésorier ADAPA/ Qua Téla/ Micondo/
	- Rembourser les montants avancés par le PAPAFPA	Décembre 2014	FENAPA/ZATONA / MARAPA RAF/ Comptable
<u>Fonds de contrepartie</u>	- Régulariser la comptabilisation de la dépense No. BAF 96/12	Juin 2014	RAF/ Comptable
	- Solliciter le paiement de la contribution du Gouvernement	Juillet 2014	Coordonnateur/ RAF
	- Respecter les engagements en termes de contrepartie et régulariser la contribution de 2013 et 2014	Septembre 2014	Gouvernement
	- Clarifier la différence entre la contribution des bénéficiaires de MARAPA et le solde du compte bancaire correspondant	Juin 2014	MARAPA/RAF/Comptables
	- Rembourser le solde pour chaque fonds d'appui	Décembre 2014	COPA FRESCO/ CECAB/ CEPIBA/ CECAFEB/ FENAPA/ CEQAQ-11/ UCP
<u>Respect des accords de prêt</u>	- Envoyer les états financiers au FIDA	Juin 2014	Coordonnateur/ RAF
	- Envoyer l'audit 2013 au FIDA	Juin 2014	Coordonnateur/ RAF
	- Mettre fin à la pratique des échanges des fonds entre le prêt et le don	Immédiat	Coordonnateur/ RAF/ Comptables
	- S'assurer que le PTBA soit vérifié et corrigé	Permanent	Coordonnateur/ S&E/ RAF/ Comptables
<u>Passation des marchés</u>	- Transmettre mensuellement les données d'exécution budgétaire aux responsables des filières, au responsable de S&E, et au coordonnateur	Immédiat	RAF
	- Renforcer les capacités en termes de planification pour la passation de marchés	Immédiat	UCP
AUTRES	- Continuer l'appui aux opérateurs privés de café, cacao et poivre dans le parcours de ces filières pour parvenir à des Appellations Géographiques d'Origine	Avant mars 2015	UCP, chefs de filières, coopératives, SAMCERT

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Sous-composante	Résultats	Unité	2013		2014	
			PTBA	Réalisé	PTBA	Réalisé
Filière cacao biologique	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Total	308	308	32	En partie réalisé
		Femmes	103	103	16	En partie réalisé
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Total	N/R	512	N/R	
		Femmes	N/R	171	N/R	
	Groupe de commercialisation formés/consolidés	Nombre	N/R	1	N/R	
	Groupe de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	N/R	1	N/R	
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Total	N/R	2051	N/R	
		Femmes	N/R	689	N/R	
	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	N/R	33	N/R	
	Superficie taillée	Ha	650	650	330	330
	Parcelles de démonstration mises en place	Nombre	N/R	N/R	40	Identifiées
	Plants distribués	Nombre	N/R	106000	N/R	
	Plants plantés	Nombre	N/R	98000	N/R	
	Plants greffés	Nombre	30000	40937	24000	En cours
	Total production sèche	Tonnes	800	721	1000	450 première récolte
	Total production vendue	Tonnes	800	721	1000	-
Filière cacao de qualité	Communautés bénéficiaires	Nombre	N/R	N/R	17	
	Agriculteurs bénéficiaires	Total	N/R	N/R	895	
		Femmes	N/R	N/R	241	
	Techniciens formés	Total	N/R	N/R	3	
		Femmes	N/R	N/R	0	
	Associations constituées	Nombre	N/R	N/R	17	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Total	755	895	895	
		Femmes	226	241	241	
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Total	170	170	85	
		Femmes	60	60	N/R	
	Groupe de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	1	
	Groupe de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	1	1	1	
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Total	755	895	N/R	
		Femmes	226	241	N/R	
	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	17	17	6	
	Superficie de plantation suivie	Ha			1500	
	Superficie taillée	Ha	300	300		
	Plants achetés/produits par la Coopérative	Nombre	N/R	30000	150000	
	Plants distribués	Nombre	N/R	106000	108000	90000
	Plants plantés	Nombre	N/R	98000	120000	
	Total production sèche	Tonnes	100	189	200	75 T à la première récolte
	Total production vendue	Tonnes	100	189	200	-

Filière poivre/épices	Communautés bénéficiaires	Nombre	N/R	N/R	24	
	Agriculteurs bénéficiaires	Total	N/R	N/R	300	
		Femmes	N/R	N/R	80	
	Techniciens formés	Total	N/R	N/R	2	
		Femmes	N/R	N/R	1	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Total	300	316	300	
		Femmes	70	61	80	
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Total	0	7	0	
		Femmes	0	1	0	
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	0	
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	1	1	0	
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Total	300	316	0	
		Femmes	70	61	0	
	Installations de transformation aménagées/remises en état		3	1	0	
	Superficie de plantation additionnelle/totale	Ha	N/R	6	55	5.4
	Plants achetés/produits par la Coopérative	Nombre	N/R	N/R	46000	
	Plants distribués	Nombre	N/R	N/R	46000	
	Plants plantés	Nombre	N/R	N/R	46000	27000
Filière café biologique	Total production	Tonnes	N/R	N/R	39	
	Total production sèche	Tonnes	4	3	12	
	Total production vendue	Tonnes	4	2.3	5	-
	Communautés bénéficiaires	Nombre	N/R	N/R	7	
	Agriculteurs bénéficiaires	Total	N/R	N/R	250	
		Femmes	N/R	N/R	125	
	Associations constituées	Nombre	N/R	N/R	6	
	Techniciens formés	Total	N/R	N/R	3	
		Femmes	N/R	N/R	0	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Total	100	100	100	50
		Femmes	50	50	50	
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Total	30	30	10	
		Femmes	6	6	5	
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	1	
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	1	1	N/R	
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Total	247	247	N/R	
		Femmes	113	113	N/R	
	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	0	0	N/R	
	Plants achetés/produits par la Coopérative	Nombre	N/R	153000	230000	57000 en cours
	Plants distribués	Nombre	N/R	80000	230000	
	Plants plantés	Nombre	N/R	N/R	230000	
	Total production	Tonnes	N/R	N/R	45	72
	Total production sèche	Tonnes	12	2	7	13
	Total production vendue	Tonnes	12	2	7	-

Filière cultures vivrières	Communautés bénéficiaires	Total	N/R	N/R	3	
	Agriculteurs bénéficiaires	Total	N/R	N/R	36	
		Femmes	N/R	N/R	16	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Total	0	0		
		Femmes	0	0		
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Total	0	0	4	
		Femmes	0	0	2	
	Surface de bananes	Ha	N/R	N/R	250	
	Volume de production	m²	N/R	N/R	1200	
	Elevages de porcs	Nombre	N/R	N/R	1	20
	Elevages de poulet	Nombre	N/R	N/R	70	10
	Volume de production	Unité	N/R	N/R	12600	
	Ruches	Nombre	N/R	N/R	25	
	Volume de production	Unité	N/R	N/R	250	
Filière poisson frais	Communautés bénéficiaires	Total	N/R	N/R	30	
	Pêcheurs engagés	Total	N/R	N/R	734	
	Femmes bénéficiaires (palaïé)	Femmes	N/R	N/R	220	
	Techniciens de proximité formés	Total	N/R	N/R	1	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production halieutique	Total	734	0	734	
		Femmes	71	0	71	
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Total	236	0	236	
		Femmes	71	0	71	
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	1	
	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	200	0	200	
	Poisson traité acheté par COPAFRESCO	Unité	N/R	N/R	25000	
	Poisson frais vendu par la coopérative au siège (par mois)	Unité	N/R	N/R	3000	
	Points de vente	Nombre	N/R	N/R	2	
	Embarcations installées au Sud de Sao Tomé	Nombre	N/R	N/R	50	
	Embarcations installées à Príncipe	Nombre	N/R	N/R	20	
	Moteurs hors-bord remis aux pêcheurs du Sud de Sao Tomé	Nombre	N/R	N/R	50	
	Moteurs hors-bord remis aux pêcheurs du Sud de Príncipe	Nombre	N/R	N/R	20	
	Montant de remboursement des praos et moteurs	USD	N/R	N/R	102	
	Taux de recouvrement des praos et moteurs	%	N/R	43%	70%	38%
	Total des captures des praos motorisés	moyenne mensuelle par embarcation	N/R	N/R	160	
	Total de jours de sortie en mer	moyenne mensuelle par embarcation	N/R	N/R	20	
	DCP installé	Nombre	N/R	N/R	15	2
	Comité de DCP	Nombre	N/R	N/R	10	
	Captures réalisées dans les DCP	Unité	N/R	N/R	100	
	Praos construits	Nombre	N/R	N/R	20	
	Praos construits à Angolares	Nombre	N/R	N/R	10	
	Praos construits à Príncipe	Nombre	N/R	N/R	10	

Fonds d'infrastructure communautaire) FIC	Communautés bénéficiaires	Nombre	N/R	N/R	12	
	Projets d'infrastructures	Nombre	N/R	N/R	6	
	Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	2	4	1	1
	Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	N/R	0	0	0
	Routes construites/ remises en état	KM	1.0	0.5	0.4	0.0
	Magasin réhabilité	Nombre	N/R	4	0	4
	Siège d'association construit	Nombre	N/R	1	1	1
	Séchoirs solaires construits	Nombre	N/R	N/R	6	6.0
	Centre de soin réhabilité	Nombre	N/R	N/R	0	0.0
	Latrines construites	Nombre	N/R	288.0	35	35.0
	Autres infrastructures construites/remises en état	Nombre	357	355	N/R	4
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	17	11	4	
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	17	11	2	
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Total	85	55	24	
		Femmes	34	22	8	
Appui à la FENAPA	Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	12	12	N/R	
	Groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	N/R	12	N/R	
	Membres des groupes communautaires créés/consolidés	Total	250	235	N/R	
		Femmes	80	94	N/R	
	Organisations faïtières créés/renforcées	Nombre	1	1	N/R	2
	Membres de la FENAPA	Unité	N/R	N/R	N/R	2 400
	Associations	Unité	N/R	N/R	N/R	99
	Unions/fédérations membres	Unité	N/R	N/R	N/R	12
Suivi-Evaluation	Coopératives des filières	Unité	N/R	N/R	N/R	
	Etudes d' impact	Nombre	N/R	N/R	5 (3)	0 (0)

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds (au 31/12/2013*)

<i>Bailleurs de fonds</i>	<i>Préévaluation (en milliers d'USD)**</i>	<i>Décaissements (en milliers d'USD)***</i>	<i>Pourcent age décaissé</i>
Prêt FIDA	6,909	6,894	99.8%
Don FIDA	3,000	1,436	47.9%
Gouvernement	363	243	66.8%
Bénéficiaires	361	11	3.0%
Autres Bailleurs	1,715	372	21.7%
Total	12,348	8,955	72.5%

*La comptabilité est mis à jour au 31 décembre 2013

**Les données pre-évaluation sont les données du Costab initiale (Il n'y a pas de données pour l'ensemble de la période du troisième cycle. Le Costab de la 2ème phase du III cycle inclue le reliquat de la 1er phase et ils ne sont pas préparés par composant du programme mais par catégories)

***La mission a constaté des incohérences des données en TOMPRO. Le programme a lancé une nouvelle vérification de toutes les données du TOMPRO afin de confirmer leur correspondance avec les données du FIDA (paragraphe 121 de l'AM)

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) du III cycle (2009-31/03/2013)**

Composante	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Autres Bailleurs			Bénéficiaires			Total	
	Pré-évaluation	Réalisé effective***	%	Pré-évaluation	Réalisé effective***	%	Pré-évaluation	Réalisé effective***	%	Pré-évaluation	Réalisé effective***	%	Pré-évaluation	Réalisé effective***	%	Pré-évaluation	Réalisé effective***
Cycle III																	
1. Activités économiques/ Filières agricoles																	
Cacao bio-équitable	563.1	920.4	163%	526.7	140.7	27%	116.4	26.2	23%	57.0		0%	90.3		0%	1,354	1,087
Cacao conventionnel de qualité	307.9	412.6	134%	209.7	133.2	64%	37.9	10.5	28%	71.1	22.9	32%				627	579
Poivre/épices	575.7	883.3	153%	259.2	178.2	69%	41.5	15.4	37%	91.2		0%	91.2	6.7	7%	1,059	1,084
Café bio-équitable	584.8	667.7	114%	1,063.8	227.5	21%	104.1	22.0	21%		241.3		61.9		0%	1,815	1,159
Pêche artisanale	442.5	222.2	50%	121.1	119.1	98%	7.0	8.0	115%	93.3		0%	112.7		0%	777	349
Cultures vivrières associées	345.5	159.8	46%	302.5	38.6	13%	31.8	0.7	2%					1.5		680	201
<i>sous total composant 1</i>	<i>2,819.5</i>	<i>3,266.1</i>	<i>116%</i>	<i>2,483.0</i>	<i>837.5</i>	<i>34%</i>	<i>338.7</i>	<i>82.8</i>	<i>24%</i>	<i>312.6</i>	<i>264.2</i>	<i>85%</i>	<i>356.1</i>	<i>8.1</i>	<i>2%</i>	<i>6,310</i>	<i>4,459</i>
2. Renforcement offre de services/FIC																	
Financement des projets FIC	1,000.0	768.3	77%	400.0	367.7	92%		1.4		1,000.0		0%		0.2		2,400	1,138
Gestion du FIC	884.5	777.8	88%	117.1	6.3	5%	18.8	1.7	9%	402.8		0%		0.7		1,423	786
<i>sous total composant 2</i>	<i>1,884.5</i>	<i>1,546.1</i>	<i>82%</i>	<i>517.1</i>	<i>374.0</i>	<i>72%</i>	<i>18.8</i>	<i>3.0</i>	<i>16%</i>	<i>1,402.8</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>	<i>-</i>	<i>0.9</i>		<i>3,823</i>	<i>1,924</i>
3. Accompagnement et gestion du programme																	
Appui FENAPA/Alphabétisation	442.7	161.0	36%		14.8		2.7	0.2	7%							445	176
Gestion du programme	1,270.9	1,737.7	137%		203.1		1.2	156.6	13046%		107.7		5.1	1.8	36%	1,277	2,207
Suivi et évaluation	490.9	182.9	37%		6.6		1.9	0.0	1%							493	190
<i>sous total composant 3</i>	<i>2,204.5</i>	<i>2,081.6</i>	<i>94%</i>	<i>-</i>	<i>224.4</i>		<i>5.8</i>	<i>156.8</i>	<i>2703%</i>	<i>-</i>	<i>107.7</i>		<i>5.1</i>	<i>1.8</i>	<i>36%</i>	<i>2,215</i>	<i>2,572</i>
TOTAL Cycle III	6,908.5	6,893.8	100%	3,000.1	1,436.0	48%	363.3	242.6	67%	1,715.4	371.9	22%	361.2	10.9	3%	12,348	8,955

*La comptabilité est mis à jour au 31 décembre 2013

**Les données pre-évaluation sont les données du Costab initiale (Il n'y a pas de données pour l'ensemble de la période du troisième cycle. Le Costab de la 2ème phase du III cycle inclue le reliquat de la 1er phase et ils ne sont pas préparés par composant du programme mais par catégories)

***La mission a constaté des incohérences des données en TOMPRO. Le programme a lancé une nouvelle vérification de toutes les données du TOMPRO afin de confirmer leur correspondance avec les données du FIDA (paragraphe 121 de l'AM)

Performance financière par bailleur de fonds (en milliers d'USD) - dixième phase du III cycle (1/4/2013-31/03/2013)*

Catégorie**	FIDA***			Gouvernement			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Vehicules	50.0	-	0	10.0	3.0	30%	60.0	3.0	5%
Equipements	127.0	428.8	338%	32.0	4.8	15%	159.0	433.7	273%
Formation et etudes	95.0	(18.8)	-20%	17.0	0.0	0%	112.0	(18.8)	-17%
Assistance techniques	137.0	29.3	21%	-		0%	137.0	29.3	21%
Contrats de services	1,420.0	108.3	8%	251.0	0.0	0%	1,671.0	108.3	6%
Fonctionnement	361.0	139.5	39%	63.0	0.7	1%	424.0	140.2	33%
Personnel	549.0	233.0	42%	-	6.3		549.0	239.3	44%
FIC	318.0	131.8	41%	56.0	-	0%	374.0	131.8	35%
TOTAL	3,057.0	1,051.8	34%	429.0	14.8	3%	3,486.0	1,066.7	31%

*La comptabilité est mise à jour au 31/12/2013.

**Les Costab de la deuxième phase du III cycle ont été préparées par catégories (pas par composante). La contribution des autres bailleurs n'a pas été révisé.

***L'allocation Costab du FIDA inclue le prêt et le don.

Tableau 5C

Décaissements du prêt du FIDA (en DTS au 12/05/2014) - 557-ST										
Catégorie	Description de la catégorie	Allocation Initiale	Allocation Révisée	Décaissements*	Solde actuel	Décaissement (%)	DRF en instance**	DRF en cours de préparation**	Engagements	Total décaissements + engagement
	<i>Cycle I et II</i>	3,530,000	2,931,708	2,931,708	-	100%				2,931,708
	Cycle III									
XXI.	Vehicules	410,000	270,000	260,301	9,698.62	96.4%				260,301
XXII.	Équipements	321,000	1,351,077	1,063,011	288,066.33	78.7%		5,197		1,068,208
XXIII.	Formation & Études	585,000	318,000	348,367	(30,367.33)	109.5%		6,752		355,119
XXIV.	Assistance technique	230,000	230,000	255,640	(25,639.81)	111.1%		6,874		262,514
XXV.	Contrats de service	175,000	442,000	547,191	(105,190.95)	123.8%				547,191
XXVI.	Coûts de fonctionnement	801,000	801,000	717,941	83,059.25	89.6%		37,806		755,746
XXVII.	Personnel	1,221,000	1,221,000	1,173,073	47,926.92	96.1%		47,330		1,220,403
XXVIII.	FIC	637,000	287,000	186,345	100,655.39	64.9%		23,944		210,288
	Non alloué	40,000	98,215	-	98,215.05	0.0%				-
	Dépôt Initial				-				247,883	247,883
	<i>Total Cycle III</i>	4,420,000	5,018,292	4,551,868	466,423	90.7%	-	127,903	247,883	4,927,655
	TOTAL PROGRAM	7,950,000	7,950,000	7,483,577	466,423	94.1%	-	127,903	247,883	7,859,362.56

* Le rapprochement avec la comptabilité de l'UCP a montré une différence avec le FIDA sur le traitement de la DRF 77 et 79 (FIDA a mal réglée catégorie 23 au lieu de 22) et la DRF 72 (le FIDA/UNOPS ont traité un montant de USD 2,417.6 -category 27 au lieu de la catégorie 23- mais aucune communication été envoyée au programme).

** Taux de change 1.51676

Décaissements du don du FIDA (en DTS au 12/05/14) - 8065-ST										
Catégorie	Description	Allocation Initiale	Allocation Révisée	Décaissements	Solde actuel	Décaissement (%)	DRF en instance (DRF 18)*	DRF en cours de préparation (DRF 19)*	Engagements	Total décaissements + engagement
	<i>Cycle I et II</i>	-	-	-	-					-
	Cycle III									
XXI.	Vehicules	-	-	-	-	0.0%	-	-	-	-
XXII.	Équipements	428,000	428,000	616,549	(188,549)	144.1%	-	-	-	616,549
XXIII.	Formation & Études	190,000	190,000	39,931	150,069	21.0%	-	-	-	39,931
XXIV.	Assistance technique	270,000	270,000	20,591	249,409	7.6%	-	-	-	20,591
XXV.	Contrats de service	420,000	420,000	280,233	139,767	66.7%	55,679	107,325	-	443,238
XXVI.	Coûts de fonctionnement	140,000	140,000	25,548	114,452	18.2%	-	-	-	25,548
XXVII.	Personnel	220,000	220,000	-	220,000	0.0%	-	-	-	-
XXVIII.	FIC	150,000	150,000	-	150,000	0.0%	-	-	-	-
	Non alloué	172,000	172,000	-	172,000	0.0%	-	-	-	-
	Dépôt Initial				-				232,011	232,011
	<i>Total Cycle III</i>	1,990,000	1,990,000	982,852	1,007,149	49.4%	55,679	107,325	232,011	1,377,867
	TOTAL PROGRAM	1,990,000	1,990,000	982,852	1,007,149	49.4%	55,679	107,325	232,011	1,377,867

*Taux de change 1.51676

Décaissements du don GEF (en USD au 12/05/14) - G-G-FSP-29

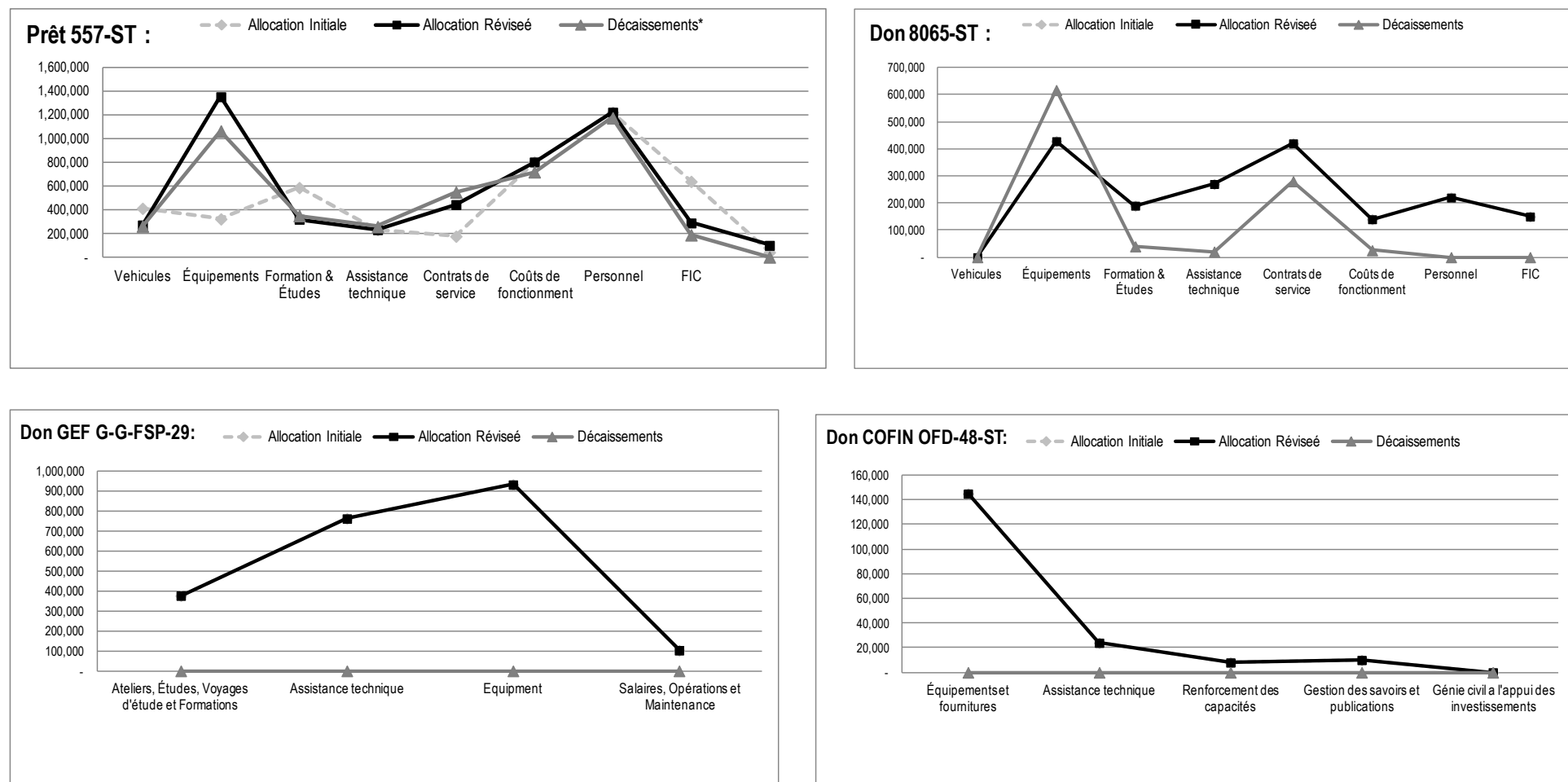
Catégorie	Description	Allocation Initiale	Allocation Révisée	Décaissements	Solde actuel	Décaissement (%)	DRF en instance	DRF en cours de préparation	Engagements	Total décaissements + engagement
I.	Ateliers, Études, Voyages d'étude et Formations	376,761	376,761	-	376,761	0.0%	-	7,256	-	7,256
II	Assistance technique	763,381	763,381	-	763,381	0.0%	-	29,658	-	29,658
III.	Equipment	933,294	933,294	-	933,294	0.0%	-	-	-	-
IV.	Salaires, Opérations et Maintenance	102,928	102,928	-	102,928	0.0%	-	16,525	-	16,525
	Non alloué	241,818	241,818	-	241,818	0.0%	-	-	-	-
	Dépôt Initial				-				152,785	152,785
TOTAL PROJET		2,418,182	2,418,182	-	2,418,182	0.0%	-	53,439	152,785	206,224

Décaissements du don OFID (en USD au 12/05/14) - COFIN-OFD-48-ST

Catégorie	Description	Allocation Initiale	Allocation Révisée	Décaissements	Solde actuel	Décaissement (%)	DRF en instance	DRF en cours de préparation*	Engagements	Total décaissements + engagement
I.	Équipements et fournitures	145,100	145,100		145,100	0%	-	93,265	-	93,265
II.	Assistance technique	24,000	24,000		24,000	0%	-	-	-	-
III.	Renforcement des capacités	8,000	8,000		8,000	0%	-	-	-	-
IV.	Gestion des savoirs et publications	10,000	10,000		10,000	0%	-	-	-	-
V.	Génie civil a l'appui des investissements	-	-		-	0%	-	-	-	-
	Dépôt Initial				-				149,680	149,680
TOTAL PROJET		187,100	187,100	-	187,100	0%	-	93,265	149,680	242,945

* Taux de change Euro/USD 1.36139

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 2.03 Compte spécial	A compter du cycle III, les deux comptes A et B seront fusionnés en un unique compte spécial PAPAFPA d'un montant autorisé de 1 million de USD	Décembre 2009	Implémenté en 2009. Clôture du fonds d'appui finalisée en 2012	
Section 2.04 Compte spécial du don	L'Emprunteur ouvre et tient un compte spécial du don supplémentaire	Décembre 2010	Implementé en 2011	
Section 3.03 b) Programme de Travail et Budget Annuel	Le PTBA sera soumis à l'agent principal du programme et au Fonds pour commentaires et approbation	60 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Programme considérée	Respecté pour l'année 2014	
Section 4.02 Rapports d'activité	L'Agent principal du programme soumet au Fonds des rapports d'activité sur l'exécution du programme, prévus à la section 8.03 (rapports d'activités) des conditions générales, dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Programme de six mois.	Dans les trois mois après chaque semestre	Respecté pour l'année 2013	
Section 5.01 Etats financiers	L'association, et à compter du deuxième cycle, l'UCP et le FIC, préparent annuellement les états financiers des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Programme prévus à la section 9.02 (Etats financiers) des conditions générales	Dans les trois mois après la fin de l'année pour l'UCP et dans les trois mois de chaque trimestre pour les opérateurs	Pas envoyées pour les comptes de 2013 en raison d'un retard dans la mise à jour de la comptabilité sur TOMPRO	Au moment de la mission, la finalisation complète de la mise à jour de la comptabilité dans TOMPRO au 31/12/2013 était toujours en cours.
Section 5.02 Rapports d'Audits	L'emprunteur présente une copie certifiée du Rapport d'Audit	Six mois suivant la fin de l'année fiscale	L'audit a commencé le 02/06/2014	Le jour avant la fermeture de la mission, les auditeurs ont quitté le pays sans explications, et sans terminer l'audit. L'UCP a essayé de contacter le siège de l'entreprise afin de vérifier ce qui s'est passé et comment effectuer l'audit sans retard . Il est possible qu'il y ait un retard dans la livraison de l'audit.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

L'expérience de la pêche doit être analysée de façon approfondie avant l'achèvement du programme, avec une analyse coûts-bénéfices de l'intervention du FIDA, et une évaluation de l'impact sur les bénéficiaires. En effet, cette filière a bénéficié de l'appui continu du PAPAFPA, à tous les niveaux, pendant les douze ans de sa mise en œuvre. Le programme jouit donc d'une connaissance solide du domaine de la pêche à São Tomé et Principe, de ses besoins, et de ses problématiques. Il est indispensable, notamment dans la mesure où le PAPAC ne poursuivra pas avec cette filière, que le PAPAFPA capitalise et valorise son expérience au profit d'éventuelles interventions futures dans ce domaine à São Tomé et Principe.

Innovation

Le principal acquis du PAPAFPA a été **la mise au point d'un modèle économique original, adapté et performant de filière d'exportation de produits agricoles** construit à partir de l'expérience pilote sur la filière cacao biologique initiée en 2003 à l'initiative du FIDA et développée avec l'appui du PAPAFPA grâce à la qualité et la forte implication du partenaire privé (KAOKA) et qui a donné naissance en 2005 à la Coopérative d'Exportation de Cacao Biologique (CECAB). Ce modèle permet à la fois de :

- i. créer un accès durable à des marchés d'exportation de niche aujourd'hui porteurs pour des produits à haute valeur ajoutée dans le cadre de partenariats commerciaux, techniques et même financiers équitables et durables sur le moyen/long terme avec des partenaires privés ;
- ii. généraliser des systèmes et techniques de production « biologiques », et de transformation n'ayant aucun impact négatif sur l'environnement et contribuant à réduire les risques liés aux aléas du climat ;
- iii. créer plus de Valeur Ajoutée Nationale à l'exportation que les circuits « traditionnels » existant ;
- iv. **transférer la presque totalité (environ 90% dans le cas du cacao) de cette valeur FOB vers les petits producteurs cibles (populations rurales les plus pauvres) et leurs organisations.**

Ce modèle de filière « biologique » d'exportation a une structure simple associant (i) des producteurs familiaux issus du groupe cible du FIDA, regroupés en associations par communauté ou zone (ii) en une coopérative par filière articulée avec (iii) une entreprise privée européenne. Les associations collectent la production et assurent la transformation primaire. La coopérative organise la production et la collecte, assure la traçabilité totale et le contrôle de qualité, contracte et obtient la certification, négocie et organise l'exportation et fournit un appui technique à ses membres par le canal de « membres techniciens » indemnisés mais non-salariés. Le partenaire privé garantit l'achat de l'intégralité (ou d'une partie seulement selon le souhait de la coopérative) de la production à des conditions négociées sur le moyen terme et conformes aux normes du commerce équitable/organique, fournit des orientations techniques à même de garantir à la fois la qualité du produit et son adaptation aux normes et opportunités de marché, contribue aux investissements durables et/ou au pré-financement des collectes, alimente un fonds « social » à partir des primes (définies par les normes « bio » ou « équitables »). **Ce type d'insertion commerciale permet de réduire le très lourd poids des contraintes liées à l'insularité du pays (coûts de transport, faiblesses des quantités).**

A partir de l'expérience de la CECAB, depuis 2009, le PAPAFPA étend ce modèle à 3 nouvelles filières :

- i. une seconde filière cacao organisée autour de la Coopérative d'Exportation de Cacao de Qualité (CECAQ-11) intervenant dans une zone différente et dont les partenaires privés sont les entreprises allemande GEPA et britannique Café Direct ;
- ii. une filière de café arabica biologique organisée autour de la Coopérative d'Exportation de Café Biologique (CECAFEB) en partenariat avec l'entreprise française Malongo et l'organisation italienne Slow Food ;
- iii. une filière poivre biologique organisée autour de la Coopérative d'Exportation de Poivre Biologique (CEPIBA) en partenariat avec les entreprises françaises Hom&Ter et Hénaff.

La montée en production du cacao devrait s'accélérer au cours des prochaines années et pour la première fois en 2013 les exportations de cacao réalisées par les deux coopératives soutenues par le PAPAFPA (CECAB et CECAQ 11) ont représenté plus de 40% des exportations nationales de cacao en volume et près de 60% en valeur, avec plus de 900 tonnes de cacao exporté par les deux coopératives cacaotières.

En 2013, au total, environ 3 000 ménages ruraux pauvres, soit environ un tiers des ménages ruraux pauvres du pays sont membres de ces coopératives. La valorisation du jour de travail était estimée, en 2012, pour les membres de la CECAB participant activement aux actions de rénovation à 13,5 \$EU par jour contre 3,9 \$EU par jour pour ceux qui se limitaient à une stratégie de cueillette (hors du PAPAFPA). Le coût de marché de la main d'œuvre agricole était de l'ordre de 2 \$EU/j.

Si la CECAB créée en 2003 est depuis 2012 viable économiquement et techniquement sans appuis du programme, les trois autres coopératives, créées en 2009, n'auront pas encore atteint ce stade à la fin du PAPAFPA (en termes d'équilibre d'exploitation ou de compétences d'organisation ou de gestion) mais sont engagées sur des trajectoires leur permettant d'y parvenir à moyen terme.
